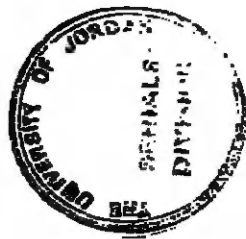


150

Radio-Télévision

Le Monde



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14772 - 7 F

- DIMANCHE 26 - LUNDI 27 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les JO les plus universels depuis la guerre

Cent soixante-douze nations participent aux Jeux olympiques de Barcelone

Babel perplexe

Le monde entier défile à Barcelone. Délégations massives ou minuscules, drapeaux déjà vus, drapeaux nouveaux, drapeaux ressortis des greniers de l'Histoire : jamais les Jeux olympiques n'auront été aussi universels qu'en 1992. Cuba est là, l'Afrique du Sud aussi, et les pays réunissants : Corée, Slovaquie, pays baltes et autres Républiques de l'ex-Union soviétique. Oubliée, donc, l'ère des boycotts qui firent de l'olympisme, pendant deux décennies, un enjeu symbolique des tensions internationales. Les deux « Grands », comme on disait, rivalisaient sur la cendre comme dans la course aux armements. A la recherche de l'hégémonie politique correspondait celle des prouesses médailles.

A s'en tenir à l'observation de la liturgie olympique - toujours émouvante bien que guindée - les Jeux de Barcelone seraient ceux de la fraternité retrouvée. On voudrait s'en persuader, mais, au-delà du cortège coloré de Barcelone, on perçoit moins un monde en train de faire son unité qu'une Babel perplexe, inquiète.

SPECTACLE universel aux codes simples, langage commun, le sport paraît être l'une des valeurs-refuges d'un temps qui n'en connaît guère d'autres. Peut-être, à lui seul, faire oublier ce qui, loin des stades et de leur liesse, donne à notre décennie le parfum inquiétant d'une fin de siècle où les espérances, comme les statues des dieux antiques, jonchent le sol ?

L'Empire du communisme s'est effondré en moins de temps qu'il n'en faut pour changer d'olympiade. Les nationalités qu'il avait étouffées redécouvrent l'espace, souvent à coups de haines ethniques, guerrièrement exprimées. L'Europe de l'Ouest se cherche dans la morosité une identité commune, et le débat sur son union renforcée, loin de susciter l'ardeur des peuples, baigne dans un scepticisme désabusé. Les pays riches sont rongés par le cancer du chômage et l'affaiblissement des solidarités. Les pays pauvres sont de plus en plus, et des guerres sanglantes se livrent dans des hauts lieux de la misère (Somalie) comme s'il s'agissait de faire oublier une détresse par une autre. Le communisme a échoué dans son projet de créer un monde nouveau. Le libéralisme se révèle encore incapable de résoudre le scandale des inégalités et constatera peut-être un jour qu'il nourrit en son sein le ferment de révoltes à venir. Le retour annoncé du religieux reste, pour l'heure, celui du fanatisme, des intégrismes, du sectarisme.

L'ENVIRONNEMENT est une préoccupation universelle, mais c'est bien tard : les « dégâts du progrès » sont partout visibles, et souvent irréparables. La pandémie de sida n'épargne aucun continent : on n'est qu'au début des ravages. Les mouvements de population du sud vers le nord, en dépit des digues élevées par les pays riches, n'en sont sans doute qu'à leur début.

Au moment où s'éclatent les athlètes des Jeux, il ne faut pas gâcher son plaisir en face du plus grand spectacle des temps modernes. Mais, dans la jubilation et l'admiration, on doit laisser une place au doute : sur le podium de l'Histoire, quelle médaille méritera notre siècle ?

M0146 - 0727 0 - 7 00 F



Le roi Juan Carlos devait déclarer, samedi 25 juillet au stade de Montjuich, à Barcelone, ouverts les Jeux de la XXV^e olympiade de l'ère moderne. Ils rassembleront, jusqu'au 9 août, dix mille athlètes de 172 nations. Ces Jeux, les plus universels depuis 1945, grâce à l'absence, pour la première fois depuis 1968, de tout boycottage politique, sont marqués par la participation des Républiques nées des bouleversements à l'Est, le retour de l'Afrique du Sud, ainsi que des pays qui, comme Cuba, avaient boudé Séoul en 1988. Ces Jeux sont un grand succès pour M. Samaranch, catalan, président du CIO.

Le triomphe de Juan Antonio Samaranch

BARCELONE

de notre envoyé spécial

« J'ai l'honneur d'inviter le roi Juan Carlos à proclamer l'ouverture des Jeux de la XXV^e olympiade. » Pour cette brève introduction, prononcée samedi 25 juillet à la fin de la cérémonie d'ouverture, Juan Antonio Samaranch, Catalan de naissance et président du Comité international olympique (CIO) depuis 1980, aura sans doute été plus ému que jamais.

La flamme olympique pouvait jaillir enfin de l'immense torche, qui domine le stade de Montjuich, sur les hauteurs de Barcelone, et pénétrer dans les foyers des télé-spectateurs de cent soixante-quinze pays. Après le baron Pierre de Coubertin, rénovateur de l'olympisme, Juan Antonio Samaranch est le deuxième président du CIO à accueillir les Jeux d'été dans son propre pays.

« Logiquement, je devrais quitter le CIO après cela, car Barcelone sera le sommet de ma carrière, estime Juan Antonio Samaranch, dont le mandat expire en 1993. Je voudrais qu'on se souvienne de ces Jeux comme ceux de la compréhension, de la réconciliation et de la paix. » Le souhait du président du CIO est à double portée. Après le boycottage des Africains à Montréal (1976), des Américains et d'autres Occidentaux à Moscou (1980), du bloc socialiste à Los Angeles (1984), de Cuba et de quelques « pays frères » à Séoul (1988),

l'ambition de Juan Antonio Samaranch était de faire des Jeux de Barcelone les plus universels du siècle. Jusqu'au bout, il aura négocié pour que tous les athlètes de l'ex-Yougoslavie, aujourd'hui déchirée, puissent participer et ne deviennent pas à leur tour des otages de la politique. Le grand retour de l'Afrique du Sud après l'abolition de l'apartheid et l'accession à l'indépendance de nouveaux Etats sont venus conforter son souci d'universalité.

GÉRARD ALBOUY

Lire la suite page 12

Lire également

■ L'effort gratuit des hommes d'argent, par BÉNÉDICTE MATHIEU ■ Le retour des Africains du Sud, par FRÉDÉRIC FRITSCHER ■ La nouvelle génération de coureurs kényans, par JEAN HÉLÈNE ■ Les tricheurs courent toujours, par JÉRÔME FENOGLIO ■ Olympic city, par CORINE LESNES

Pages 12 et 13

Sang contaminé : les politiques à la question

M^{me} Dufoux, M. Fabius et M. Hervé ont témoigné au procès des responsables de la transfusion

par Laurent Greilsamer

Le prétoire avait des allures d'arène et la rumeur hostile de la rue s'y engouffrait par ses fenêtres grandes ouvertes. Vendredi 24 juillet, dans une chaleur d'été et une ambiance tendue, la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris a reçu la visite de trois anciens ministres sous haute protection policière.

Ce fut une audience marathon, sans suspension ni trêve. Une audience agressive et sans nul doute exutoire, où il revint à M. Edmond Hervé, qui fut secrétaire d'Etat à la Santé en 1985, de témoigner en premier. C'est-à-dire de répondre pêle-mêle aux

questions sur le « chauffage » des concentrés sanguins destinés aux hémophiles, seule mesure pouvant alors inactiver le virus du sida, et sur la généralisation du dépistage de ce virus, jugée trop tardive par les parties civiles.

S'expliquer, tel était l'enjeu pour ces trois anciens ministres successivement accueillis, au mieux par des murmures, le plus souvent par des sifflets. Des témoins peu ordinaires dans une enceinte de justice - le dernier précédent remonte à 1981 lorsque M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, donna sa version devant la cour d'assises jugeant les assassins du prince de Broglie. Des témoins parfaitement conscients de moins

affronter un tribunal que l'opinion publique.

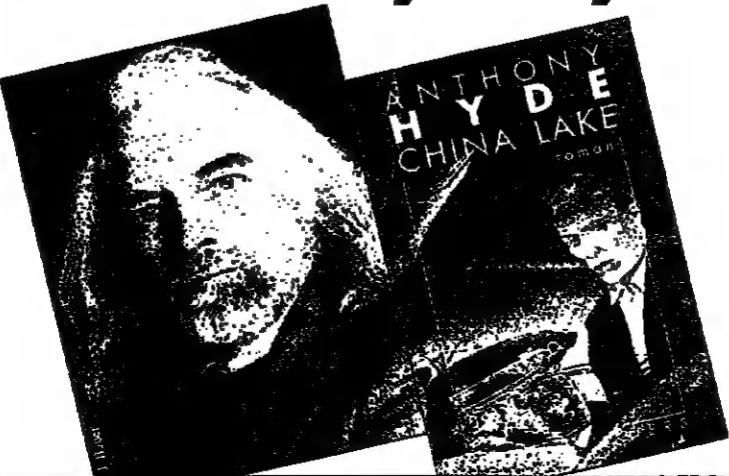
De fait, M. Hervé, aussitôt après avoir prêté serment, s'adresse aux hémophiles et à leurs proches présents derrière lui : « J'ai juré de dire la vérité. Je dirai la vérité. Tout le commande : la douleur des familles, la justice et l'idée que je me fais de mon devoir. » Une déclaration accueillie par une houle réprobatrice que le maire de Rennes, député (PS), reçoit dans le dos.

Mais, très vite, l'ancien ministre est happé dans le cercle étroit des gens de robe occupant les quelques mètres carrés au pied du tribunal. Et le substitut du procureur, M^{me} Michèle Bernard-Requin, pose les premières ques-

tions : « Le témoin a-t-il été avisé de la contamination des produits sanguins distribués par le Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) entre le 21 mars et le 1^{er} octobre 1985, période retenue par la prévention ? » Raide, le micro à la main, à un pas seulement des inculpés et des avocats, M. Hervé répond : « J'ai eu connaissance de manière précise de l'état des produits sanguins du CNTS à la suite du compte rendu d'une réunion de la Commission consultative de la transfusion sanguine, le 20 juin 1985. Mais, pour comprendre ce qui s'est passé, il faut que je vous détaille ce qui s'est passé en amont. »

Lire la suite et nos autres informations page 8

Anthony Hyde



EDITIONS DU SEUIL

L'ÉTÉ FESTIVAL

Réquichot, peintre défroqué

TANLAY (Yonne)

de notre envoyée spéciale

« Barbaque si rabaquée barbote que Barabas déballe sa rate, dérate sa balle et gratte sa botte. Puis Barabas baratte, dans les rhododendrons, baratte sa balle si baraquée. Ses baulles s'ébattent sa rate s'emballe, sa botte d'balle et Barabas remballe sa rate. »

Bernard Réquichot écrivait, aussi, des textes à base de mots désossés, rebondissant en images très étudiées, tantôt colériques et chaotiques, tantôt coulantes et liturgiques, souvent drôles, jamais dramatiques. Cet homme-là pourtant, qui était peintre, s'est jeté par la fenêtre de son atelier, en décembre 1961, deux jours avant le vernissage de

son exposition à la galerie Daniel Cordier. Il avait trente-deux ans, et laissait en plan une œuvre singulière, pleine d'irrégularités, qui ne convainquaient pas, n'a pas convaincu en 1973, lorsque le CNAC, à Paris, l'a montré dans ses développements, ne convaincra peut-être pas cette fois encore. Car, pas plus qu'hier, elle ne donne prise, aujourd'hui, à une lecture en bonne et due forme de ce travail accompli dans le secret, que le peintre n'aimait pas exposer. Un travail à l'arraché du corps, qui, pourtant, n'a pas pris une ride.

GENEVIÈVE BREERETTE

Lire la suite page 14 et nos informations sur le Festival d'Arignon pages 14 et 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,20 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Australie/Néoz, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 1,90 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 S ; USA (autres), 2,60 \$.

LES FINES D'EMPIRES

Sautons cinq siècles : le temps pour Rome de bâtir et féconder son empire, plus vaste encore que ceux des Perses ou d'Alexandre, celui dont la grandeur et la décadence hantent notre conscience occidentale. Nous voici à Alexandrie en 391 après Jésus-Christ, quand règne Théodose, l'empereur chrétien qui va interdire l'année suivante les cultes païens. L'affaire du *serapeum* saccagé illustre bien la mêlée religieuse qui aurait précipité la chute de l'empire modèle.

Par PIERRE CHUVIN

L'été 391 fut chaud, à Alexandrie. Un été d'affrontements entre les communautés religieuses. Les chrétiens, certainement les plus nombreux, étaient soutenus par les autorités civiles et militaires. Les païens, forts du prestige de la tradition, d'une culture à laquelle la plupart des chrétiens étaient attachés, usaient de pouvoirs magiques à l'efficacité reconnue. Qui était tout à fait sûr que le Nil dispenserait sa crue annuelle, si on ne lui rendait plus les honneurs légitimes ?

En ce temps-là, les philosophes descendaient dans la rue pour défendre leurs propres opinions. En 391, alors que l'Etat ne prend plus la peine de nommer les desservants des temples, les savants, philosophes, magiciens, deviennent les chefs de la religion. A Alexandrie, un nommé Olympios est ce chef improvisé : l'événement l'a révélé. Un événement qu'il n'a pas suscité. L'initiative est dans le camp de l'évêque-patriarche Théophile, homme d'action qui, une quinzaine d'années plus tard, ne lésinera pas sur les moyens pour faire condamner Jean Chrysostome, patriarche de Constantinople. A plus forte raison, face aux païens et dans sa propre cité, ne doit-il pas hésiter. La provocation est facile : il suffit de transformer un temple en église et, à cette occasion, d'exposer quelques objets attestant les turpitudes de l'ancienne religion.

Cela s'était déjà fait. En 362, l'évêque Georges avait voulu transformer en chapelle un sanctuaire désaffecté de Mithra. En le nettoyant, les employés de l'évêché avaient trouvé des crânes humains. Exhibés et commentés, ces crânes avaient provoqué des émeutes. Georges avait été enlevé, attaché à dos de chameau (animal puant et ignominieux, jugeait-on), promené par la ville et finalement mis en pièces. Il faut dire que, cet évêque étant arien, la plupart des chrétiens d'Alexandrie, demeurés fermes catholiques, ne se dérangèrent pas pour le secourir. En 391, une génération plus tard, les chrétiens sont plus nombreux et, cette fois, à l'unisson de leur évêque. Celui-ci a reçu de l'empereur un temple de Dionysos pour le transformer en église. Le temple est vidé de ses statues et objets sacrés, que l'on promène par les rues. Parmi eux, des phallus. Rires chez les chrétiens, fureur chez les païens humiliés. « *surtout ceux qui faisaient profession de philosophie* ». Eux connaissent le pourquoi et le comment de ces choses, ils sont experts depuis des siècles à tirer de profondes vérités de mythes en apparence obscures.

Olympios exhorte alors ses partisans à mourir, s'il le faut, pour les coutumes des ancêtres. Ils déclenchent une émeute et font, dit Socrate, historien chrétien, mais informé par des païens d'Alexandrie, un massacre de chrétiens. Ils se rendent maîtres de la ville, occupent le *serapeum*, son temple principal et son plus beau monument. Ils rossent les chrétiens qu'ils attrapent, voire les mettent en croix, leur brisent les jambes. La haine explose.

Les autorités se tournent alors vers l'empereur, qui est à Aquilée. L'aller et retour doit prendre environ deux mois, et l'auguste décision est datée du 16 juin - les troubles ont dû éclater juste avant la crue du Nil. La peur prend les païens, dégrisés, à l'idée de la réaction de l'empereur : un bon nombre, sans l'attendre, s'enfuient de la ville.

Quelle fut la réaction des autorités ? Les émeutiers de 362 avaient été sauvés par l'avènement de Julien l'année suivante et par l'impopularité de leur victime principale. En 390, un soulèvement à Thessalonique, pour la libération d'un cocher emprisonné à la veille de courses importantes, a provoqué le meurtre du commandant de la garnison, un Germain. En punition, un massacre aveugle fit des milliers de victimes. Mais, à Alexandrie, on ne signale pas de meurtre de personnalités. La cruauté de la répression de Thessalonique a fait scandale ; même contre des païens, Théodose, à supposer qu'il le veuille, ne peut pas la recommencer. Plus indulgent avec les personnes, le pouvoir n'en sera que plus dur

avec les symboles de l'ancienne religion. Arrive l'« oracle » - on appelle ainsi les décisions impériales. Les deux communautés se rassemblent près du *serapeum* pour en entendre lecture. L'oracle ne mâche pas ses mots, condamne « la vaine superstition des païens », renouvelle l'interdiction de sacrifier et ajoute celle d'entrer dans les temples. Les païens, légalistes, espèrent sans doute le statu quo. Les historiens de l'Eglise se font un plaisir de peindre leur désarroi : c'est à qui se fera tout petit, se mêlera aux chrétiens, sortira par une porte dérobée. Olympios, dès lors, ne se sent plus le cœur à mourir pour les coutumes des ancêtres. La nuit précédente, au plus profond de la nuit, il a entendu un *alleluia* s'élever dans le *serapeum*, toutes portes fermées, dans le silence. De même que les dieux avaient abandonné Antoine avant l'arrivée d'Octave dans la même ville, quatre siècles plus tôt, de même les dieux du paganisme renoncèrent et se taisaient définitivement à l'arrivée du dieu des armées. Olympios change son manteau court de philosophe pour une tenue plus discrète, descend au port et prend le premier bateau en partance pour l'Italie. Il n'y aura donc ni siège ni prise du *serapeum*. L'ordre impérial décourageait les résistances et la ville était probablement sous le coup des émeutes sanglantes qui l'avaient précédée. L'armée prend possession de l'énorme édifice, dont l'évêque Théophile veut la destruction. Comme en d'autres circonstances analogues, et longtemps après encore, si les païens

L'évêque organise ensuite des visites du sanctuaire. On révèle les astuces qui rendaient plus sensible aux fidèles la présence divine, les passages dérobés par lesquels un prêtre s'insinuait derrière les statues pour les faire parler, la voix assourdie par le tuyau qui la transmettait, le système d'aimant dans le plafond qui attirait la statue en fer du Soleil, comme suspendue en l'air. Enfin, parmi les hiéroglyphes gravés ou peints sur certains murs, apparaît la croix de vie, le signe égyptien *ankh* : le triomphe est complet, puisque même les écrits de l'impie ont pressenti l'avènement du Christ. Quant aux statues, elles donnent lieu à une vaste entreprise de récupération des métaux.

Une partie sert, explique Socrate, aux bonnes œuvres de l'évêché ; de la menue monnaie pour les pauvres. Un professeur de la ville, Palladas, commente ces transformations avec amertume en voyant des statues de dieux converties en effigies de saints chrétiens et ornant le palais impérial à Constantinople. Au moins, leur dit-il, vous n'êtes pas passées dans le creuset. Toutes n'ont pas eu cette chance : un Éros est devenu poêle à frire !

L'aspect de la ville, on l'imagine, change brutalement avec la démolition de son plus bel

ment les bibliothèques du *serapeum*, vient à point. Le paganisme alexandrin était déjà menacé. En 384, le préfet du prétoire Cynégios, qui dépendait directement de l'empereur et avait autorité sur tout l'Orient, a été envoyé en Egypte. Il doit en particulier veiller à ce que nul ne fasse de sacrifices pour connaître l'avenir. Cynégios, chrétien fervent, a tenté d'en profiter pour fermer les temples.

Le culte des statues étant devenu impossible, les païens se détournèrent alors des temples vers les merveilles de la nature, contre lesquelles le vandalisme ne pouvait encore rien.

Mais que veut dire la fermeture d'un édifice immense comme le *serapeum*, avec ses cours, ses appartements pour faire retraite, ses bibliothèques, ses dépôts et archives ? En 391, sa destruction ne marque pas, loin de là, la fin du paganisme antique. Elle annonce l'interdiction totale des cultes païens dans tout l'Empire, l'année suivante, et elle est symptomatique d'une période d'une trentaine d'années qui voit la fermeture, le pillage et souvent la destruction des plus grands sanctuaires de l'Empire romain. Les païens devront inventer d'autres pratiques, se détourner des temples dans les villes vers les sanctuaires ruraux, puis tout simplement vers les merveilles naturelles, contre lesquelles le vandalisme alors ne pouvait rien, concentrer leur réflexion sur l'interprétation des mythes, maintenant que le culte des statues est

devenu impossible. La prise du *serapeum* marque moins encore la fin d'une culture. Les livres ont continué à régner à Alexandrie, dont tous les intellectuels ne sont pas partis. Un grand mathématicien, Théon, y enseigne, et sa fille Hypatie lui succède. Elle sera l'un des grands professeurs de philosophie du début du cinquième siècle, soulevant l'enthousiasme de son élève Synésios.

Mais le neveu du preneur du *serapeum*, Cyrille, succédant à son oncle Théophile en 412, entre en conflit avec le gouverneur de la ville, puis avec la savante dame, qui est, en 415, victime d'une émeute de moines, dans des conditions atroces. Et pourtant... les idées ont la vie plus dure que les hommes, car soixante ans après, dans un cénacle plus restreint, les heurts entre étudiants adeptes des anciens cultes et étudiants chrétiens amènent la dernière vague de persécutions dont nous soyons informés. Un temple clandestin est alors découvert et détruit, dans la banlieue élégante de la grande ville.

La prise du *serapeum*, si elle n'honore pas l'évêque Théophile, n'a pas affaibli le rayonnement intellectuel de la ville. A-t-elle amené un poète connu, Claudien d'Alexandrie, qui avait commencé une carrière en grec, à émigrer à Rome et à choisir le latin ? Son génie n'est pas moindre pour s'être exprimé dans une autre langue, qui reflétait la même civilisation. NI pour avoir nourri de culture païenne des chrétiens qui surent l'apprécier.

POUR EN SAVOIR PLUS

■ *Païens et chrétiens au IV^e siècle. L'apport de l'histoire ecclésiastique de Rufin d'Aquilée*, de Françoise Thélaumont, Etudes augustiniennes, 1981.

■ *Les Paysages religieux*, de Michel Tardieu, Peeters, 1990.

■ *Chronique des derniers païens*, de Pierre Chuvin, Les Belles Lettres, 1990.

6. - Sérapis, l'idole suppliciée



Destruction de la statue d'Apollon. Détail d'un tableau de Sigismondo Lucini (1441-1523).

sont atterrés à l'idée de la profanation, tous les chrétiens ne sont pas rassurés. Ce sanctuaire était trop prestigieux, trop imprégné de la magie de l'ancienne religion. L'idole de Sérapis est la première frappée. Sur un bâti en bois, elle était revêtue d'un assemblage d'or, d'argent, d'ivoire, de pierres : une statue chrysoéléphantine, c'est-à-dire d'or et d'ivoire, datant de la fin du quatrième siècle avant Jésus-Christ. Cette effigie colossale du dieu assis occupe presque tout l'espace de la salle du sanctuaire. Il a une présence écrasante, dans la pénombre calculée pour les reflets qu'elle pose sur le corps, enduit avec de l'huile, dans la lumière qui frappe le seul visage du dieu.

Dans un sévère rappel à l'ordre, l'empereur interdit d'entrer dans les temples. Peu après, l'armée prend possession du sanctuaire païen dont l'évêque Théophile veut la destruction.

Suit un moment de flottement. Mais c'est le premier coup de hache qui compte. Celui-ci porté à la mâchoire du dieu, les assaillants le désarticulent. La tête, les membres sont arrachés ; des souris s'en échappent. On transporte le bâti du corps dans l'amphithéâtre, où on le brûle, cependant que les quartiers du dieu supplicié sont promenés à travers la ville, broyés, outragés de toutes les manières, comme ceux d'un condamné. Il reste à vider le temple des richesses accumulées depuis tant de siècles. Le païen Eunape a du mal à retenir ses grimaces de dents lorsqu'il évoque cette facile victoire, confirmant que les païens n'ont pas réellement défendu le *serapeum* : « *Les chrétiens ont fait la guerre contre des offrandes, remportant une victoire sans adversaire et sans combat. Ils ont livré bataille avec tant de vaillance aux statues et aux ex-voto que non seulement ils les ont vaincus, mais ils les ont volés, et toute leur stratégie consistait à les emporter sans se faire voir. Il n'y a que les soubassements du *serapeum* qu'ils n'emportèrent pas, à cause du poids des pierres.* »

Alexandrie n'en avait pas moins gardé son rang de capitale, son commerce, ses écoles. Ses deux plus beaux monuments restèrent le *serapeum*, édifié sous Ptolémée III (246-221 avant Jésus-Christ), restauré sous Caracalla quatre siècles et demi plus tard, en 215 ; et le *cesareum*, commencé par Cléopâtre VII en l'honneur d'Antoine, achevé par Auguste, qui le consacra au culte impérial. Surtout le *serapeum*. Comme le dit en 359 un commerçant de Naples, c'est « *un spectacle seul et unique en son genre dans le monde entier* », pour l'architecture du bâtiment comme pour la ferveur qui l'entourait. En 391, le *cesareum* avait été transformé en église depuis plus de cinquante ans ; c'était même le siège du patriarche.

Alexandrie est aussi un centre universitaire. Non pas le seul, assurément : les écoles sont nombreuses autour de la Méditerranée à la fin du quatrième siècle. Mais la ville a une tradition ancienne, des bibliothèques bien fournies, et toutes les disciplines y sont représentées : cette fois, c'est un Grec de bonne famille d'Antioche, ancien officier supérieur de l'armée romaine, Ammien Marcellin, païen modéré, qui s'exprime, sans doute peu avant 391. Son éloge d'Alexandrie, « *la plus éminente de toutes les cités* », de ses temples, des trésors que renfer-

meut les bibliothèques du *serapeum*, vient à point. Le paganisme alexandrin était déjà menacé. En 384, le préfet du prétoire Cynégios, qui dépendait directement de l'empereur et avait autorité sur tout l'Orient, a été envoyé en Egypte. Il doit en particulier veiller à ce que nul ne fasse de sacrifices pour connaître l'avenir. Cynégios, chrétien fervent, a tenté d'en profiter pour fermer les temples.

Mais que veut dire la fermeture d'un édifice immense comme le *serapeum*, avec ses cours, ses appartements pour faire retraite, ses bibliothèques, ses dépôts et archives ? En 391, sa destruction ne marque pas, loin de là, la fin du paganisme antique. Elle annonce l'interdiction totale des cultes païens dans tout l'Empire, l'année suivante, et elle est symptomatique d'une période d'une trentaine d'années qui voit la fermeture, le pillage et souvent la destruction des plus grands sanctuaires de l'Empire romain. Les païens devront inventer d'autres pratiques, se détourner des temples dans les villes vers les sanctuaires ruraux, puis tout simplement vers les merveilles naturelles, contre lesquelles le vandalisme alors ne pouvait rien, concentrer leur réflexion sur l'interprétation des mythes, maintenant que le culte des statues est

devenu impossible. La prise du *serapeum* marque moins encore la fin d'une culture. Les livres ont continué à régner à Alexandrie, dont tous les intellectuels ne sont pas partis. Un grand mathématicien, Théon, y enseigne, et sa fille Hypatie lui succède. Elle sera l'un des grands professeurs de philosophie du début du cinquième siècle, soulevant l'enthousiasme de son élève Synésios.

Mais le neveu du preneur du *serapeum*, Cyrille, succédant à son oncle Théophile en 412, entre en conflit avec le gouverneur de la ville, puis avec la savante dame, qui est, en 415, victime d'une émeute de moines, dans des conditions atroces. Et pourtant... les idées ont la vie plus dure que les hommes, car soixante ans après, dans un cénacle plus restreint, les heurts entre étudiants adeptes des anciens cultes et étudiants chrétiens amènent la dernière vague de persécutions dont nous soyons informés. Un temple clandestin est alors découvert et détruit, dans la banlieue élégante de la grande ville.

La prise du *serapeum*, si elle n'honore pas l'évêque Théophile, n'a pas affaibli le rayonnement intellectuel de la ville. A-t-elle amené un poète connu, Claudien d'Alexandrie, qui avait commencé une carrière en grec, à émigrer à Rome et à choisir le latin ? Son génie n'est pas moindre pour s'être exprimé dans une autre langue, qui reflétait la même civilisation. NI pour avoir nourri de culture païenne des chrétiens qui surent l'apprécier.

POUR EN SAVOIR PLUS

■ *Païens et chrétiens au IV^e siècle. L'apport de l'histoire ecclésiastique de Rufin d'Aquilée*, de Françoise Thélaumont, Etudes augustiniennes, 1981.

■ *Les Paysages religieux*, de Michel Tardieu, Peeters, 1990.

■ *Chronique des derniers païens*, de Pierre Chuvin, Les Belles Lettres, 1990.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « La mêlée barbare des champs Catalauniques », par Claude Aziza

le joug des doctrines kantoniennes.

1500

سلا عن الامم المتحدة

ÉTRANGER

Le Monde • Dimanche 26 - Lundi 27 juillet 1992 3

La querelle entre M. Boutros-Ghali et le Conseil de sécurité sur la Bosnie-Herzégovine

Le secrétaire général de l'ONU juge excessive la part prise par la crise yougoslave

Des combats ont, de nouveau, ensanglanté Sarajevo, vendredi 24 juillet, tandis qu'une tentative de la Force de protection de l'ONU, du HCR et de l'OMS d'atteindre la ville bosniaque de Gorazde, assiégée et bombardée par les forces serbes, a échoué. Après que deux véhicules eurent été endommagés par des mines, le convoi a dû faire demi-tour. Cependant, des milliers de musulmans et de Croates continuent à affluer en Croatie après avoir fui l'avance des Serbes en Bosnie-Herzégovine. A New-York, le secrétaire général de l'ONU a marqué un point, vendredi, dans sa querelle avec le Conseil de sécurité.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance
M. Boutros-Ghali a exigé et obtenu une déclaration du Conseil de sécurité demandant un engagement de la part des pays européens en vue de lui fournir des contributions qu'ils seraient disposés à apporter sous forme « de personnel, de matériels et d'appui logistique » pour assurer la supervision par l'ONU des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine, comme le demande l'accord de Londres signé le 17 juin dernier sous l'égide de la Conférence européenne sur la Yougoslavie. C'est seulement ensuite que M. Boutros-Ghali serait disposé à poursuivre

ses efforts pour appliquer l'accord de Londres.
Selon la déclaration du Conseil de sécurité adoptée par consensus, vendredi 24 juillet, l'ONU participera en tant que membre à part entière à toutes les négociations de la Communauté européenne concernant l'ex-Yougoslavie. En outre, le Conseil « souscrit à l'opinion du secrétaire général » selon laquelle les conditions sur le terrain ne sont pas encore réunies pour que l'ONU puisse superviser les armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. « Toute une journée de négociations au sein du Conseil pour accoucher d'une souris », a commenté un diplomate bosniaque en lisant la déclaration sur le conflit dans son pays.

« Un jour, il perdra »
A la fin de cette longue journée de vendredi et dans le cadre du « conflit » du diplomate égyptien avec le Conseil de sécurité, les délégués concèdent qu'au cours de cette trois mille centième réunion officielle du Conseil de sécurité, M. Boutros-Ghali « a gagné un jeu sur la Bosnie car la balle, comme il le voulait, est désormais dans le camp des Européens ». Ils ajoutent aussitôt : « Il reste encore plusieurs manches à jouer. On tient à lui faire savoir notre volonté de travailler avec lui. Mais il faut que cela soit clair : ce n'est pas au secrétaire général d'écrire les résolutions du Conseil de sécurité, un jour il perdra. »

GRANDE-BRETAGNE

Les « modernistes » entrent dans le « cabinet fantôme » du Labour

LONDRES
de notre correspondant
La composition du « cabinet fantôme » du Parti travailliste, annoncée vendredi 24 juillet, est marquée par la nomination à des postes importants d'une nouvelle génération dite « moderniste », moins imprégnée que les précédentes de la tradition socialiste et ouvrière du Labour. Deux hommes incarnent cette tendance : MM. Gordon Brown, qui succède à M. John Smith (nouveau chef de file du parti) au poste de chancelier de l'Echiquier, et Tony Blair, qui prend en charge le « ministère » de l'intérieur.
Tous les postes, sauf un, changeant de titulaire. Outre un net renouveau de l'équipe de vingt personnes qui entourent le chef de l'opposition, ce renouveau se distingue par un souci de « féminisation » avec l'arrivée de cinq femmes. M^{me} Margaret Beckett, nouveau « numéro deux » du parti, cumule cette fonction avec celle de

chef du groupe parlementaire. M^{mes} Harriet Harman (trésor) et Ann Taylor (éducation), M^{me} David Blunkett (santé) et Chris Smith (environnement), notamment, font partie des promoteurs. La vieille garde reste cependant aux commandes, avec MM. Robin Cook (commerce et industrie), Jack Cunningham (affaires étrangères), et John Prescott (transports).
M. Bryan Gould, rival malchanceux de M. John Smith pour la direction du parti, prend en charge les affaires concernant le patrimoine national (culture). A la tête de cette équipe, M. Smith va devoir imposer des réformes internes délicates, notamment la limitation de l'influence des syndicats. Il a remporté une première victoire mercredi en faisant accepter une réduction de 90 % à 70 % du « bloc » des suffrages syndicaux lors du congrès du parti.
L. Z.

Irritation grandissante

Selon les membres du Conseil de plus en plus irrités par l'attitude du secrétaire général, les consultations ont entraîné parce que M. Boutros-Ghali « tient à négocier chaque phrase ». Les quinze sont toutefois unanimes pour dire que certains points soulevés par M. Boutros-Ghali dans sa lettre de « vive protestation » au Conseil de sécurité sont « légitimes », à savoir la manière dont les Britanniques ont décidé de confier la tâche difficile de surveillance des armes lourdes en Bosnie à l'ONU, sans avoir consulté le secrétariat. Ce qu'ils reprochent au diplomate égyptien, ce sont ses « manières brutales » aboutissant à l'affrontement ouvert avec le Conseil. Il est vrai que, présentant son rapport sur la Somalie, M. Boutros-Ghali ne s'est pas embarrassé de précautions pour reprocher au Conseil de sécurité et à la CEE de se pencher à l'excès sur la crise yougoslave, une « guerre de riches » aux yeux du secrétaire général.
Un diplomate, qui se félicite du caractère « indépendant » de M. Boutros-Ghali, estime que « bien que le secrétaire général tienne à marquer son territoire (...) le Conseil doit rester et restera l'organe de l'ONU qui décide », ajoutant : « Le secrétaire général doit

exécuter les décisions du Conseil (...) Nous sommes disposés à avoir des consultations avec lui car on n'a pas d'autre choix que de travailler ensemble ». Mais tout le monde n'est pas de cet avis. Un diplomate occidental a déclaré aux journalistes : « Si le secrétaire général de l'ONU ne fait pas ce que les Etats membres lui demandent, on ne contribuera plus au budget de l'ONU, lui rendant la vie très difficile ».
AFSANÉ BASSIR POUR
Un avion-cargo de la CEI s'écrase en Macédoine. - Un avion-cargo Antonov-12 de la Communauté des Etats indépendants (CEI) s'est écrasé, jeudi soir 23 juillet, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, faisant au moins un mort, a indiqué un communiqué officiel à Skopje. Les raisons de l'accident ne sont pas connues. Selon l'ambassade de Russie à Belgrade, l'Antonov appartenait à la compagnie aérienne Volga Dniepr. Il avait à son bord sept membres d'équipage et était parti à vide de Simferopol, en Crimée, pour Skopje, où il devait prendre un chargement de marchandises. - (AFP.)

ASIE

Veille de scrutin au « Japon de l'envers » A Yamagata, conservatisme et potentats locaux ont dominé la campagne pour les élections sénatoriales du 26 juillet

YAMAGATA
de notre envoyé spécial
La gare flamboyante de Yamagata, chef-lieu de la préfecture du même nom, est symbolique du désenclavement d'une région située au nord de la grande île centrale de Honshu. On est là dans une partie du pays connue comme le « Japon de l'envers » (*ura nihon*) - par opposition à la côte tournée vers le Pacifique. Région reculée, aux rudes hivers et au relief tourmenté, dont la population, largement paysanne, est réputée pour son endurance.
Raccourcie à Tokyo depuis trois semaines par un « mini Shinkansen » (nouvelle version du TGV nippon, comportant moins de wagons et moins rapide), Yamagata, centre administratif et commercial de 250 000 habitants, n'est plus qu'à deux heures et demie de la capitale. La campagne qui y a lieu, sans excessive animation, à l'occasion du renouvellement, dimanche 26 juillet, de la moitié de la Chambre haute témoigne cependant d'un éloignement persistant de Tokyo. Ici, les intérêts régionaux bien compris et les enjeux de pouvoir des potentats locaux l'emportent sur les appartenances politiques.
Pourtant, Yamagata est un intéressant microcosme. Ce bastion du conservatisme fut le théâtre, lors des élections sénatoriales de 1986, d'une révolte de l'électorat qui avait alors élu le secrétaire général de Rengo no kai, l'organisation politique de la confédération syndicale Rengo. Yamagata est aussi le « fief » de l'Union sociale démocrate : son vice-président y est député. Elle est également la circonscription du

secrétaire général du gouvernement, M. Koichi Kato, bras droit du premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, et récemment impliqué dans un scandale.
Cette fois-ci, Yamagata ne semble pas saisi du prurit contestataire. Les électeurs sont satisfaits de scandales. Bien qu'il y ait à proximité une importante base militaire, et qu'autrefois la région ait fourni une bonne partie des troupes qui combattirent en Mandchourie - une région qui a marqué les mémoires - la récente loi sur la participation de soldats japonais aux forces de paix des Nations unies ne constitue guère un enjeu : le candidat de Rengo étant soutenu par des formations (socialiste et sociale-démocrate) qui ont des positions divergentes sur cette question, on s'en tient à des promesses abstraites.
Le recul du lobby paysan
Ici, la population a les pieds sur terre. Bien que la prospérité de la ville soit entamée par la concurrence de Sendai, avec son million d'habitants, la récession se fait encore peu sentir, excepté pour les transactions immobilières, qui, comme ailleurs, ont chuté. La question qui agite les esprits est l'ouverture du marché du riz dans le cadre des négociations du GATT.
Puisant groupe de pression, les coopératives agricoles, rassemblées dans l'organisation Nogyo, qui, il y a trois ans, n'avaient pas soutenu le candidat conservateur, se sont cette fois résolues à faire campagne pour

le député sortant du PLD (Parti libéral-démocrate, au pouvoir à Tokyo), M. Teibun Suzuki. « Au moins, je le connais » : c'est par cette formule que M. Kazukichi Yamaguchi, « patriarche » de la Ligue des coopératives (150 000 membres), bras politique de Nogyo, tranche en sa faveur. Le maintien du prix du riz et les subventions dont ont bénéficié les agriculteurs ont facilité le retour de la classe rurale dans le giron conservateur. Excepté à Aomori, dans toutes les préfectures du Tohoku (partie septentrionale du Honshu), Nogyo soutient le PLD.
Yonezawa est la deuxième ville de la préfecture pour sa population. On l'atteint au fil de vallées encaissées occupées par les rizières dont le vert tendre contraste avec celui plus foncé des collines de conifères, parmi lesquelles on distingue, çà et là, des vignes : avec les cerises, le raisin est une production locale. M. Takashi Nagazawa, chef de la division administrative des coopératives locales, souligne : « Les conservateurs sont au pouvoir : il est plus efficace de passer par eux pour faire prévaloir nos intérêts ».
Les manœuvres de Nogyo se doublent du traditionnel jeu de pouvoir des potentats locaux, qui transcendent les appartenances politiques et se compliquent cette fois d'une incertitude : Yamagata vit la fin de l'ère des « patriarches » qui ont dominé la région depuis les années 60, sans que l'on sache à qui va profiter la redistribution des cartes.
Au bureau du candidat conservateur, M. Suzuki, ancien chef de la police nationale, active le lobby des anciens policiers de la ville dont les réseaux constituent une des infra-

structures de sa machine électorale. Le bureau est situé au siège de la compagnie des transports Yamagata Kotsu. Celle-ci fait partie de l'« empire » de M. Takao Hattori, qui vient de mourir. Le « parrain » de la ville, comme disent les habitants, possédait le quotidien local, *Yamagata Shimbun* (250 000 exemplaires), et deux des trois chaînes de télévision. Deux fils, un naturel et un adoptif, se disputent l'héritage.
Un autre grand « feudataire », l'octogénaire gouverneur Idetaki, qui détient son poste depuis vingt ans, est malade et donc hors jeu. Reste M. Kanazawa, qui règne sur la mairie depuis un quart de siècle, ainsi que le patriarche des coopératives, M. Yamaguchi, qui se moque des étiquettes politiques : il soutient en même temps un socialiste à la mairie et un conservateur au Sénat... Conclusion d'un chauffeur de taxi : « Ici, ce n'est pas des urnes que sort le pouvoir ». La percée de l'opposition au Parti libéral-démocrate n'y aura sans doute été qu'un feu de paille.
PHILIPPE PONS
o **CAMBODGE : fausse monnaie.** - La police de Phnom-Penh a effectué des contrôles sur les marchés de la capitale cambodgienne en vue de saisir de faux billets qui ont récemment été mis en circulation, apparemment par les Khmers rouges. Cette faction a proposé lors d'une réunion du Conseil national suprême, le 23 juillet, la création d'une monnaie destinée à remplacer le riel. - (UPI.)

ITALIE : les obsèques du juge Borsellino

L'Etat entendra-t-il « l'appel de Palerme » ?

La Sénat italien a approuvé, vendredi 24 juillet, le décret-loi, adopté par le conseil des ministres le 8 juin et qui donne des moyens supplémentaires aux autorités dans la lutte contre la Mafia (le Monde du 22 juillet). A Palerme, les obsèques du juge Paolo Borsellino ont réuni, vendredi, une foule considérable.

des prophètes comme Paolo Borsellino.
Ici plus qu'ailleurs l'oppression mafieuse pèse sur la vie quotidienne, mais elle provoque désormais aussi un rejet d'une violence inégale. Palerme, « en révolte civile » selon le ministre de la justice, hésite entre le découragement et l'espoir. L'autorité s'affiche dans les quartiers repaires de la mafia. Des soldats perquisitionnent maison après maison. Pourtant, le 23 juillet, une retentissante offensive contre un « super killer » a échoué lamentablement. L'homme, condamné à dix-sept ans de réclusion lors du maxi-procès de 1986, vivait tranquillement en ville sous son nom. Traqué, le 23 juillet, il réussit à s'enfuir, fort des peurs qu'il inspire à ses voisins et du prestige qui séduit les gamins. C'est le premier revers du nouveau préfet de police, M. Matteo Cincque, arrivé la veille, après l'éviction réclamée par l'opinion, de son prédécesseur. Déçu, la ville se dit « prête à supporter l'état de siège » s'il s'impose pour capturer les boss circulant avec arrogance, en dépit de leur condamnation.

PALERME
de notre envoyé spécial
La petite église en ciment que le juge Borsellino apercevait de ses fenêtres sur protéger le recueillement de ses funérailles. L'enterrement fut sans fastes mais les dignitaires plus nombreux que prévu. On fit entrer les paroissiens. Les autres citoyens restèrent dehors, faute de place. Devant le cercueil couvert de lys jaunes, sans l'œil d'une caméra, un vieil homme parla « pour Palerme ». Antonio Caponnetto avait été le chef de l'instruction au tribunal, le patron de Falcone et de Borsellino, et l'instigateur du « pool anti-mafia ». Visage de cire et voix tendue, devant le président de la République Oscar Luigi Scalfaro, il en appela aux responsabilités de chacun : « Cette terre gère des hommes comme Borsellino. Qu'ils puissent travailler, sans être massacrés. Cher Paolo, la lutte que tu as menée jusqu'au sacrifice doit devenir celle de chacun d'entre nous. C'est la promesse que je te fais solennellement, comme un serment ». Se levant de son banc parmi le public pour répondre au vieil homme, le président Scalfaro déclara prior pour que ce sacrifice ne soit pas vain et pour que jamais ceux qui, comme lui, incarnent les plus hautes responsabilités « ne soient un motif de scandale ». Dans l'église, les applaudissements crépitaient. Les huit substituts, collègues du défunt, qui avaient démissionné la veille pour « forcer ce changement de volonté politique » accusèrent le coup d'un regard ému. Le ministre de la justice, M. Claudio Martelli et le vice-président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), instance contestée, choisirent de se taire.

Révolte civile
De même se tiennent cois l'ex-président de la République, M. Francesco Cossiga, comme le chef national de la police, M. Vincenzo Parisi, honni par les Palermitains. « Qui l'a convié ? », grondait l'assistance à voix basse. Par la porte ouverte au grand soleil, s'engouffrait un immense écho. A leur tour, les habitants applaudissaient M. Caponnetto et le président, dont les propos d'espoir étaient retransmis par haut-parleur.
La chorale chanta « la tristesse qui se transforme en danse, le saut après l'angoisse » et dans son homélie, le prêtre exalta la force

EN BREF
o **ALBANIE : élections locales.** - Le Parti démocrate albanais espère renforcer son pouvoir lors des élections locales de dimanche 26 juillet alors que le Parti socialiste (ex-communiste, opposition) entend profiter de ce qu'il appelle « l'échec de la politique économique démocrate ». Les anciens communistes demeurent puissants à l'échelon local. Le Parti démocrate avait remporté 92 des 140 sièges du Parlement en mars dernier. L'Albanie est en train de mettre en place un nouveau système administratif accordant davantage d'autonomie aux élus locaux. Les conseils communaux, municipaux et de district seront élus à la proportionnelle ; quant aux maires des communes et des municipalités, ils seront élus au suffrage universel direct selon un système majoritaire. Le dépouillement pourrait prendre dix jours. - (Reuters.)
o **MOLDAVIE : manifestation** contre la force d'interposition. - Quelques centaines de combattants moldaves en armes, venus du front sur le Dniestr (est de la République), ont bloqué, vendredi 24 juillet, la principale avenue de la capitale moldave, Chisinau, pour protester contre le déploiement des troupes d'interposition de la XIV^e armée russe. Le président moldave, M. Mircea Snegur, a lancé un appel au calme à la radio-télévision et a défendu l'accord de paix signé, mardi 21 juillet, avec la Russie pour résoudre le conflit du Dniestr (le Monde du 23 juillet). Le commandant de la XIV^e armée russe, le général Alexandre Lebed,

a averti que « toute action contre l'accord de cessez-le-feu serait neutralisée par le feu », selon la télévision. - (AFP, Icar-Tass.)
o **RUSSIE : La solution de l'affaire Honecker est « proche ».** - L'ancien numéro un est-allemand, M. Erich Honecker quittera prochainement l'ambassade du Chili à Moscou (le Monde du 25 juillet), ont indiqué vendredi 24 juillet deux hauts responsables russe et chilien. « Des consultations intensives sont en cours, nous parons du fait que M. Honecker va quitter prochainement l'ambassade, ça se fera rapidement, mais quand, je ne peux le dire », a déclaré à Moscou M. Sergueï Iastrebnski, porte-parole du ministère russe des affaires étrangères. - (AFP.)
o **Trois Iraniens expulsés de Grande-Bretagne.** - Le gouvernement britannique a ordonné, vendredi 24 juillet, « pour des raisons de sécurité nationale », l'expulsion de trois Iraniens. M^{me} Mehdi Sayed Sadeghi, Mahmoud Mehdi Soltani - tous deux travaillant à l'ambassade d'Iran - et Gassem Vakhsheti, étudiant, sont accusés par le Comité de défense de Salman Rushdie d'avoir préparé un complot contre l'écrivain, condamné à mort par l'ayatollah Khomeiny après la publication du livre *Les Versets sataniques*. Un porte-parole du Foreign Office a souligné que ces expulsions étaient sans rapport avec la décision de l'Iran d'expulser d'Irak la fin juillet un diplomate britannique en poste à Téhéran, arrêté le 17 juin pour espionnage. - (AFP, Reuters.)

DANIELLE ROUARD

PROCHE-ORIENT

Le conflit entre Bagdad et l'ONU

Une nouvelle proposition de compromis a été adressée à l'Irak

La tension restait vive, samedi 25 juillet, entre l'ONU, les pays occidentaux et le régime de Bagdad à propos des obstacles dressés par ce dernier aux inspections des experts des Nations unies. Mais une nouvelle solution de compromis a été adressée à Bagdad et dans l'attente d'une réponse de son gouvernement, l'ambassadeur irakien à l'ONU a fait état de son « optimisme ».

NEW-YORK et WASHINGTON
de nos correspondants

Qu'il soit transmis par des membres du Conseil de sécurité de l'ONU ou par les autorités américaines, le message adressé au président irakien est le même : M. Saddam Hussein ne doit pas, une fois de plus, se tromper sur la détermination des Occidentaux à user de nouveau de la force contre l'Irak. Si le chef de l'Etat irakien doit pouvoir profiter de la campagne électorale aux Etats-Unis ou de l'attention que la communauté internationale prête à la Bosnie-Herzégovine pour desserrer l'étouffement de l'embargo économique et des contraintes du cessez-le-feu qui lui sont imposés, il lui faut faire route, disent les Occidentaux.

Dans l'intention d'intimider Bagdad, ils ont multiplié, vendredi 24 juillet, les gestes et les déclarations en ce sens, tout en prenant soin, semble-t-il, de laisser une porte ouverte au dirigeant baassiste, puisque aussi bien il s'agit d'une bataille où, d'un côté comme de l'autre, personne n'entend perdre la face. Ainsi les membres du Conseil de sécurité ont-ils donné une grande marge de manœuvre au courageux Soudois Rolf Ekeus, chef de la commission spéciale de l'ONU chargée de superviser l'application de la résolution 687 sur le cessez-le-feu. M. Ekeus s'est longuement entretenu vendredi avec l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, auquel il a remis une proposition pour sortir de l'impasse. La réponse du gouvernement irakien devait être transmise samedi au Conseil de sécurité. Mais M. Al Anbari, dès vendredi soir, et

après s'être entretenu avec son gouvernement, croyait pouvoir faire état de quelques signes de détente : « Je suis très, très optimiste, l'affaire prend bonne tournure », « Je m'attends à une réponse positive » (de la part de Bagdad), a dit le diplomate irakien.

Depuis le 5 juillet, une équipe d'inspecteurs de l'ONU, chargée de surveiller l'application de la résolution 687, se voit interdire l'accès au ministère de l'Agriculture à Bagdad. L'équipe, dont le mandat est d'obtenir le démantèlement de toutes les armes de destruction massive aux mains de l'Irak, soupçonne que des documents et du matériel relatifs à l'arsenal chimique de Bagdad se trouvent au ministère. Pour le gouvernement irakien, les inspecteurs de l'ONU n'ont pas le droit de fouiller une administration civile. Et le régime a organisé des manifestations, parfois violentes, afin d'empêcher les experts de l'ONU d'exercer leur mission. Deux des experts sont restés dans la capitale irakienne, cinq autres ont dû se réfugier à Bahreïn ; soixante-cinq autres agents de l'ONU opèrent toujours dans différentes régions d'Irak.

« Dernière chance »

A en croire de bonnes sources, M. Ekeus, citoyen d'un pays neutre, a proposé de désigner lui-même et de diriger personnellement une petite équipe d'inspecteurs pour fouiller les locaux du ministère de l'Agriculture. Ce serait une demi-concession à l'Irak, qui souhaitait que seuls des experts de pays neutres fussent autorisés à visiter le ministère. M. Ekeus suggérerait encore que les inspecteurs ne franchissent pas la porte de la pièce abritant le bureau du ministre irakien de l'Agriculture, le souci étant là de ménager ce que des sources arabes appellent la « sensibilité » d'un gouvernement qui n'entend pas être déshonoré « humilié ». D'ores et déjà, M. Al Anbari a assuré qu'il n'y aurait plus de manifestations contre les experts de l'ONU et que leur sécurité serait garantie à leur retour.

Si elle est confirmée, la proposition de M. Ekeus signifierait aussi qu'aucun des pays occidentaux – notamment pas les Etats-Unis, en période électorale – n'envisagerait de gaieté

de cœur de devoir reprendre les hostilités contre l'Irak. Comme M. Ekeus l'a lui-même relevé devant la presse, les Irakiens ont eu le temps, ces dernières vingt-quatre heures, de démentir d'éventuels documents compromettants du ministère.

Mais le temps est compté. Un représentant occidental à l'ONU a assuré que la proposition de M. Ekeus « était la dernière chance » de M. Saddam Hussein. Si le diplomate soudois devait se présenter samedi devant le Conseil de sécurité avec une réponse négative de l'Irak, alors Britanniques, Américains et Français adresseraient sans doute un ultimatum à M. Saddam Hussein.

Faudrait-il voter une nouvelle résolution autorisant l'emploi de la force ? Les Britanniques pensent que la résolution 687 est suffisante comme base d'action. Les Français pensent qu'il serait important d'en obtenir une autre, non pas tant d'un point de vue juridique que pour manifester l'appui politique de la communauté internationale à une éventuelle reprise des hostilités contre l'Irak. Les Américains ne paraissent pas avoir d'opinion très tranchée sur ce point.

Tous les Occidentaux se sont, en revanche, entendus pour manifester de plus en plus clairement leur détermination. Vendredi après-midi, la Maison Blanche a soudainement déclaré que le président George Bush changeait son emploi du temps pour passer de la crise irakienne : au lieu de passer le week-end dans sa propriété de vacances de Malibu, à Kennebunkport, il ira à Camp David, où il tiendra samedi une réunion avec ses plus hauts conseillers militaires. Un semblable « conseil » s'était déjà réuni jeudi.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a expliqué que « la situation est la plus sérieuse que nous ayons eue depuis la guerre du Golfe », ce sentiment était largement partagé par le chef de l'Etat-major français, l'amiral Jacques Lanxade, qui, après s'être entretenu, à Washington, avec les dirigeants américains de la défense, a déclaré à la presse : « Il faut essayer de comprendre ce que Saddam veut réellement [...] Jusqu'à présent, il a toujours reculé [...] Aujourd'hui, je crains

fort qu'il ne soit décidé d'aller à l'affrontement. » « Il ne faut pas se tromper, il est difficile de savoir ce qui se passe dans sa tête », a-t-il poursuivi, ajoutant : « La partie n'est pas encore fermée à la diplomatie, nous ne sommes pas encore dans l'engrenage de l'ultimatum. » Pour le chef d'état-major français, « il faut que la crédibilité de l'ONU soit maintenue », il ne faut pas que cette organisation « puisse être jugée au moment où elle a retrouvé un rôle, une importance essentielle ».

L'amiral Lanxade a fait ces déclarations à la résidence de l'ambassadeur de France où il venait de remettre le ruban de commandeur de la Légion d'honneur au chef de l'état-major américain, le général Colin Powell. Celui-ci a spéculé sur les raisons qui ont pu pousser le président Saddam Hussein à tenter l'épreuve de force avec les Occidentaux. « Il est sous d'énormes pressions, et pas seulement économiques avec l'embargo », il y en a d'autres », a-t-il déclaré. Selon lui, la crise du ministère de l'Agriculture n'est pas un cas isolé, elle s'inscrit dans un contexte récent de violations répétées par le régime irakien des clauses du cessez-le-feu. Le général Powell n'a pas été plus explicite.

La presse américaine, pour sa part, cite des analyses des services de renseignements selon lesquelles le régime irakien n'a cessé de durcir sa politique : attente contre le personnel de l'ONU ; utilisation de l'avion pour les chutes dans le sud du pays, en violation flagrante de la résolution 687 ; répression de plus en plus brutale contre les Kurdes. Les mêmes sources estiment que le président irakien a lancé « le défi du ministre de l'Agriculture » pour redorer son blason à l'intérieur, après avoir été visé le mois dernier par une tentative de coup d'Etat. Les projets d'intervention militaire tourneraient autour d'un double objectif : entamer le prestige du président irakien – bombardement de centres téléphoniques, de raffineries – pour l'affaiblir politiquement et réduire encore son appareil militaire afin de faciliter un coup d'Etat.

AFSANE BASSIR POUR
et ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Affrontements après la prière du vendredi

A Djelfa (200 kilomètres au sud d'Alger), une personne a été tuée, et plusieurs autres blessées, vendredi 24 juillet, lorsque les forces de l'ordre sont intervenues contre une manifestation conduite par des femmes et des enfants après la grande prière hebdomadaire. Les affrontements ont duré plusieurs heures. Des incidents similaires ont également eu lieu à Batna, dans les Aurès, où un bus a été incendié et plusieurs manifestants arrêtés. La police est également intervenue à Alger, dans le quartier de Belcourt, contre plusieurs centaines de jeunes gens qui y manifestaient.

D'autre part, un capitaine de gendarmerie a été tué par balles, dans la nuit de jeudi à vendredi, à Lakhadaria, au sud d'Alger. L'officier était en civil et son meurtrier a réussi à prendre la fuite. Deux assassinats identiques, visant un officier, également en civil, et un policier, avaient déjà eu lieu, lundi et mercredi, à Constantine. — (AFP, Reuters, AP.)

COLOMBIE

Le président Gaviria rejette les conditions de Pablo Escobar

Le président colombien, M. Cesar Gaviria, a rejeté, vendredi 24 juillet, les conditions posées pour sa reddition par Pablo Escobar, chef du cartel de drogue de Medellín, évadé depuis le 22 juillet de sa prison d'Envigado, dans le nord-ouest du pays. Le chef de l'Etat a exigé une reddition pure et simple du trafiquant, et assuré que sa sécurité serait garantie, tant sur son futur lieu de détention que lors du procès « impartial » qui lui serait fait. Le « parain de la cocaïne » avait fait transmettre par ses avocats sept conditions qui, pour l'essentiel, reprenaient les exigences relatives à ses conditions d'emprisonnement et à la sécurité de ses proches qu'il avait formulées avant sa reddition aux autorités le 19 juin 1991.

Un millier de membres des forces spéciales traquent Pablo Escobar et ses compagnons de fuite dans la province d'Antioquia. Par ailleurs, le chef de l'armée de l'air, le général Hernando Moncalvo, a démissionné, vendredi 24 juillet, après avoir été mis en cause pour la lenteur de la participation de ses hommes aux recherches entreprises pour retrouver Pablo Escobar. — (AFP, Reuters, UPI.)

POLOGNE

Le Parlement vote l'interdiction de l'avortement

Le Parlement polonais a adopté, vendredi 24 juillet, en première lecture, un projet de loi qui interdit l'avortement et prévoit des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour les médecins en ayant pratiqué. Après une journée de débat sur l'abolition des lois permissives héritées du régime communiste, les députés ont adopté ce projet.

EN BREF

■ MALI : des représentants des Touaregs et du gouvernement se sont rencontrés à Ouagadougou. — Les responsables des quatre principaux mouvements touaregs de l'Azawad et un représentant du gouvernement malien ont annoncé, vendredi 24 juillet, à Ouagadougou, qu'ils s'étaient rencontrés pendant quatre jours dans la capitale du Burkina-Faso. Cette réunion avait pour but de convaincre le secrétaire général du Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA), M. Rissa Sidi Mohamed, dont le mouvement a signé le 11 avril dernier le Pacte de paix censé mettre fin à la rébellion touareg, de participer à son application sur le terrain. — (AFP.)

■ MAROC : saisie de deux journaux d'opposition. — Les exemplaires de deux journaux d'opposition marocains, *Al-Mawana*, publication proche du mouvement marxiste interdit *Al-Amam*, et *Al-Raya*, organe du mouvement islamiste modéré *Harakat al-Islah Wa-Tajdid*, ont été saisis cette semaine. *Al-Mawana* contenait des analyses critiques sur la démocratie, la situation des droits de l'homme et la nouvelle constitution marocaine, qui sera soumise à consultation populaire en septembre prochain. — (Reuters.)

répressif par 212 voix pour et 108 contre.

Cependant, aucune peine n'est prévue pour une mère cherchant à se faire avorter ou pratiquant elle-même l'interruption de grossesse. Un premier texte autorisant l'IVG en cas de danger pour la vie de la mère a été rejeté. Un autre projet, qui appelait à un référendum sur le sujet, a aussi été repoussé par les députés. Le vote de vendredi est considéré comme une victoire pour la puissante Eglise catholique. Bien qu'autorisés à le faire, peu de médecins procédaient à des avortements depuis une décision, cette année, de leur association médicale de retirer les licences de ceux qui en pratiquent. — (AP, UPI.)

SOMALIE

M. Boutros-Ghali veut renforcer les opérations de l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a proposé un renforcement important des opérations des Nations unies, vendredi 24 juillet, à l'occasion de la présentation d'un rapport sur ce pays en préparation depuis des semaines.

M. Boutros-Ghali a annoncé l'envoi d'une mission technique, afin d'étudier la possibilité de récupérer des armes en échange de la distribution de vivres et de déterminer les effectifs civils et militaires de l'ONU nécessaires à la création d'une force de police locale, et à la protection des organismes humanitaires. Le secrétaire général a proposé d'« établir une présence » dans quatre régions plutôt que dans la seule capitale, Mogadiscio, où quarante-sept observateurs militaires de l'ONU viennent d'arriver. — (Reuters.)

TOGO

Tension après un nouvel attentat contre un opposant

L'attentat commis jeudi 23 juillet contre un dirigeant de l'opposition, M. Tavio Amorin, grièvement blessé par balles en plein centre de Lomé (Le Monde du 25 juillet), a accru le climat politique déjà très tendu au Togo. Le gouvernement de transition a déclaré dans un communiqué qu'il ne « cédera pas au chantage », en estimant que cet « acte ignoble » s'inscrit dans le cycle de la violence et des tentatives de déstabilisation du processus démocratique en cours.

De son côté, le Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique) a, dans un communiqué, « condamné avec fermeté » l'attentat dont « le but évident est de remettre en cause le processus démocratique en cours ». A Lomé, la plupart des responsables politiques ont quitté leur domicile, dans la crainte de nouveaux attentats. M. Amorin, trente-quatre ans, dirigeant du Parti socialiste panafricain (PSP), se trouvait dans un état « très critique », selon les médecins, lorsqu'il a été évacué, vendredi, vers Paris où il devait être hospitalisé. Au Ouai d'Orsay, un porte-parole a condamné l'agression et réaffirmé le soutien de la France au processus démocratique. — (AFP.)

POINT DE VUE

Un grand dessein

par Henri Atlan

TANDIS que se mettent peut-être en place les conditions d'un processus de paix entre Israël et le monde arabe, le désaccord semble irréductible sur le contenu d'un règlement définitif. L'Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza est toujours inacceptable pour la majorité des Israéliens parce qu'on n'imaginerait pas qu'il soit délimité ni que le problème de Jérusalem, dans ce contexte, y trouve une solution. Or, de plus en plus, seul l'Etat palestinien indépendant est acceptable pour les habitants de Cisjordanie et Gaza.

Avant réussi grâce à la révolte des pierres à convaincre une partie de l'opinion internationale ils sont renforcés dans leur détermination et la violence, loin de se calmer, ne fait qu'augmenter dans ces territoires.

Nombreux sont ceux qui imaginent la solution idyllique d'une confédération regroupant Israël, la Palestine et la Jordanie sur le modèle d'un Bénédikt du Proche-Orient. Malheureusement, imaginer cette situation, c'est supposer le problème déjà résolu sans évoquer les chemins pour y parvenir. C'est surtout ne pas compter avec les extrémistes de chaque camp, pour qui le fanatisme de l'Etat et de la religion exclut tout accord fondé sur le compromis.

Le plus probable, si l'on ne veut pas se bercer d'illusions, c'est un énième affrontement armé, localisé ou généralisé, se terminant au minimum par une expulsion des habitants de Cisjordanie et Gaza, au maximum par un massacre généralisé d'Israéliens et de Palestiniens les uns par les autres, aidés par les armes chimiques et peut-être nucléaires des Etats de la région.

Il y a plus de dix ans, une évolution catastrophique du même type avait été arrêtée à temps par le voyage historique de Sadate à Jérusalem, qui produisit le choc psychologique et politique indispensable à l'établissement de la confiance mini-

male nécessaire pour entreprendre des négociations de paix. Ce choc fut suffisant pour surmonter (avec l'aide des Etats-Unis) les oppositions que les extrémistes des deux camps continuaient à exprimer avec d'autant plus de violence.

Aujourd'hui, aucun leader arabe ne peut créer un tel choc. Arafat, malgré ses efforts, ne peut pas effacer par quelques paroles arrachées péniblement vingt ans de double langage et de déclarations ambiguës suivies de démentis. Les leaders israéliens, surtout ceux dont l'idéologie est celle du « Grand Israël », ne peuvent pas plus créer un tel choc, même quand ils proposent un plan de paix, comme c'est le cas actuellement, dont la dynamique interne peut parfaitement conduire, à long terme, qu'ils le veulent ou non, à une solution se rapprochant de l'idéal de confédération mentionné plus haut.

Une idée circule depuis quelque temps dans certains cercles, pour le moment minoritaires, européens, israéliens et palestiniens. Cette idée est la suivante : La Communauté européenne offre à Israël et au futur Etat palestinien de se joindre à elle en devenant membre à part entière.

Pour l'Europe, étant donnée la taille des populations en cause (cinq à six millions d'habitants, le coût de cette intégration ne devrait pas être excessif. Par contre, son bénéfice moral et politique est considérable. Au lieu de donner, de loin, des leçons de morale, elle s'engage concrètement et solidement dans cette région qui reste toujours le barreau de sa culture et où elle n'a pas renoncé à être présente politiquement. Pour cela, elle y étend le lien de supranationalité originale qui va caractériser de plus en plus les relations entre membres de sa Communauté.

Créant une supranationalité mais préservant les Etats et leurs particularismes linguistiques et culturels, ce lien institue une relation nouvelle

entre des peuples où le danger de domination des uns sur les autres est éliminé pour être remplacé par une solidarité qui, jusqu'à présent, n'était concevable qu'à l'intérieur des limites – étroites – de l'Etat-nation.

En s'ouvrant à Israël et à la Palestine, l'Europe assume pleinement ses responsabilités. Elle ne peut nier en effet la part de responsabilité de trois des principales puissances européennes – Allemagne, Grande-Bretagne, France, par ordre alphabétique pour ne pas avoir à en juger autrement – dans la situation inextricable qui s'est créée depuis le début du siècle dans cette partie du monde.

Supranationalité de fait

Pour Israël, l'établissement de rapports étroits avec l'Europe a toujours été un objectif majeur sous la forme d'association privilégiée, car une appartenance pure et simple à la Communauté semblait un rêve hors de portée. Accepter une telle offre, aujourd'hui ou demain, serait une tentation très forte, et d'autant plus qu'elle aiderait à surmonter la méfiance devant la perspective de l'Etat palestinien qui lui serait associé. En effet, l'idée d'un Etat palestinien membre avec Israël de la Communauté européenne résout beaucoup de problèmes qui semblaient autrement insolubles.

De ce fait, une Jérusalem unifiée devient capitale de chacun de ces deux Etats et dépositaire des lieux saints n'est plus inconcevable. Enfin, et ce n'est pas le moindre des avantages pour tout le monde de cette solution, l'appartenance à la Communauté européenne est une garantie inespérée du caractère démocratique et pacifique du futur Etat palestinien. On sait combien cette question nourrit la méfiance d'Israël, qui a appris à être sceptique devant l'efficacité des garanties internationales habituelles. On sait aussi à quel point cette

méfiance est partagée par de nombreux Palestiniens eux-mêmes, qui ont appris à redouter l'ingérence dans leurs affaires des régimes et des mouvements totalitaires de la région. La crainte est réelle d'une libération de la Cisjordanie et Gaza après la fin de l'occupation israélienne, avec maintien de la Syrie sur ces territoires qu'elle considère comme ses « provinces du sud ».

Ceci nous amène aux avantages que tireraient les Palestiniens de cette solution européenne. Le premier est évidemment l'acceptation et la reconnaissance de leur Etat par Israël puisque ce serait la condition à laquelle serait assortie l'offre à Israël de se joindre à la Communauté européenne. Le deuxième avantage est la garantie non seulement du caractère démocratique mais aussi de la viabilité de cet Etat. En l'absence d'une ouverture des frontières avec Israël comme celle qui va se réaliser en Europe d'ici peu, l'Etat palestinien séparé de la Jordanie, sans continuité territoriale avec la Cisjordanie et Gaza, est très peu viable. Au contraire, ouvert sur Israël et les autres Etats européens, son développement serait assuré, et rien ne l'empêcherait par ailleurs de garder des liens économiques privilégiés avec son voisin jordanien.

Après tant de guerres terribles, les peuples d'Europe l'ont compris et acceptent l'affaiblissement de leurs Etats au profit d'une communauté plus large. Ce serait tout à leur honneur, et de leur intérêt, qu'ils aident ces Etats plus jeunes le jour et la nuit à se libérer eux aussi de l'enfermement nationaliste où ils risquent de se détruire.

► Henri Atlan est professeur à l'université de Paris-VI et à l'université hébraïque de Jérusalem.

Pour votre de la conne

7 pas sur 7, les témoins

la forme unique de l'...

présence de tous ses abor...

d'édits, sa grille de program...

sous toutes ses formes, res...

scène, créativ...

Ronnie Coble aborde...

Actualité, se...

privé d'accéder aux pr...

monde coïncide avec la...

الجمهورية العربية السورية

سكنا عن الامريك

AMÉRIQUES

Variations latino-américaines

VI. - Vivre avec la dette

Dans notre série d'articles consacrés à l'Amérique latine nous avons successivement abordé l'évolution des relations entre les États-Unis et les pays latino-américains; l'avenir de la démocratie dans le sud du continent; l'apparition d'une classe de «nouveaux riches»; l'influence décroissante de l'Eglise catholique; les raisons de la persistance des guerillas dans plusieurs pays de la zone (le Monde des 21, 22, 23, 24 et 25 juillet). Le dernier article de cette enquête fait le point sur la crise de la dette, dix ans après son début, et montre que les solutions trouvées n'ont pas tout réglé.

Il y a tout juste dix ans - en août 1982 - le Mexique se déclarait en cessation de paiement, ouvrant sur le sous-continent américain une crise de la dette sans précédent. Tour à tour le Pérou, le Brésil, l'Argentine et la Bolivie firent savoir leur incapacité à leur refus d'honorer leurs engagements, et le frisson d'un krach mondial passa dans la communauté financière internationale, encore bercée par les illusions de l'argent facile. Un an plus tôt, en septembre 1981, les banquiers avaient désigné le Mexique comme le «meilleur risque» devant le Venezuela.

La défaillance de Mexico éclata dans un contexte de récession mondiale et de forte remontée des taux d'intérêt, fruits pourris du second choc pétrolier. Contractée pour deux tiers à taux variables et en billes vertes, la dette latino-américaine connut une soudaine envolée pour atteindre 369 milliards de dollars en 1982, pendant que les exportations de la zone chutaient de 14 %. Des chiffres qui effrayèrent les banques et les bailleurs officiels. L'Amérique latine voyait sa dette augmenter plus vite que ses ventes à l'étranger. Les déficits courants s'accumulaient. «Le risque de défaut des débiteurs était devenu trop grand, rappelle une étude de la Banque Sudamérice (1). Il était nécessaire de ralentir, voire d'arrêter tout à fait les concours financiers aux différents pays.»

Sitôt dit, sitôt fait : de 61 milliards de dollars en 1981, les transferts nets à l'Amérique latine tombèrent à 15 milliards de dollars deux ans plus tard, avant de s'inscrire en négatif (moins 3 milliards de dollars par an) entre 1984 et 1989. Durant cette même période, les politiques de maxi-dévaluation favorisèrent les fuites de capitaux estimées à 120 milliards de dollars entre 1977 et 1987. L'inquiétude se propagea, accrue par la disparition dès 1982 des pétrodollars, tandis que «les créances détenues par les banques des États-Unis sur les pays

latino-américains représentaient 119 % de leur capital» (2).

Une décennie plus tard, l'espoir est revenu dans l'arrière-cour de Washington, où domine l'impression d'une sortie de crise. Après avoir culminé à 472 milliards de dollars (1987), l'encours de la dette latino-américaine n'a cessé de décroître pour représenter encore 429 milliards de dollars fin 1991. L'an dernier, le fardeau s'est allégé dans sept pays : l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et l'Uruguay. Sur tout, la dette ne représente plus que 37,4 % du PIB de la région, contre 64,3 % quatre ans plus tôt. Un ratio certes contestable, car trop sensible aux variations monétaires. «Le critère le plus parlant est le ratio dette-exportations», explique le chercheur de l'Observatoire français des conjonctures économiques Jacques Adda. Or, à cette aune, l'évolution est encourageante : «La dette latino-américaine était plus de quatre fois supérieure au montant des exportations en 1986. Elle ne l'était plus que de 2,8 fois en 1991», précise un économiste de la Banque Sudamérice, Jean-Luc Chalumeau.

Croissance équilibrée ou modèle inégalitaire

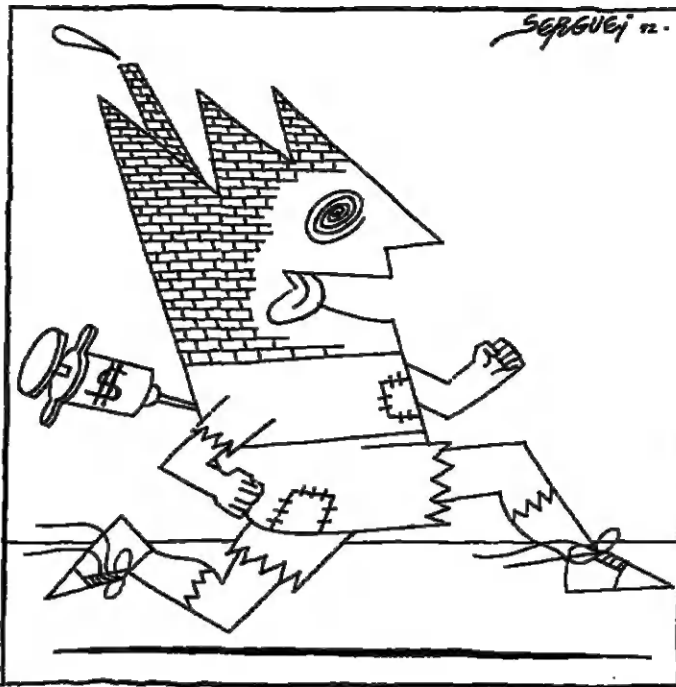
Depuis la fin des années 80, la dette de la zone, malgré son ampleur, a paru passer au second plan, bailleurs et débiteurs montrant qu'on pouvait «vivre avec», c'est-à-dire emprunter de nouveaux sentiers de croissance, comme c'est le cas au Chili, au Mexique, au Venezuela ou, plus récemment, en Argentine. La question est désormais de savoir ce que les pays feront de cette croissance, quel arbitrage choisiront-ils entre la possibilité de consommer davantage et le besoin d'investir. «Vont-ils disposer d'une croissance durable et équilibrée ou va-t-on voir de nouveaux surgir, comme dans le passé, un modèle inégalitaire et gaspilleur de devises?», demande Jacques Adda.

Plusieurs signes témoignent d'une confiance revenue : d'abord le retour progressif des capitaux évadés. «Après avoir subi des fuites de l'ordre de 5,3 milliards de dollars par an, de 1980 à 1987, le Mexique a connu des retours annuels de l'ordre de 4,2 milliards de dollars en moyenne, de 1988 à 1990», indique Philippe d'Arvisenet dans la lettre de conjoncture de la BNP (3). Autant d'argent frais qui a stimulé l'investissement direct et permis l'accès à de nouveaux financements extérieurs non générateurs de dette. Les réticences des détenteurs de capitaux sont tombées avec les amnisties fiscales décidées en Argentine et au Mexique. Ces deux pays, mais aussi la Colombie et l'Uruguay, ont écarté les risques de

change en émettant des titres libellés en monnaie étrangère. Le Chili, le Pérou, l'Argentine et l'Uruguay ont, en outre, libéralisé les mouvements de fonds.

Autre élément favorable : les transferts nets de capitaux vers l'Amérique latine sont redevenus positifs en 1991, à hauteur de 6,7 milliards de dollars. «La crise de la dette de l'Amérique latine ne s'est pas transformée en une crise financière mondiale, observe la Ban-

que Sudamérice. En dix ans d'efforts et d'expériences plus ou moins réussis, la région a bénéficié de réchauffements portant sur la majeure partie de sa dette (près de 400 milliards de dollars) et a reçu pour plus de 30 milliards de dollars de nouveaux crédits.»



que Sudamérice. En dix ans d'efforts et d'expériences plus ou moins réussis, la région a bénéficié de réchauffements portant sur la majeure partie de sa dette (près de 400 milliards de dollars) et a reçu pour plus de 30 milliards de dollars de nouveaux crédits.»

Hétérogénéité des situations

Enfin, on constate le retour de plusieurs pays latino-américains sur le marché international des capitaux. L'an passé, la moitié des émissions d'obligations ont été lancées par quatre pays de la zone, le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Venezuela. Les ventes d'actions ont connu un essor moindre mais significatif, à la faveur des programmes de privatisation et de restructuration d'entreprises, très en vogue aujourd'hui. Le Mexique compte ainsi lever 17 milliards de dollars en cédant 200 firmes; et l'Argentine 6 milliards de dollars d'ici à 1993.

Mais que de réajustements avant cette issue, dont les acquis restent

Ce qui frappe avant tout, c'est l'hétérogénéité des situations sous l'étiquette faussement unie d'Amérique latine. «Les progrès sont très inégaux sur le plan de l'ajustement macroéconomique, note ainsi Philippe d'Arvisenet. Le déficit budgétaire représente 8 % du PIB au Brésil, alors que le Mexique dégage un excédent avant recettes de privatisation. Les différences surgissent encore sur le terrain des prix : l'Argentine et le Pérou éliminent leur hyper-inflation (de 2 219 % à 109 % pour l'un; de 4 188 % à 147 % pour l'autre entre 1988 et 1990). «Si le Mexique prévoit de ramener son rythme de hausse des prix de 17 % en 1991 à moins de 10 % cette année, le Brésil, en revanche, connaît une inflation de l'ordre de 25 % par mois.»

De telles différences trouvent leur origine dans les politiques au moment distinctes suivies par les pays endettés du sous-continent (avant de converger vers un libéralisme classique), face à une stratégie de la dette qui n'a cessé d'évoluer depuis dix ans du côté des bailleurs de fonds. «En 1982, explique Jacques Adda, la crise fut officiellement interprétée et traitée comme une

crise de liquidités frappant ces pays qui auraient vécu au-dessus de leurs moyens. Leur capacité d'assurer sur le long terme le remboursement de leurs dettes n'était pas remise en cause. Une trentaine de réajustements furent ainsi conclus avec quinze pays latino-américains entre 1981 et 1984 sur des périodes très courtes avec, pour effet, «le sacrifice des objectifs de développement à long terme». Il s'agissait seulement d'un report des échéances dans le temps, en aucun cas d'une réduction de l'encours ni du montant des intérêts.

Pendant cette période, les experts voyaient dans la crise de la dette l'effet d'un excès des demandes intérieures et d'une trop faible insertion dans le commerce mondial. Les politiques de restauration des grands équilibres, menées dans les pays à dette rééchelonnée, reposaient donc sur une stimulation des balances commerciales. Celle de la zone passa d'un déficit de 3 milliards de dollars (1981) à un excédent de 38 milliards de dollars (1984). Un résultat obtenu au prix d'une ponction violente sur l'économie, ainsi décrite par Jacques Adda : compression drastique des importations, maxi-dévaluation des taux de change, coupes dans les dépenses publiques d'investissements, austérité salariale. «État-il possible de dégrader des ressources budgétaires supplémentaires correspondant à 4 % ou 5 % du PIB?», demande la Banque Sudamérice. Des tentatives ont été faites, au Brésil en particulier, qui se sont traduites par de fortes tensions sociales : il est apparu qu'un effort budgétaire trop brutal pouvait compromettre le niveau de la consommation minimale requise pour éviter les troubles.»

Pauvreté et colère

Dans ces pays où l'épargne intérieure et toute richesse étaient destinées au remboursement de la dette, on a vu grandir la pauvreté et la colère, le vieillissement de l'appareil productif, pendant que s'amenuisaient les chances d'un développement durable. C'est pourquoi, en 1985, le plan Baker prôna l'injection de 20 milliards de dollars en trois ans auprès de quinze pays lourdement endettés, dont dix latino-américains. L'idée sous-jacente était qu'il n'y aurait pas de remboursement des créances sans retour à la croissance de ces pays. Les États-Unis espéraient soutenir de la sorte les démocraties neuves d'Argentine, de Bolivie, d'Uruguay et du Brésil, tout en résorbant une partie de leur énorme déficit commercial creusé par la contraction de leurs débouchés vers l'Amérique latine. Ce plan échoua faute de relais par les banques privées, qui

refusèrent d'accroître leurs engagements dans les pays à risque. Elles en profitèrent, au contraire, pour transférer leurs créances vers les bailleurs officiels, dans une stratégie de retrait aujourd'hui en voie d'achèvement.

Début juillet, le Brésil a obtenu, après un an de négociations, la réduction de 35 % de sa dette commerciale (soit 44 milliards de dollars), dans le cadre du plan Brady lancé en 1989. Avant lui, le Mexique d'abord, puis le Venezuela, l'Argentine et les Philippines avaient pu bénéficier de ce dernier essai de l'administration Reagan pour soulager «son» Sud. Présenté comme un menu à options, le plan Brady a «popularisé» auprès des banques privées la notion de conversion des créances contre de nouvelles obligations à coupon zéro émises par les pays endettés, mais garanties par le Trésor américain ou assorties le cas échéant de nouveaux financements fournis par la Banque mondiale et le FMI. Il a aussi donné un coup de fouet au marché secondaire de la dette, c'est-à-dire au rachat par les pays débiteurs de leurs créances anciennes, avec une décote calculée en fonction de la capacité des pays à rembourser. D'abord étroit (1 milliard de dollars en 1983), ce marché de l'«occasion» a ensuite connu un réel développement. «Grâce aux applications du plan Brady, les 60 milliards de dollars ont été atteints en 1989 (et 100 milliards de dollars en 1991)», observe M. Jean Masini, ingénieur de recherche à l'université Paris-I, citant les opérations effectuées au Chili et au Mexique.

En dix ans, l'épineux problème de la dette latino-américaine a moins trouvé des solutions que des arrangements de circonstance, et les arriérés de paiement (de l'ordre de 25 milliards de dollars) restent pré-occupants. Mais, à la faveur de cette crise, «c'est l'ensemble de l'Amérique latine qui est désormais ralliée à une politique économique privilégiant la réforme de l'administration, la privatisation des entreprises publiques, l'ouverture du commerce extérieur et des marchés financiers», conclut l'étude de la Banque Sudamérice (1). Une victoire pour les États-Unis qui peuvent voir leur propre reflet en Amérique latine comme dans un miroir.

ERIC FORTTORINO

(1) «Le problème de la dette extérieure de l'Amérique latine de 1982 à 1991», novembre 1991.

(2) L'Amérique latine face à la dette, 1982-1989, présenté par Jacques Adda. La Documentation Française.

(3) «PVD : de la crise de la dette aux financements de marche», BNP, mai 1992.

FIN

Pour votre éducation, PLANÈTE ouvre les portes de la connaissance 15 heures par jour.

7 jours sur 7, les téléspectateurs de Planète sont invités à un fascinant voyage à travers le temps et l'espace.

La formule unique de Planète Câble en a fait la chaîne préférée de tous ses abonnés. Essentiellement composée d'inédits, sa grille de programme repose sur le documentaire sous toutes ses formes : nature, exploits, grands reportages, société, aventure humaine ou technologique...

Planète Câble aborde tous les sujets et sélectionne les meilleures productions internationales.

Actuellement, seuls les citadins abonnés au câble ont le privilège d'accéder aux programmes de Planète... Ce qui manque aujourd'hui à la connaissance, c'est juste un peu d'espace.



Pour vous instruire,
COLLEZ CETTE IMAGE SUR VOTRE ÉCRAN.
Pour un plus grand plaisir, ABONNEZ-VOUS.

Vos prochains grands rendez-vous sur Planète :

- Du 27 juillet au 2 août : Les Ailes de Légende : "Marcusser Martin B-26" ; Le Grand Riff : "Un continent qui se brise" ; Vendanges, Histoire Mondiale du Vin : "Du culte du vin, au vin de culte" ; E La Nave Va... Andante ; La Faune laïque : "Le Loup (l'ère post-)" ; La Deuxième Révolution Russe : "Les dessous de la révolution" ; Les Grands Parcs Nationaux Américains : "L'histoire de Yosemite" ; Une Femme Résistante : "L'Avanture de la Vie" ; La forêt Vierge : "Légion : Le dernier Farwest ?" ; La Lune en Clair : "L'Avanture des Pionniers : L'Empereur et les envahisseurs" ; Festivals, Festivals : Une Ballade dans le Pérou ; Zenskyar, au bout du monde : "Ainsi va le monde" ; Racines : "Madrid-Paris... un aller simple / Notre terre qui s'écoule" ; Autour du Monde en 80 Jours : "Marins à la mode ancienne"

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. Bush pourrait choisir un autre colistier que M. Quayle

Le vice-président Quayle resterait-il ou non le colistier du président George Bush pour l'élection présidentielle de novembre? Les rumeurs sur son retrait - volontaire ou imposé - du ticket républicain prennent de l'ampleur à Washington. Elles créent un certain malaise chez les parlementaires de son propre parti, sérieusement préoccupés par l'impopularité du jeune vice-président, que tous les sondages attestent.

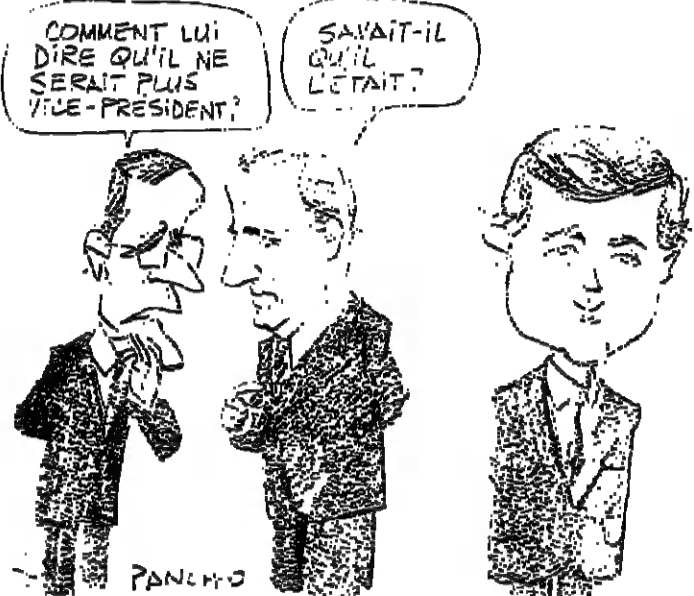
WASHINGTON
correspondance

Le président Bush a certes vigoureusement réaffirmé la présence à ses côtés en novembre de son vice-président Dan Quayle était «très certaine». L'intéressé s'est quant à lui contenté de décla-

M. Quayle, recommande qu'il soit remplacé par M. Jack Kemp, secrétaire au logement et au développement urbain, qui «fait preuve d'un optimisme contagieux que le président n'a pas». Mais les relations de M. Kemp, se situant à la «gauche» du parti, avec le président ne sont pas bonnes. D'autres noms sont avancés, comme ceux du général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, ou encore de M. Dick Cheney, secrétaire à la défense.

Malgré ses efforts, le vice-président n'a pas réussi à corriger sa mauvaise image, due essentiellement à son inexpérience et à de graves lacunes dans sa culture générale. «Au collège, j'aurais dû me concentrer davantage sur mes études de philosophie, d'histoire ou d'économie politique...», a admis «Danny», qui n'est pas toutefois aussi inepte que les médias l'ont prétendu.

Ses détracteurs sont sévères: «Sa préoccupation essentielle, c'est de ne pas faire de gaffe. Il est vic-



rer qu'il était prêt à s'effacer, s'il avait «l'impression de gêner la réélection de George Bush».

Les observateurs notent que le président Bush, très fidèle en amitié, ne peut laisser partir et encore moins renvoyer - son vice-président sans risquer de froisser les éléments les plus conservateurs de son parti. Ces militants pourraient boudier les urnes ou même, dans les États où la candidature de M. Ross Perot figure encore sur les bulletins de vote, voter pour le milliardaire texan. Se débarrasser de son jeune protégé serait par ailleurs l'aveu d'un échec. Et ce reniement apparaîtrait comme une nouvelle volte-face (la plus importante fut celle de revenir sur sa promesse de ne pas augmenter les impôts), de nature à entretenir des doutes sur la fermeté de caractère de M. Bush.

L'impopularité de M. Quayle, que les stratèges du Parti républicain ne peuvent ignorer, exprime dans une large mesure la crainte de le voir éventuellement succéder au président Bush, si ce dernier ne pouvait plus remplir ses fonctions, en cours de mandat. Il est significatif que M. William Buckley, un des hérauts de la propagande républicaine, anticipant le départ de

time de sa dernière conversation. «Le dernier incident illustre sa maladresse. «Qui, les frères ou la sœur?», a-t-il demandé à un journaliste. «A cette question d'un journaliste, le vice-président répondit: «Je soutiendrais ma fille, en espérant qu'elle ne prendrait pas cette décision». Cette réponse honnête et sincère provoqua une tempête. L'ardent champion de la lutte contre l'avortement aurait-il changé d'avis? Sa femme Marilyn s'empressa de rectifier ses propos imprudents pour déclarer immédiatement que, si sa fille était enceinte, elle l'inciterait à mener sa grossesse à terme.

HENRI PIERRE

□ Nouvelle exécution capitale. - Edward Fitzgerald, trente-quatre ans, convaincu d'avoir assassiné après l'avoir torturé, en 1980, une femme indicatrice de police, est passé à la chaise électrique en Virginie, jeudi 23 juillet. Il est le 17^e condamné exécuté aux États-Unis depuis que la Cour suprême a jugé, en 1976, que la Constitution américaine n'interdisait pas la peine de mort. - (AFP)

□ CANADA: achat de cinquante hélicoptères anglo-italiens. - Le Canada a annoncé, vendredi 24 juillet, l'achat de cinquante hélicoptères EH-101 pour une valeur d'un peu moins de 20 milliards de francs. Cet hélicoptère, qui sera à usage militaire et civil, est de conception anglo-italienne (Westland et Agusta) et il remplacera des Sea King à partir de 1997. Le Canada l'a choisi de préférence à des hélicoptères de l'américain Boeing et au Super-Puma proposé par le groupe franco-allemand Eurocopter. Cette commande est importante pour le britannique Westland, dont la survie dépendait du contrat. Elle présage aussi que de nombreux pays de l'OTAN - comme le Royaume-Uni et les Pays-Bas, qui envisagent chacun, l'achat de vingt-cinq hélicoptères de ce modèle - se tourneront désormais vers l'EH-101, au détri-

ment du Super-Puma et, ce qui serait plus grave pour la construction européenne, aux dépens du programme quadripartite NH-90 auquel participent, outre les Français et les Allemands, les Néerlandais et les Italiens.

□ CHILI: les auteurs d'un attentat manqué contre le général Pinochet condamnés à la prison à vie. - Trois membres présumés du Front patriotique Manuel-Rodriguez (gauche), inculpés pour tentative d'assassinat du général Pinochet et meurtre de cinq de ses gardes du corps en septembre 1986, ont été condamnés, vendredi 24 juillet, à la réclusion à perpétuité par une cour d'appel. Le général, qui a imposé une dictature pendant seize ans (1973-1989) et qui est resté le commandant en chef de l'armée de terre, était sorti indemne d'une embuscade tendue sur la route de Santiago.

RANDONNÉES EXPÉDITIONS

VOYAGES... VERS LES GRANDS ESPACES

SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...

NOMADE AVENTURE

Doc gratuite: 50 av. des Termes 75017 Paris 43 42 45 45

Les participants soulignent leur attachement à la « démocratie représentative »

La fin du sommet ibéro-américain de Madrid

Les dix-neuf chefs d'Etat et de gouvernement présents au deuxième sommet ibéro-américain, qui s'est achevé, vendredi 24 juillet à Madrid, ont tous signé un document final apportant un soutien sans équivoque à la « démocratie représentative ». Une façon de rappeler à l'ordre deux pays comme le Pérou et Cuba, dont le président, M. Fidel Castro, a décidé d'écourter sa visite privée en Espagne.

MADRID

de notre correspondant

La déclaration finale de ce deuxième sommet, signé par Cuba, stipule que la « démocratie représentative » est le respect des droits humains et des libertés fondamentales. Elle propose en outre un certain nombre de mesures pour renforcer la coopération, améliorer l'éducation et développer les

économies. Comme l'a souligné le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, lors d'une conférence de presse, « les programmes sont modestes mais nous espérons une progression chaque année ». « Au bout du compte, a-t-il dit, les idées exprimées dans la déclaration de Guadalajara (le premier sommet qui a eu lieu l'an passé au Mexique) se concrétiseront ».

Ce sommet a permis une meilleure connaissance mutuelle, ce qui n'est pas rien, et la mise au point patiente d'un projet commun, ce qui est beaucoup plus difficile. « L'Europe a mis plus de trente ans à se faire », a fait remarquer M. Gonzalez. « Il y a seulement six ans, la démocratie était l'exception en Amérique du Sud et la dictature la règle. Aujourd'hui, c'est le contraire », a-t-il ajouté.

Affichant un « optimisme prudent » concernant l'évolution du monde hispanique, le chef du gouvernement espagnol a estimé que cette deuxième rencontre avait permis de

faire un petit pas en avant par rapport à Guadalajara, en dépit de l'absence des présidents de la Colombie, du Pérou et du Venezuela, confrontés à de graves problèmes intérieurs, qui ont tous reçu des messages de soutien, et de celle du président portugais, M. Mario Soares, grippé, qui a reçu des vœux de prompt rétablissement.

La contribution de l'Espagne à la constitution de cette communauté en gestation est encore modeste: 10 milliards de pesetas (0,5 milliard de francs). Mais Madrid n'est pas encore Bruxelles et le monde hispanique reste à organiser, afin notamment de pouvoir obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, comme le souhaite l'Espagne. Il faut aussi et surtout faire rentrer les « brebis galeuses » dans le rang, à commencer par Cuba qui fait de plus en plus figure d'extra-terrestre dans un monde qui s'oriente, avec encore beaucoup de faux pas, vers plus de

démocratie. « On a mis en marche un processus difficile », a reconnu M. Gonzalez qui s'est déclaré convaincu que Cuba reviendra dans le giron démocratique.

En tant que pays d'accueil, il ne lui était pas facile de faire la leçon au Lider Maximo. D'ailleurs, il n'a toujours pas rencontré M. Fidel Castro en tête à tête, mais il « espère » que cela pourra se faire. Principal centre d'intérêt de ce sommet, le dirigeant cubain ne s'est pratiquement pas montré. Et il a soudainement décidé d'écourter son séjour en Espagne: sa visite privée en Calice ne durera que deux jours, du 27 au 29 juillet, au lieu de quatre, pour des raisons qui n'ont pas été indiquées. Les opposants à son régime avaient prévu d'organiser de nombreuses manifestations dans cette province autonome, d'où son départ précipité de M. Castro.

MICHEL BOLE-RICHARD

AFRIQUE

COTE-D'IVOIRE: après cinq mois de silence

Le président Houphouët-Boigny a annoncé une amnistie pour tous les opposants emprisonnés

Tous les opposants ivoriens emprisonnés depuis plus de cinq mois vont bénéficier d'une loi d'amnistie, a annoncé le président Félix Houphouët-Boigny, vendredi 24 juillet à Abidjan. Peu après sa déclaration, quelque deux mille personnes se sont rassemblées devant sa résidence pour le remercier.

ABIDJAN

de notre correspondant

Le président Félix Houphouët-Boigny, assis dans le jardin de sa résidence privée, écoutant avec ravissement des remerciements dithyrambiques. Des milliers de personnes transportées sur les lieux par bus spéciaux. Le décor et la mise en

scène avaient visiblement été préparés à l'avance, pour donner un éclat particulier à la cérémonie du « grand pardon ». Auparavant, dans une allocution, « le chef de la grande famille ivoirienne », selon ses propres termes, a « pardonné, oubliés » les faits reprochés aux « frères égarés ».

M. Houphouët-Boigny a demandé au gouvernement « de présenter à l'Assemblée nationale une loi d'amnistie, en instaurant auprès des députés pour qu'ils la votent le plus tôt possible ». Le chef de l'Etat a précisé que les bénéficiaires de cette loi, « tous les détenus de la M.A.C.I. » (maison d'arrêt et de correction d'Abidjan) recouvreront, outre la liberté, « tous leurs droits politiques ». Cette déclaration concerne au premier chef le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo,

candidat virtuel à l'élection présidentielle de 1995.

Après cette brève déclaration, le gouvernement s'est réuni en conseil des ministres extraordinaire afin d'adopter le projet de loi d'amnistie, qui sera soumis aux députés ce mardi. L'Assemblée nationale - où le parti au pouvoir, le PDCI-RDA, est représenté par cent soixante-cinq députés sur cent soixante-quinze - entérinera sans difficulté la loi d'amnistie, mettant ainsi un terme à l'incarcération de soixante-quinze responsables politiques et syndicaux arrêtés le 18 février dernier à l'issue d'une manifestation. M. Gbagbo, le très populaire dirigeant du FPI, sa femme, son fils, ainsi que le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, M. René Degny-Seguy, et plusieurs responsables politiques et

syndicats, avaient été condamnés en première instance à des peines de un à deux ans de prison ferme, après avoir été reconnus « co-auteurs » de dégâts matériels commis après une manifestation de l'opposition, le 18 février.

Le FPI, qui avait fait son cheval de bataille du procès en appel et de ses multiples rebondissements - dont le désaisissement du président de la cour d'appel - a salué les libérations prochaines du bout des lèvres. « Laurent Gbagbo est plus utile pour la société hors de prison », a déclaré à l'AFP le secrétaire général par intérim du parti, pour qui « d'autres mesures doivent suivre pour assurer la décriminalisation, notamment la démission du gouvernement ».

JEAN-KARIM FALL

Kano: fanatismes en pays haoussa

KANO (Nigeria)

de notre envoyée spéciale

Les connaisseurs savent, dans le dédale des ruelles, sa frayer le chemin qui les conduira aux vendeurs de ketchi beef, les fameuses tranches de bœuf cru qui séchent au soleil sur des claies. Dans le quartier des tanneurs, des enfants pétaugent dans des bassins de colorants, en frappant les peaux. Dans le quartier des teinturiers, des artisans font tremper dans des puits d'indigo des tissus qui sortiront de la couleur du ciel bleu des Touaregs. Dans le quartier du marché, des dizaines de chameaux attendent le coupeur de l'abattoir.

La « City » n'est pas le temple de verre et d'acier que laisse entendre son nom, mais le temple de la tradition. Vendra de la bière est interdit dans le périmètre circonscrit par la vingtaine de kilomètres de murs affectés qui entourent la vieille ville: un homme n'invite pas un ami à domicile, pour lui éviter... d'y rencontrer des femmes.

Kano, capitale commerciale du nord du Nigeria, vit autour de ce « premier cercle » aux allures ancestrales, construit sur la route des caravanes. Mais Kano a aussi ses usines textiles et chimiques, ses communautés libanaises - environ quinze mille personnes - et indienne, et, surtout, sa population composite. Comme partout au Nigeria, difficile de parler chiffres. La ville compterait trois millions d'habitants. Des Haoussas, dans leur grande majorité, comme dans tout le nord du pays; islamisés, pour le plupart, depuis le début du dix-neuvième siècle, dont date le Djihad d'Usman dan Fodio. Mais les libanais chrétiens originaires de l'est du Nigeria - et les Yoroubas - de l'ouest - sont également présents.

Sabon Gari, le quartier des chrétiens, jouxte la City. Une proximité meurtrière. A la moindre friction entre chrétiens et musulmans, Kano tremble sous la menace de voir se répéter les événements d'octobre 1991: pendant trois jours de folie, la ville s'est embrasée, chrétiens et musulmans s'entretenant dans la plus effroyable des barbaries.

Trois cents? Cinq cents? Mille? Le nombre

des morts ne sera jamais connu. Restent les maisons incendiées, les femmes et les enfants partis se réfugier en pays ibo et toujours pas revenus, et le traumatisme. En mai, lorsque Kaduna, à quelques centaines de kilomètres au sud, a vécu la même tragédie, Kano a eu peur, essayant de se persuader que les atrocités d'octobre avaient servi de leçon, mais sachant que la moindre étincelle peut enflammer les grandes villes du nord du Nigeria.

En 1987, il y avait eu Kafanchan. Puis il y eut Bauchi, Katsina, Kano, et enfin Kaduna. A chaque fois, des centaines de personnes sont mortes, victimes de coups de machettes, de flèches, des balles ou des flammes. « Conflits



ethniques », disent les uns, « affrontements religieux », disent les autres. A Kano, c'est venue d'un prédicateur allemand qui a tout déclenché. Au lendemain de son arrivée, un groupe de musulmans a quitté la City pour manifester dans le quartier chrétien de Sabon Gari. Le choc a été immédiat.

« Il y a des instigateurs », L'avis est unanime, mais l'explication en reste là. A qui profite la crime? « Aux musulmans extrémistes », clament les chrétiens. « Aux chrétiens extrémistes », prétendent les musulmans. Le fanatisme est apparu à la fin des années 70. La crise économique aidant, il a

prospéré ces dernières années de part et d'autre.

Deeper life (Vie plus intense), Seraphims ans cheraphims... Côté chrétiens, une multitude d'Eglises ont vu le jour. Abba, musulman, crie son dédain de toutes ces « chapelles »: « Ils veulent convertir les musulmans, dit-il; avant, le CAN (Christian association of Nigeria, organe politique des chrétiens) n'était pas connu à Kano, depuis quelques années, il l'est, il organise des meetings, fait de la provocation... C'est lui qui a invité le prédicateur allemand! »

« Si vous étiez venus l'année dernière, on vous aurait appelée la femme de Bush », lance, pour alimenter la conversation, un adolescent qui traque le client sur le marché de la City. Et d'expliquer qu'ici, pendant la guerre du Golfe, tout blanc était surnommé « Bush », toute blanche la femme de Bush. A l'époque, affiches et badges à la gloire de Saddam Hussein ont envahi les rues; le dirigeant irakien avait été élu « homme de l'année », largement devant ses concurrents, par les auditeurs des programmes de la BBC en langue haoussa, ethnies majoritairement originaires du nord du Nigeria. Mais des divisions étaient apparues au sein de la communauté musulmane, les musulmans traditionnels ayant pris le parti de l'Arabie saoudite. Preuve, s'il en était besoin, des divergences entre fondamentalistes et partisans de l'héritage islamique local.

« Depuis sa création, en 1962, l'université Bayero se situe dans la mouvance spirituelle d'un islam dur », regrette un jeune cadre musulman, qui dénonce les « connections » entre l'université de Tripoli et celle de Kano. La présence d'agents iraniens et libyens dans les universités du nord du Nigeria n'est un secret pour personne. « Depuis quelques années, les intégristes organisent des meetings partout, même dans les villages, pour le jeune cadre, et ça va continuer, car la tactique est agressive. » La débâcle économique fournit, il est vrai, un excellent terrain aux fanatismes de tout bord.

MARIE-PIERRE SUBTIL

سكنا من المرحون

POLITIQUE

Le Monde • Dimanche 26 - Lundi 27 juillet 1992 7

La préparation du référendum du 20 septembre

Le gouvernement annule sa campagne à la radio et à la télévision

Le gouvernement a décidé, samedi matin 25 juillet, de ne pas recourir à la télévision et à la radio pour la campagne de communication publicitaire en faveur du «oui» au référendum du 20 septembre qu'il avait annoncé la veille et qui avait aussitôt suscité des reproches de la part du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. C'est l'Hôtel Matignon qui a annoncé cette décision.

Le président du CSA, M. Jacques Boutet, avait demandé vendredi au Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID) de «repenser» la campagne radio-télévisée conçue par l'Agence Roux-Ségny-Cayrol-Goudard afin de la mettre en conformité avec la loi. Il avait rappelé aux responsables du SID que, selon la loi du 15 janvier 1990, «les émissions publicitaires à caractère politique sont interdites».

«Des lors qu'un doute pouvait surgir sur l'interprétation des différents textes en vigueur, a précisé l'Hôtel Matignon, le premier ministre a décidé qu'il convenait de ne pas recourir aux moyens audiovisuels

pour la campagne d'information du SID sur l'Europe.»

Les partisans du «non» dénoncent, de toute façon, cette campagne. Pour M. Charles Pasqua, le gouvernement veut «édulcorer ceux qui ne sont pas d'accord avec lui» sur le traité de Maastricht, en réglementant strictement la campagne publicitaire, notamment l'affichage commercial. Lors d'une rencontre avec la presse à Nice, vendredi 24 juillet, le sénateur RPR des Hauts-de-Seine a indiqué qu'il avait appris que le décret d'application, préparé au ministère de l'intérieur pour l'organisation de la campagne référendaire, prévoit d'interdire toute publicité «à la minute même où le décret serait publié». «Comme la campagne organisée par le gouvernement se terminera le 6 août et que le décret serait publié le 7 ou le 8, cela veut dire que les autres partis n'auraient aucune possibilité de faire entendre leur voix et de faire connaître leur point de vue», a souligné M. Pasqua en précisant: «Si tel était le cas, je mets d'ores et déjà le gouvernement en garde: il aura des

comptes à rendre et nous nous réservons naturellement le droit de saisir le Conseil d'Etat au sujet de ce décret. L'ancien ministre de l'intérieur a jugé «scandaleux», de toute façon, que le gouvernement «en soit réduit à faire une campagne de publicité payée naturellement par l'argent des contribuables».

L'Humanité du 25 juillet évoque «le scandale des financements du «oui» à Maastricht» en parlant d'une campagne «partisane aux frais de tous les contribuables, quelle que soit l'opinion de chacun». Pour le quotidien du Parti communiste, il s'agit d'une «discrimination» en faveur des partisans du «oui».

De son côté, M. Jean-Marie Le Pen considère que la campagne du gouvernement «rompt l'égalité démocratique face au scrutin et entache gravement la légalité de celui-ci». Le président du Front national, qui précise avoir écrit au président de la République, propose que «les formations politiques reçoivent une dotation budgétaire proportionnelle au nombre de voix obtenues aux dernières élections régionales».

Une pétition signée FN...

Le Front national se félicitait d'avoir réussi un bon coup. Un coup en douce, pour ne pas dire un coup dans le dos. Mais voilà, la ficelle a été découverte. C'était, il est vrai, du cordage de marine, et ce coup s'est retourné contre ses auteurs, au premier rang desquels se trouve un commandant en retraite, M. Jacques Dore, conseiller régional d'extrême droite en Bretagne.

Dans son numéro de juillet, la revue Bateaux demandait à ses lecteurs de soutenir une «pétition des conseillers régionaux» contre les «taxes abusives» dont s'acquittent les plaisanciers. L'éditorial indiquait que ces élus du littoral s'étaient «concertés pour adresser une protestation commune auprès du ministre des finances» au sujet de la taxe dite de francisation, dont le montant faisait l'objet d'une forte majoration. Le texte de la pétition était suivi de la signature de vingt et un conseillers régionaux de tous horizons géographiques, du Nord-Pas-de-Calais à la Provence-Côte-d'Azur.

La liste des signataires ne brillait pas, en vérité, par sa diversité politique: sans aucune exception, les pétitionnaires étaient tous membres du Front national élus aux dernières régionales. Treize étaient titulaires, respectivement dans la Pas-de-Calais, la Somme, la Seine-Maritime, la Calvados, les Côtes-d'Armor, la Finistère, la Loire-Atlantique, la Vendée, la Charente-Maritime, les Landes, les Pyrénées-Atlantiques, les Pyrénées-Orientales, la Gironde, le Gard et le Var.

C'est dire que M. Charles Josselin, ministre de la mer, qui accorde un entretien dans le numéro d'août de la revue Bateaux, sous-estime l'ampleur de la supercherie qu'il affirme que seulement dix signataires «appartiennent au Front national, sans compter quelques sympathisants parmi les autres».

Car, bien entendu, cette gros-

sière supercherie a été éventée par quelques lecteurs attentifs. Dans l'éditorial du numéro suivant, Alain Rondeau, le rédacteur en chef de la publication, s'en explique et s'en excuse auprès de ses lecteurs. Pour mieux réussir son coup, M. Dore, un proche de Jean-Marie Le Pen, qui est l'objet de toutes les attentions des élus du Front national, avait remis la liste des signataires de la pétition quarante-huit heures avant le «bouclage», sans préciser sa parfaite homogénéité politique. «La réception très tardive des noms des élus ne nous ayant pas permis une enquête», écrit Alain Rondeau, notre bonne foi a été abusée.

Tout en estimant que cette pétition était justifiée, la revue Bateaux lui a donc retiré son soutien. Pour le Front national, le bilan de la manipulation apparaît totalement négatif puisque ses pétitionnaires ont ainsi été pris en flagrant délit d'abus de confiance.

OLIVIER BIFFAUD

LIVRES POLITIQUES

Direction la mer ou la montagne, peu importe. Il s'agit de fuir la vaine attente de la reprise économique et d'oublier Maastricht et le reste. On croit rouler vers un lieu de vacances et on découvre un autre espace politique. On ne le découvre, en réalité, que si l'on se prête au jeu, non par masochisme mais par curiosité. Pour ne pas bronzer idiot, il faut, bien sûr, trouver des guides pour sortir de la condition réductrice de vacancier ou de touriste: le jeu en vaut la peine car ces explorations-là ne sont pas moins intéressantes que les autres.

Commençons par la montagne et suivons Christophe Devous-soux et Richard Labavière. L'un est juriste et maire des Houches, dans la vallée de Chamonix, l'autre, journaliste à la télévision suisse romande. Dans un assai inspiré par le pays du Mont-Blanc, ils traitent de la politique de la montagne «à l'épreuve de la démocratie» et de la démocratie régénérée par la montagne. La démonstration s'effectue sur le terrain, entre le domaine skiable des Grands Montets et le plateau de Carleveyron, avec des échappées possibles vers la Vanoise et le Val d'Aoste. Les spectateurs sont les touristes: les acteurs sont, tour à tour, les aménageurs, les fonctionnaires, les élus, les gouvernements, les résidents secondaires et, on oserait le dire, le fil conducteur de cet essai, les montagnards.

Les auteurs rappellent comment on est passé de la période du tout-tourisme (1960-1970) à une

Vues sur la mer et la montagne

phase de repli fondée sur une réglementation draconienne du développement en montagne. En 1985, une nouvelle loi montagne laisse espérer que s'affirmera une vision de l'autodéveloppement des régions concernées mais, selon nos guides, les bonnes intentions ne devaient pas résister au découpage artificiel du territoire en massifs montagneux et aux procédures illustrant davantage «un émiettement du pouvoir central qu'une véritable redistribution au bénéfice des acteurs».

Ils déplorent que les régions de montagne n'aient pas pu, comme en Suisse, se déterminer elles-mêmes et élaborer leur propre politique. Cela conduit les auteurs à justifier la revendication d'appartenance à la région Savoie, alors que cette ancienne province est actuellement diluée dans Rhône-Alpes, et à préconiser autour du Mont-Blanc une coopération transfrontalière. S'ils veulent «décoloniser» la montagne, c'est pour la rendre aux montagnards qui, dans le cadre d'une démocratie plus participative que représentative, leur paraissent autant, sinon plus, compétents que l'administration ou les écologistes ignorant tout «des contraintes et des nécessités des économies montagnardes».

Côté mer, maintenant. C'est toute une équipe de pilotes qui se met à notre disposition. Le terrain d'observation choisi est le Languedoc-Roussillon, dans ses rapports avec la mer des origines à nos jours. Deux volumes repré-

sent les actes d'un colloque organisé à Sète, sous la direction de Jean Rieucou, géographe, et Gérard Cholvy, historien. Cette somme d'études ponctuelles redonne à ce mince littoral de sable et de soleil une épaisseur historique et humaine qu'on pouvait côtoyer sans la soupçonner.

L'exploitation des étangs, la pêche côtière, l'édification des ports, le commerce maritime depuis l'Antiquité et les Croisades, les ouvrages de défense, la construction navale, la formation des dunes et des lidos, le monopole de la vigne et la grande mutation touristique des années 80, ces thèmes et bien d'autres trouvent dans ce travail collectif de savantes illustrations. Les étangs de Palavas y sont traités avec la même attention que les peintres étoile, la chasse à l'eau en Petite Camargue ou les amphores vinaïres transportées par un navire marchand du premier siècle avant notre ère, naufragé dans la rade de Port-Vendres.

De cette somme, on retiendra les manifestations de ce que Jean Rieucou appelle «une nouvelle maritimité». Le géographe distingue deux catégories de néo-maritimes: d'une part, les nouveaux producteurs de ressources vivantes (pêcheurs, éleveurs, conchyliculteurs marins), d'autre part, de nouveaux hommes de mer-plaisanciers. La néo-maritimité s'appuie aussi sur l'explosion des activités récréatives (ski nautique, véliplanisme, nautisme plaisancier), ainsi que sur la créa-

Les socialistes de la Réunion se disent abandonnés par la direction nationale du PS

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

Pour la première fois depuis sa création, la fédération socialiste de la Réunion n'a pas participé au dernier congrès du Parti socialiste, convoqué à Bordeaux, et ses dirigeants ont décidé de manifester, dimanche 26 juillet, au cours de leur congrès fédéral, la mauvaise humeur que leur inspire le comportement des instances nationales du PS à leur égard.

Maire de Saint-Benoît, premier secrétaire de cette fédération, M. Jean-Claude Fruteau, ne mâche pas ses mots: «Il existe, au Parti socialiste, un délégué national aux

DOM-TOM (1). Nous ne l'avons vu qu'en une seule occasion à la Réunion. Depuis, il n'y a plus de communication. La dernière fois que le Parti socialiste s'est réuni, c'était à l'Assemblée nationale, aujourd'hui, que les DOM n'existent plus pour le parti. Or, ajoute M. Fruteau, la fédération locale a besoin d'un «relais» national pour aiguillonner le gouvernement sur différents dossiers. Pour tant, précise-t-il, «nous sommes une fédération comme les autres. Nous avons une situation particulière certes et des besoins spécifiques. Je souhaite qu'ils soient mieux considérés». Selon M. Fruteau, le seul vrai interlocuteur dont disposeraient encore les socia-

listes réunionnais à Paris serait le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen. «Qui est très attentif à [leurs] préoccupations».

En décidant de ne pas participer au congrès national, les socialistes de la Réunion voulaient également réserver leurs rangs, fortement tourmentés depuis les élections du 22 mars dernier qui ont porté M. Camille Sudre à la tête du conseil régional. Leur relatif échec à ce scrutin (10,53 % des suffrages exprimés), puis la stratégie choisie par M. Fruteau de faire alliance avec le président du conseil général, M. Eric Boyer (divers droite) pour la gestion de l'assemblée départementale ont provoqué quelques «remous» au sein de la fédération.

Ce malaise a été accentué quand M. François Mitterrand a reçu, à l'Élysée, M. Sudre, le 17 juin, et, surtout, lorsqu'on a appris que le nouveau président du conseil régional prendrait comme «conseiller spécial» l'un des piliers de la fédération socialiste, M. Guy Jarnac.

Trois motions seront soumises aux congressistes le 26 juillet: l'une est soutenue par M. Fruteau, signataire de la motion Mauroy-Mermaz-Jospin au congrès de Rennes, qui propose l'émergence d'un «Front réunionnais de développement», ouvert aux différentes sensibilités locales soucieuses de «justice sociale»; la deuxième est défendue par un fabusien, M. Jean-Yves Dalcau, ancien numéro deux de la fédération, qui prônerait, à l'occasion de ce congrès, renouer avec M. Fruteau. La troisième motion émane des rocardiens conduits par un jeune avocat, M. Dominique Rivière, qui souhaite que la fédération socialiste développe une stratégie «pour battre les représentants de la droite à l'occasion des prochaines échéances électorales». M. Rivière a, sans succès, demandé la transformation de la fédération en «Mouvement socialiste réunionnais», autonome. M. Fruteau devrait toutefois conserver son mandat à la tête de la fédération.

ALIX DIJOUX

(1) Depuis le congrès de Rennes, c'est à un fabusien, M. Michel François, qu'est échu, en principe, cette délégation.

Le contentieux franco-canadien sur la pêche

«La présence de la France en Amérique du Nord est remise en question» affirme le député de Saint-Pierre-et-Miquelon

Les élus de Saint-Pierre-et-Miquelon multiplient les démarches pour essayer de sensibiliser les pouvoirs publics et leurs concitoyens de métropole sur les conséquences, pour la population de la collectivité territoriale d'Amérique du Nord, des difficultés qu'ils rencontrent, auprès des autorités canadiennes, dans les négociations en cours pour la fixation des quotas de pêche française dans les eaux canadiennes à la suite de l'arbitrage international rendu le 10 juin à New-York (Le Monde des 12 et 23 juin).

Les parlementaires locaux, MM. Gérard Grignon, député UDC, et Albert Pen, sénateur apparenté socialiste, maire de Saint-Pierre, accompagnés du président du conseil général, M. Marc Plantegou, et du maire de Miquelon, M. Denis Detchevry, ont été reçus, jeudi 23 juillet, par le ministre des affaires étrangères, M. Roland Duménil, qui leur a assuré «un dialogue» que la France étudierait des mesures de rétorsion contre le Canada au cas où ces négociations n'aboutiraient pas.

Dans une lettre adressée au président de la République, M. Grignon écrit notamment: «La délimitation de la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon par le tribunal international est un échec grave et irréversible pour notre pays et sa diplomatie. La France n'obtient même pas un cinquième de la superficie à laquelle elle

prétendait dans le cadre d'une zone économique totalement inexploitable, sans ressources halieutiques et sans même disposer d'un accès direct aux eaux internationales (...). Pétitionnant cette sentence, les Canadiens annoncent leur intention de dénoncer les accords de pêche de 1972 et offrent à la France des quotas de pêche à peine suffisants pour l'exploitation d'un unique chalutier. Les conséquences sont dramatiques pour les Saint-Pierrais et les Miquelonnais dont l'unique activité productive vient de fermer ses portes et de licencier son personnel. Notre présence même en Amérique du Nord se retrouve ainsi remise en question».

A l'issue d'une première série de négociations, les 7 et 8 juillet, à Ottawa, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, avait dénoncé «l'attitude intransigente» des Canadiens. Une nouvelle rencontre est prévue les 27 et 28 juillet à Paris.

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avry
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDIPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-48-71 - Société Filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe Sa.

Imprimé
à « Le Monde »
12, r. M. Gombouze
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS				
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-30-10				
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE	
3 mois	460 F	572 F	790 F	
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F	
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F	

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT		301 MON 01
Durée choisie : 3 mois <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/>		
Nom : _____	Prénom : _____	
Adresse : _____		
Localité : _____		Code postal : _____
Pays : _____		
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.		

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

Les politiques à la question

Suite de la première page

M. Hervé remonte alors au mois de février 1985, lorsque le conseil d'administration du CNTS démissionna brutalement le professeur Jacques Ruffié au terme de sept semaines de mandat. « Voilà la toile de fond, monsieur le Président, a indiqué l'ancien ministre. Le professeur Ruffié avait formulé des accusations sur la qualité des produits sanguins et je l'avais reçu le lendemain. Seul le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, l'avait soutenu au conseil d'administration. Dans ces conditions, dès le 11 mars, nous avons commandé un rapport à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) avec des demandes très précises. »

M. Hervé indique au tribunal la mission confiée à l'IGAS : « Premièrement, une enquête sur l'état financier du CNTS, deuxièmement des propositions sur la réforme de la transfusion sanguine et troisièmement, c'est le principal, une recherche sur la qualité des produits sanguins. Or ce rapport, qui m'est remis en juillet 1985, déclare que la qualité des produits sanguins du CNTS est bonne, meilleure même qu'en 1980. D'autre part, je sais qu'un prérapport a été adressé au professeur Ruffié et qu'il ne l'a pas contesté. Ainsi, à aucun moment, entre mars et juillet, je n'ai reçu d'autres informations. »

Sous les sifflets

Le substitut du procureur prolonge sa question : « Vous déclarez avoir été informé de la contamination par le virus du sida des concentrés destinés aux hémophiles le 20 juin. Par l'intermédiaire de qui ? »

« Des dix-sept membres de la Commission consultative de la transfusion sanguine, j'ai vu d'adopter à l'unanimité une position en faveur de ce qu'on va appeler la phase transitoire : fournir pendant quelques temps des produits non chauffés et des produits chauffés pour éviter toute rupture dans la distribution. Les experts ne présentaient aucune alternative. J'ai vu sur le caractère unanime de la CCTS. »

Le seul moyen de lutter contre la contamination des concentrés sanguins était le chauffage. M. Hervé s'entretenait avec le professeur Jacques Roux, alors directeur général de la santé. « J'avais évoqué avec lui ce problème du chauffage des lots contaminés ? »

« Je ne me souviens pas d'avoir abordé ce genre de sujet, répond l'ancien ministre. »

« Est-ce en raison d'une mémoire défaillante ? »

« Non, je suis convaincu que nous

n'avons pas abordé de manière précise ce sujet, rétorque M. Hervé. »

Sur fond de murmures et de protestations, de remarques incrédules du public, l'ancien secrétaire d'Etat, durant deux heures, va être contraint de revenir sur la question du chauffage et sur le fonctionnement de son ministère. « Il n'y a pas eu de débat sur le chauffage en ce qui me concerne, explique M. Hervé. C'est un sujet d'experts et je ne l'ai jamais abordé. J'ai eu l'impression à l'encontre de l'unanimité des experts. Nous n'intervenons pas. Nous comprenons que cette question est liée à la généralisation du dépistage du sida. »

M. Eveline Meyer, l'un des conseillers du professeur Roux, fait observer au témoin qu'il a reçu des notes, dont celle du docteur Jean-Baptiste Brunet l'informant, le 12 mars, de la contamination des lots de sang. « Je veux être clair, s'écrit M. Hervé. Jamais je n'ai reçu cette note. »

« Tout le monde reconnaît que les autorités ministérielles étaient informées, reprend l'avocat. Le tribunal administratif l'indique. »

Longuement interrogé par les avocats du docteur Michel Garretta, M. Xavier Charvet et François Morette, l'ancien ministre répond d'une voix de plus en plus forte et tendue, le corps immobile face au tribunal. « Je ne suis jamais intervenu dans les choix médicaux et éthiques, s'écrit-il. Je me l'interdis. Et je ne me suis jamais opposé à l'importation de produits chauffés. »

« J'ai pu voir l'interdiction de l'importation de produits chauffés, indique l'avocat. Chaque centre hospitalier est libre d'acheter ce qu'il veut. C'est la règle de la concurrence. »

« A ce moment, le docteur Jean-Pierre Allain, inculpé, assis à 1 mètre de M. Hervé, se penche pour mieux voir le témoin. Une page de sa défense repose sur le fait qu'il ne pouvait importer de produits chauffés pour les hémophiles en 1984 et durant le premier semestre 1985. »

Concernant le dépistage du sida, M. Hervé note que la France fut un des premiers pays à le généraliser. Un avocat lui demande alors ce qu'il connaissait du virus. « Que c'est une maladie rare, que nous savons l'invisible. Je reviens... en ce moment l'un de mes amis mort... » Une boule parcourt le public. Le président Jean-Louis Mazières intime le silence. « Mais la séropositivité, alors, reste un stade insaisissable, comme l'image d'une maladie passagère. »

Comme le témoin est toujours contesté, il répond : « Je me réfère à un rapport de 1985 du Comité d'éthique. A l'époque, on disait que 10 % des séropositifs pouvaient développer un sida. A la mi-1985, on précisait d'un délai de trois à cinq ans. »

Les explications de M. Dufoux

M. Morette interroge : « A partir de quel danger réussit-on à gagner l'attention à laquelle se situe un ministre ? Que faut-il faire pour arriver à saisir d'un problème d'ampleur nationale un homme politique qui a postulé à cette responsabilité ? La main crispée sur son micro, M. Hervé lance : « Cette formulation est inadmissible ! Non, aimable, rétorque l'avocat. Vous sommes allés très vite. Vous ne répondez pas ! Si ! »

C'est dans cette ambiance électrique, alors que le témoin, parfois en position inconfortable, a été malmené et par le public et par certains avocats, que cette déposition de plus de deux heures s'achève sous les sifflets. A l'instant même où l'ancien secrétaire d'Etat à la santé quitte le prétoire, M. Eric Dupond-Moretti (Lille) crie sous les applaudissements qu'il déposera au début de la semaine prochaine une plainte devant la Haute cour de justice contre M. Hervé, Laurent Fabius et M. Georges Dufoux.

Précisément, l'huissier fait entrer M. Dufoux. Il est 18 h 05. L'ancien ministre des affaires sociales avance vers la barre, fixant sur son visage un demi-sourire tendu. Elle pose devant elle, sur une petite table en forme de U, une paire de lunettes. A son tour, durant près de deux heures - tandis que l'on entend par vagues les slogans des militants de l'association Act-Up (« Sida, les politiques savent, ils ont assassiné ! ») - elle va s'efforcer de faire face aux attaques.

Dès les premières questions du substitut, M. Dufoux circonscrit, sinon son rôle, du moins les informations dont elle se souvient avoir

bénéficié : « Je n'ai pas été avisé de la contamination des produits sanguins du CNTS. Je n'ai pas été informé dans ces termes, mais je savais qu'il y avait un danger. L'essentiel de mon information provient d'une note du 12 juillet 1985, qui me signale que le dépistage obligatoire n'est pas suffisant, qu'il faut en plus un traitement, le chauffage. »

M. Bernard-Requin demande alors : « A-t-il été demandé au CNTS une interdiction des produits dangereux ? » Non, cela ne m'a jamais été demandé. En réalité, je devais préparer l'augmentation du prix des produits sanguins pour faire face aux coûts des tests et du chauffage. Voilà les deux mesures qui me sont demandées le 12 juillet. Il m'est aussi proposé dans cette note d'organiser le début du dépistage pour le 1^{er} octobre. Et je ramène cette date

refusé que l'on réserve 50 % du marché à l'Institut Pasteur. Notre décision n'a pas été liée à l'argent. Je peux vous le dire sous serment ! Je sais que cela a été insinué. Quand j'ai entendu cela, je me suis senti blessé dans mon honneur de ministre. Mais naturellement, on ne peut pas dépenser des millions de francs, des milliards de centaines sans montrer un dossier explicite prouvant ce que l'on va faire de cet argent. »

M. Sabine Pagan, qui s'appuie sur un enregistrement paru dans la presse en 1985, fait valoir que l'on savait en juillet-août 1985 le danger mortel des concentrés non chauffés destinés aux hémophiles. « Mais si j'avais su, répond M. Dufoux, si tous les acteurs de ce drame sanitaire avaient su, il est bien évident que nous aurions dit dès l'instant : Arrêtez tout ! Comment peut-on imaginer

sur le sida entre les directions du ministère et son ministre, il ne fut visiblement pas saisi assez rapidement de la contamination des concentrés destinés aux hémophiles. »

« Si j'avais eu un sentiment, c'était que ce dossier était particulièrement verrouillé, dit-il au tribunal. Nous dirions dans le contexte d'un sujet largement traité par des experts comme ceux de la commission consultative de la transfusion sanguine. D'autre part, une enquête de l'IGAS était en cours de réalisation. »

De toute évidence accablé par le choc des hémophiles, le docteur Weisselberg a indiqué : « Des années après, on est effrayé. Mais, à l'époque, on était dans le brouillard. C'est assez facile d'être clairvoyant a posteriori. Je n'ai pas compris plus que les autres. Pardonnez-moi ! Finalement, le conseiller avisera son ministre en juin de ce que tous les lots sont contaminés. Mais les produits non chauffés resteront remboursés par la sécurité sociale jusqu'au 1^{er} octobre. »

« Je raisonne alors en médecin, a déclaré le docteur Weisselberg. Si on est sûr qu'une personne va mourir faute d'un produit, il faut lui donner le produit, même dangereux. Pour le malheur de la petite communauté des hémophiles, personne - ni les médecins prescripteurs, ni les experts de la transfusion - ne frappera à la porte du docteur pour lui dire qu'il est possible d'importer massivement des produits chauffés pendant cette période de quelques mois. »

L. G.

Les témoignages des conseillers ministériels

« Ce dossier était particulièrement verrouillé »

L'audience consacrée aux anciens ministres fut aussi celle des anciens conseillers ministériels. Au point de transformer, durant deux heures, le prétoire de la 16^e chambre correctionnelle en un amphithéâtre de sciences politiques. Ainsi a-t-on appris beaucoup de choses sur le rituel des réunions interministérielles de Matignon et sur l'évidente propension des notes rédigées par les conseillers à ne jamais parvenir jusqu'aux ministres.

Mais, plus profondément, MM. François Gros, professeur au Collège de France et ancien conseiller scientifique de M. Laurent Fabius, Patrick Baudry, ancien conseiller de M. Dufoux, et le docteur Claude Weisselberg, ancien conseiller de M. Hervé, sont apparus comme des hommes sincères. Les deux premiers conseillers ont été formels et ont assuré ne s'être occupés que de la généralisation du dépistage du sida.

Ainsi, M. François Gros, scientifique de réputation internationale, a-t-il indiqué : « Je suis absolument formel sur un point : je n'ai pas été informé de la contamination potentielle des plasmas ni des produits non chauffés, si ce n'est assez tard, en juin. Aucun document sur le chauffage pour inactiver le virus ne m'a été transmis. »

« S'exprimant très calmement, le professeur Gros n'a cependant

pas caché son émotion face au drame de l'affaire du sang contaminé : « Il est évident que s'il y a eu un retard, c'est dans la mesure où vous imaginez dans quel état moral je me trouve. » Dans un tout autre style, M. Patrick Baudry, chargé en 1985 du dossier assurance-maladie au cabinet de M. Dufoux, a pris plaisir à raconter comment il avait géré la mise en place financière du dépistage du sida.

Révéant l'existence d'une note en date du 12 juillet 1985, M. Baudry a expliqué que son ministère avait eu le choix entre deux possibilités. Un premier projet proposait que le Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) soit au cœur du dispositif grâce à un système conventionnel avec un prix d'appel pour le test du sida fixé à 24 francs. Le second projet laissait à l'Etat le prix du marché d'achat des tests à 15 francs l'unité.

« Nous étions dans le brouillard »

C'est ce dernier qui fut retenu par le ministre des affaires sociales, et M. Baudry se félicita, comme dans l'après-midi M. Dufoux, d'avoir imposé la généralisation du dépistage à partir du 1^{er} août au lieu du 1^{er} octobre, date initialement fixée. « Très franchement, je n'ai pas honte de ce que j'ai fait », conclut M. Baudry. C'était à se demander si les avocats de la défense avaient fait leur « bon » conseiller.

Le témoignage du docteur Claude Weisselberg, qui fut conseiller technique de M. Edmond Hervé, fut plus long et douloureux. Situé au point de passage obligé de toute l'information

des gens normaux, et nous étions normaux, réagissent autrement... »

« Ce qui manquait au témoin pour bouger, c'est la certitude que les lots étaient infectés à 100 %, commente M. Pagan. »

« Si la mesure n'a pas été prise, c'est qu'elle n'a pas été proposée. Et je n'avais pas les compétences techniques pour en décider. Hélas ! la commission de 1985 n'était pas celle d'aujourd'hui et cela fait du mal d'y penser. »

Ainsi se termine la déposition de M. Dufoux, alors que le prétoire s'est transformé en serre. Tandis que l'ancien ministre sort, accompagné de quelques quolibets et du public et des avocats. Il est 19 h 40 et le tribunal siège depuis 9 h 30, ayant seulement observé une suspension de trois quarts d'heure.

Le témoignage de M. Fabius

Le président Mazières demande que l'huissier fasse entrer M. Fabius, premier secrétaire du Parti socialiste. Une rumeur hostile l'accueille, aussitôt interrompue par le tribunal : « On se tait, s'il vous plaît ! » L'ancien premier ministre est venu sans dossier, si ce n'est deux feuilles glissées dans la poche droite de son complet gris. Le jure de dire la vérité, toute la vérité.

Et avant de répondre aux premières questions, M. Fabius, très calme, intervient par quelques mots : « On comprendra, j'en suis sûr, que je veuille m'inscrire devant la douleur des victimes et de leurs familles. » Des parterres d'hémophiles orient leur refus de cette compassion. Mais tout de suite, l'ancien premier ministre répond aux questions de M. Maryse Joissains (Aix-en-Provence), partie civile : « Pour ce qui concerne le dépistage, j'ai été informé et j'ai pris des mesures. Sur le problème du chauffage des produits sanguins, je dois dire que cela n'est jamais venu à ma connais-

sance. Là où je n'ai pas été informé, je n'ai rien pu faire. »

M. Fabius développe alors son propos : « C'est au mois de mai 1985 que j'ai été saisi du problème du dépistage. Il y a eu une réunion interministérielle le 9 mai sur ce sujet. Peut-être faut-il dire d'un mot comment fonctionnait Matignon. Il y a un peu plus d'un millier de réunions interministérielles par an. Le professeur François Gros, qui était mon conseiller scientifique, a présidé cette réunion, et c'est probablement à la mi-mai que j'ai eu connaissance des éléments de la discussion. Cette question soulevait beaucoup d'interrogations et de réticences. Il y avait des questions médicales qui paraissent maintenant claires et qui à l'époque ne l'étaient pas. Des questions d'éthique aussi, et des questions industrielles. Je n'ai pas tenu compte de

contrairement à l'avis de beaucoup. Et je voudrais dire ceci, qui est peut-être l'essentiel même si c'est bref : nous sommes confrontés à un drame national d'une ampleur considérable. Personne, je dis bien personne, ne peut s'en exclamer, pas même ceux qui ont agi comme il faut. »

M. Nicole Dreyfus va alors multiplier les questions afin de savoir si M. Fabius n'a tout de même pas été mis au courant du problème du chauffage, et la réponse sera invariablement négative. M. Charvet intervient du coup sous un autre angle : « Je suis tout à fait prêt à croire qu'un premier ministre ne soit pas au courant d'un problème aussi technique. Mais n'est-ce pas au ministre de la santé d'informer les utilisateurs et les médecins ? L'ancien premier ministre répond : « On s'est même étonné que le premier ministre prenne la tête de la croisade... pardon, de la croisade antistida. Si cette objection a été faite, c'est qu'on n'attend pas qu'il intervienne dans un domaine aussi scientifique. Comme chacun de nous, je me suis posé la question lancinante : pourquoi le problème du chauffage n'a-t-il pas été porté à notre connaissance ? »

Quelques traits cinglants

Et M. Fabius continue : « Dans son rapport, l'inspecteur général Lucas passe en revue un certain nombre d'hypothèses, sans trancher. Je dirais : ou bien les autorités de la transfusion sanguine sont autonomes et elles sont alors responsables, ou bien elles dépendent de l'Etat. Encore faut-il qu'elles dépendent vraiment de lui. Je pense qu'on s'est trouvé dans une situation intermédiaire. Et c'est pourquoi une réforme de la transfusion sanguine, qui arrive seulement maintenant, était indispensable pour dissocier la gestion et l'évaluation, le contrôle. »

M. Charvet intervient à nouveau : « La SEITA ou le ministère de la santé exigent que la mention « Sida » figure sur les paquets de cigarettes. Ne pensez-vous pas qu'il était de la responsabilité du secrétariat d'Etat d'imposer un étiquetage particulier sur les produits non chauffés ? »

« Monsieur le Président, je crois que ceux qui avaient connaissance de cette dangerosité devaient faire passer la protection de la vie avant toute autre chose », réplique M. Fabius.

Tout au long de l'audience, le phare des questions est singulièrement étonné. La chaleur aidant, deux ou trois personnes doivent quitter le prétoire - un avocat est même victime d'un malaise. D'autres deviennent agressifs et un échange assez vif, sur un sujet assez flou, oppose le ministre figure au début du docteur Garretta. « Soyez bien gentil de ne pas vous battre devant le premier ministre », intervient le président.

A plusieurs reprises, M. Fabius répond par des traits cinglants. Ainsi, lorsque M. Morette demande au témoin ce qu'il a voulu dire en déclarant au début de sa déposition que personne ne saurait s'exclamer de toute responsabilité, l'ancien premier ministre, sans se retourner, assène froidement : « Je crains qu'il y ait beaucoup d'autres choses qui vous aient échappé. »

Après une heure et dix minutes, tout semble donc dit. Aussi le président Mazières coupe-t-il court à un jeu de questions-réponses largement épuisé : « Le témoin vous remercie, monsieur le Premier ministre, de votre témoignage. » Il est 20 h 30. Et M. Fabius, après une hésitation, sort du prétoire par la porte des témoins sans que le public manifeste d'hostilité déclarée.

LAURENT GRELSAMER

« L'humanité » « dérisoire ». Dans l'édition de l'humanité du samedi 25 juillet, Claude Cabanes commente les témoignages de M. Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georges Dufoux en jugeant « dérisoire » le fait que « les membres du gouvernement qui avaient en charge le destin de la santé publique » aient cherché, selon lui, à « se réfugier derrière les arguments de l'ignorance auto-proclamée, de l'opacité technique, de la complexité des rouages administratifs pour rejeter sur d'autres le poids terrible du drame. » Il dénonce également « la véritable politique qui est à la source de la transmission du virus du sida pendant près de deux ans : la politique de la peur. Une politique dont l'objectif est le nerf. Le rédacteur en chef du quotidien communiste ajoute : « Le marché et les affaires ont pris leur part de la logique de mort (...). Le gouvernement avait mis en œuvre un plan d'économie sur les dépenses de santé. Le sida n'était pas prévu au programme... »

Aux marches du Palais

Aux alentours du Palais de justice, on se presse, vendredi 24 juillet, pour assister à l'audience. Les plus bruyants sont les militants d'Act-Up, une association de lutte contre le sida. La vingtaine de manifestants cherche à faire entendre ses slogans vers les fenêtres ouvertes de la salle des procès, à l'étage. Pour eux, pas question d'avancer davantage : six cars de CRS sont prêts à intervenir.

C'est de l'autre côté des barrières et des forces de l'ordre que photographes et caméramans attendent l'arrivée des anciens ministres. M. Edmond Hervé et M. Georges Dufoux entrent à pied sous le porche. L'ancien ministre des affaires sociales salue la presse d'un petit geste de la main. Convoyé plus tard, M. Laurent Fabius choisit au contraire de ne pas descendre de sa voiture, pour mieux échapper aux objectifs.

A l'intérieur du Palais, d'autres barrières interdisent les accès de la salle des témoins. Le public, trop nombreux, est refoulé dans un vaste vestibule, d'où il ne peut apercevoir qu'une partie du procès. Debout, une soixantaine de personnes expriment leur désapprobation, mais se résignent.

Dans les couloirs, deux jeunes femmes blondes distribuent des tracts non signés. Un gendarme répète inlassablement qu'il faut téléphoner au rez-de-chaussée. Des équipes de télévision se communiquent des renseignements par talkie-walkie. Le « procès du sang » a parfois des allures de show.

G. Cl.

Le Monde

HEURES LOCALES

Martin, le plantigrade développeur

Pour enrayer la désertification rurale et attirer les touristes quatre communes pyrénéennes envisagent de réintroduire l'ours

MELLES

de notre envoyé spécial

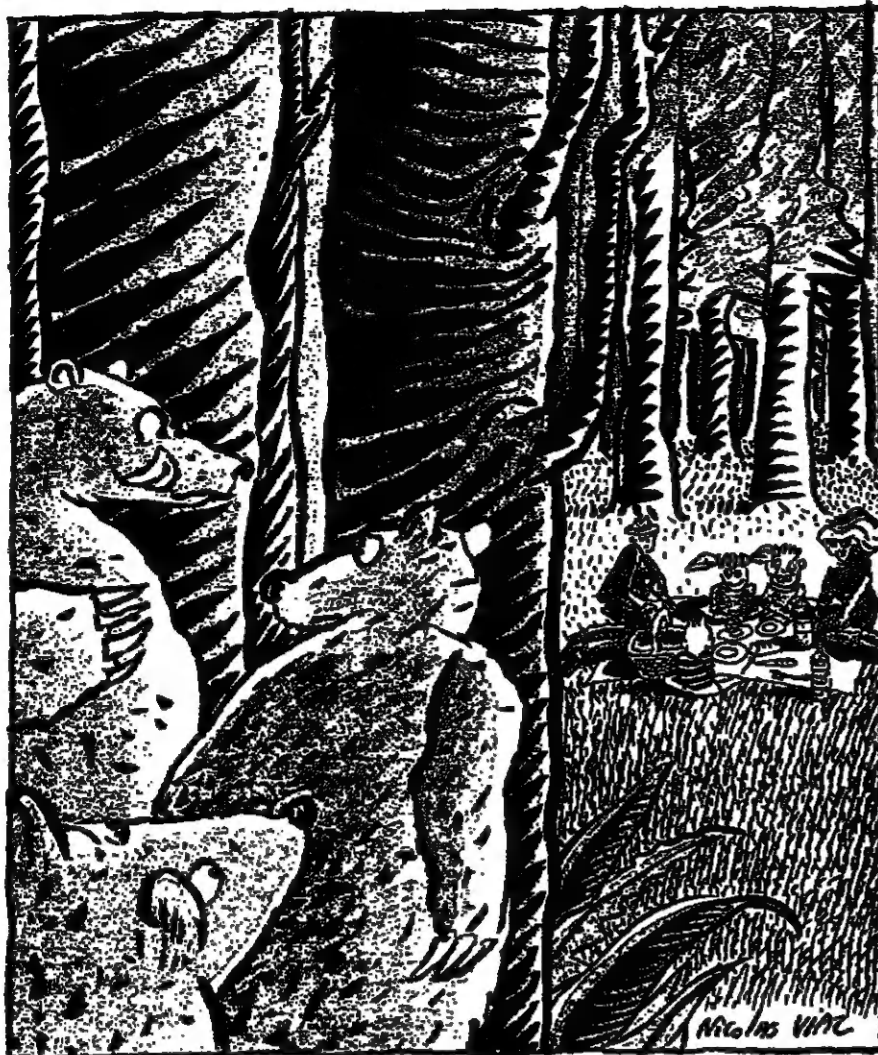
On connaît les comités d'expansion et les sous-préfets développeurs. La vague écologique apporte un nouveau moteur au tourisme montagnard : l'ours ! Quatre communes des Pyrénées gasconnes ont en effet décidé de se grouper pour « créer un élan économique s'appuyant sur la mise en valeur et la protection du patrimoine naturel commun symbolisé par l'ours ». C'est en ces termes que, lors de sa réunion constitutive, le 19 octobre 1991, son président fondateur, M. André Rigoni, maire de Melles (Haute-Garonne), a fixé l'objectif de l'Association intercommunale pour le développement économique et touristique de la haute vallée de la Garonne (ADET).

Alors que les élus des Pyrénées-Atlantiques s'ingénient à contrecarrer les mesures de protection des derniers ours prises par le ministère de l'environnement, l'attitude des montagnards gascons semble paradoxale. Elle tient à une situation qui ne l'est pas moins. En bas, dans la vallée, c'est un défilé incessant de touristes et de poids lourds qui filent vers le val d'Aran et la Catalogne. En haut, dans les forêts abruptes, touffues et encore intactes, prolifèrent les bêtes sauvages. Martres, chats sauvages, blaireaux, sangliers, chevreuils, cerfs et isards vagabondent entre vallons et crêtes. Grands-ducs, lagopèdes, coqs de bruyère, gypaètes barbus et aigles royaux sont d'observation courante.

A ce bestiaire exceptionnel, il ne manque que les ours jadis fort nombreux. On en comptait encore une dizaine en 1980, mais cinq seulement en 1985. Aujourd'hui, l'ultime survivant ne laisse que des traces furtives. Qu'importe d'ailleurs, car au train où vont les choses, il ne restera bientôt plus personne pour l'apercevoir. Sur les bords de la Garonne, comme au flanc des hauteurs, l'exode rural fait des ravages.

Ni la station de ski des Mouris, pourtant à deux heures de Toulouse, ni les résidents secondaires qui colonisent les villages, ni la poignée de bergers qui estiment encore, ni même les exploitants forestiers ne parviennent à retenir les habitants. Sur les 12 000 hectares des quatre communes de l'ADET, le dernier recensement a dénombré 850 habitants, soit sept personnes au kilomètre carré. Toulouse et le désert pyrénéen ! Comment stopper un déclin qui paraît inexorable ?

C'est André Rigoni, qui, le premier, a présenté la solution. Il y a un quart de siècle que la passion de la chasse en montagne a attiré à Melles ce patron d'une entreprise toulousaine de peinture. Et il y a vingt ans que pour défendre son paradis contre la construction abusive d'une micro-centrale, il a pris la tête du conseil municipal (divers droite). « D'emblée, raconte-t-il,



J'ai été confronté au problème de la survie de la commune. C'était l'époque où chacun rêvait d'avoir sa station de ski. J'ai opté pour la solution inverse : celle de la protection maximum.

L'exemple des Abruzzes

Classement de la commune au titre des sites, transformation de mille hectares en réserve de chasse, interdiction des véhicules tout terrain, réduction du nombre des chasseurs, report sine die de coupes forestières : M. Rigoni a utilisé tous les moyens. Résultat : les vallons et les alpages de Melles sont devenus un havre pour la faune. Un seul animal manque à la fête :

l'ours. Or, remarque monsieur le maire, lorsqu'ils pullulaient, il y a un siècle, le village comptait cent fois plus d'habitants permanents qu'aujourd'hui, et les estives dix fois plus de bétail. L'incompatibilité entre le plantigrade et la prospérité de la montagne est une fable. Pire, un contre-sens.

Le maire de Melles en veut pour preuve l'exemple des Abruzzes, en Italie. Un parc national situé à deux heures de voiture de Rome abrite une centaine d'ours et... 30 000 habitants. Il accueille plus d'un million de visiteurs chaque année. Pourquoi les montagnards français n'en feraient-ils pas autant ?

Lancée il y a déjà quatre ans, l'idée chemine. Oh, très lentement, car les esprits

sont rétifs. Les naturalistes eux-mêmes débattent encore de l'opportunité du projet. Certains fonctionnaires lèvent les yeux au ciel. Les bergers appréhendent le retour de leur ennemi héréditaire. Les forestiers ne veulent pas renouer à leurs chemins de débordage ouverts à la dynamite et au bulldozer. Quant aux représentants locaux de l'environnement, ils ont braqué les Pyrénéens en relançant maladroitement l'idée d'un parc régional.

Mais M. Rigoni a réussi à convaincre les trois communes voisines de la sienne - Bort, Fos et Arlos - de se joindre à lui. Et, comme le ministère de l'environnement tardait à réagir, il a accepté l'appui d'une association de défense de l'ours brun, Artus, basée dans le Loir-et-Cher.

C'est elle qui, lorsqu'il le faut, plaide le dossier pyrénéen à Paris et qui, sur son budget, a commandé deux études. La première est catégorique : les projets de développement touristique des quatre communes passent par l'affirmation d'une structure intercommunale solide. La seconde étude, conduite par M. Jean-Michel Parde, l'un des meilleurs connaisseurs des Pyrénées gasconnes et de leur hôte invisible, montre que Melles et ses environs offrent des conditions idéales, voire uniques, pour une réintroduction des plantigrades.

Des mammifères venus de Bulgarie

La transplantation, propose-t-il, pourrait se faire avec quelques animaux capturés et anesthésiés en Bulgarie, amenés rapidement par avion puis par camion, relâchés dans la montagne à raison de un à deux par an, et suivis grâce à des émetteurs-radio. Objectif : que trois couples se cantonnent et se reproduisent en six ans. Le coût de cette « première » s'élèverait à 1,3 million de francs. Un investissement dérisoire compte tenu de son intérêt scientifique et du coup de fouet qu'il donnerait aux communes.

Au ministère de l'environnement, on dresse l'oreille. « Nous sommes prêts à appuyer un lâcher expérimental, explique-t-on, à la direction de la protection de la nature. Mais l'Etat ne peut pas tout faire. Il faut que l'initiative vienne d'une structure locale réunissant les communes, la région, les associations, les administrations et les organismes publics concernés. » Les Pyrénées gasconnes deviendront-elles « le pays de l'ours » ? Le plantigrade symboliserait à la fois la tradition pyrénéenne retrouvée et la montagne sauvage : celle dont rêvent bien des citadins lassés des parcs d'attractions en fac-similé et des autoroutes. Martin plus fort que Mickey, quelle revanche !

MARC AMBROISE-RENDU

REPÈRES

AQUITAINE

Un carburant « vert » pour dix bus bordelais

PENDANT un an, à Pau, Agen et Bordeaux, trente-trois bus vont rouler au diester, afin d'expérimenter ce « carburant vert » obtenu par le mélange d'huiles végétales (colza ou tournesol) et de méthanol. Le dosage diester-gazole variera selon les réseaux. Les dix bus bordelais fonctionneront depuis le 1^{er} juin 1992 avec un mélange équilibré. En septembre prochain, treize bus du réseau agennais utiliseront 30 % de diester et 70 % de gazole. Enfin, expérience la plus innovante, à partir du mois d'octobre, dix bus de l'agglomération bordelaise rouleront au diester pur. Des mesures de pollution seront effectuées tout au long de l'année. L'expérimentation permettra de déterminer les effets du diester sur l'usure des moteurs, ainsi que les contraintes d'entretien qu'il impose.

Le conseil régional d'Aquitaine finance cette expérience à hauteur de 750 000 F, en association avec la FNSEA et Sofiprotol, société financière du Groupement des producteurs d'oléagineux. Sofiprotol produit actuellement du diester dans une usine pilote proche de Compiègne, qu'elle a construite en association avec Elf-Aquitaine. Bien représentés dans la région, les producteurs d'oléagineux espèrent « rendre l'opinion sensible à l'intéressante diversification que représente, selon eux, le diester pour l'agriculture ». « Mieux vaut, disent-ils encore, brûler les produits des céréales que l'énergie fossile. »

BRETAGNE

L'arsenal de Brest va aider les entreprises civiles

L'ARSENAL de Brest, où se construisent les *Charles-de-Gaulle*, premier porte-avions nucléaire français, va mettre ses compétences au service de l'industrie civile. Un protocole d'accord a été signé entre la direction des constructions navales et le technopôle de Brest-Iroise, aux termes duquel les nouvelles technologies développées à l'arsenal pourront être transférées vers des entreprises partenaires, notamment des PME.

Il s'agit là d'une première tentative de diversification de l'arsenal. Véritable poumon économique de Brest, avec 6 670 emplois, cet établissement doit être touché en 1993 par une diminution des crédits de la défense (le Monde du 29 avril), qui se traduira par la suppression de 400 emplois.

Mais ce protocole manifeste aussi un changement d'attitude. « Le temps est révolu où la direction des constructions navales de Brest pouvait, dans une atmosphère de secret, se contenter de donner des ordres sans se soucier du reste de la région », indique le directeur de l'établissement.

ILE-DE-FRANCE

La Seine-Saint-Denis valorise son patrimoine

À FIN de valoriser le patrimoine d'un département dont l'image est jugée « trop systématiquement négative », le conseil général (PC) de la Seine-Saint-Denis a fait éditer, au début de l'été, une série de quatorze dépliants sur ses musées.

La nécropole royale de la basilique Saint-Denis, avec sa collection unique de soixante-dix tombeaux et gisants, et le musée de l'air et de l'espace du Bourget, l'un des plus riches du monde en matière d'aviation, avec une exposition de près de 160 machines volantes, accueillent chacun près de 150 000 visiteurs par an. En outre, les petits musées associatifs ou municipaux ont du mal à attirer la foule des curieux. Pourtant, certains présentent des collections intéressantes ou originales : céramiques pharmaceutiques au musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, art brut au musée L'Arcadie de Neuilly-sur-Marne.

Cette page a été réalisée avec la collaboration de nos correspondants : Gisèle de Maille (Bordeaux), Gabriel Simon (Brest) et Martine Boulay-Mérie (Bologna).

Les Sanisettes à l'assaut de New-York

Jean-Claude Decaux tente d'implanter ses toilettes publiques outre-Atlantique

NEW-YORK

de notre correspondant

DERRIÈRE le Madison Square Garden, siège de la dernière convention du Parti démocrate, au milieu des multiples tréteaux sur lesquels viennent s'époumoner les contestataires, un prêtre en tenue a dressé son confessionnal portatif : siège abattant en bois, enseigne au titre ambigu (*Portafess*), et Christ en croix. A deux blocs de là, sur la 34^e Rue, l'une des artères les plus passantes de New-York, M. Jean-François Decaux, fils aîné de M. Jean-Claude Decaux, directeur des affaires internationales du groupe, affiche lui aussi son enthousiasme. « Plus de cent cinquante entrées par jour ! Le double de Londres ! C'est ce que nous faisons à Paris sur nos meilleurs emplacements ! », s'exclame-t-il, en recueillant l'impression des usagers à la sortie.

Les Sanisettes Decaux, toilettes publiques en forme de colonnes Morris, ont été inaugurées au début du mois de juillet, devant les célèbres magasins Macy's, sur la principale artère commerciale de Manhattan. Un événement à peine terni par la condamnation en Belgique, quelques jours plus tard, du « pape » français du mobilier urbain, pour une affaire de corruption d'élu (le Monde du 17 juillet). Depuis, la demande ne tarit pas. L'aspect sanitaire de ces lieux d'aisance semble donner satisfaction aux New-Yorkais. En revanche, le problème de la sécurité

est plus délicat à traiter. Pour déjouer la criminalité, la prostitution et le commerce de la drogue qui trouveraient là un abri rêvé, les Sanisettes ont été installées dans des endroits très fréquentés, et ne fonctionnent que pendant la journée.

Les télévisions new-yorkaises, et même une chaîne japonaise, sont venues filmer des usagers souriants qui attendent patiemment leur tour, une pièce de 25 cents (2 francs environ) dans le creux de la main. Ailleurs, l'expérience n'aurait pas suscité une ligne de commentaire. Ici, l'événement mérite un article dans *The New York Times*, et fait la « une » du supplément du *Washington Post*.

Des jetons gratuits pour les sans-abri

Voir la municipalité se préoccuper tout à coup du confort des New-Yorkais équivaut, il est vrai, à une véritable révolution. Le maire, M. David Dinkins (démocrate), s'est, en fait, un tout petit peu fait forcer la main. En 1990, un sans-abri avait traîné la ville devant les tribunaux pour absence de toilettes publiques, et failli gagner son procès.

Peu après, le groupe Jean-Claude Decaux, qui gère quatre mille Sanisettes en Europe, était pressenti pour installer ces commodités urbaines. Il signait un contrat temporaire de quatre mois, à l'issue duquel la ville, si elle est satisfaite, s'engage à lui accorder la concession exclusive des emplacements publicitaires qui recouvrent les deux faces des toilettes. Le

« péage », et, surtout, l'affichage, assureront donc les recettes de la société Decaux. Celle-ci devra « fournir un effort pour sensibiliser les agences de promotion à l'usage de ce nouveau support », estime M. Decaux, en rappelant que, aux États-Unis, l'affichage constitue seulement 1 % des dépenses publicitaires, contre 14 % en France. De son côté, la société Decaux prend en charge la totalité de l'entretien et de l'investissement (80 000 dollars par unité, plus 60 000 dollars pour des installations distinctes destinées aux handicapés).

A terme, si les deux parties sont satisfaites, New-York pourrait compter une centaine de Sanisettes. M. Jean-François Decaux compte multiplier rapidement ce chiffre par dix, afin de servir une population de 7,2 millions d'habitants. « Nous avons pris un risque commercial et financier, car nous avons investi 1 million de dollars », précise-t-il, avant de s'effacer devant une cliente noire, empressée dans ses paquets, qui apprécie beaucoup « le miroir pour se donner un coup de peigne » et le lave-mains.

Les sans-abri, à qui les New-Yorkais doivent indirectement cette innovation urbaine, n'ont pas été oubliés. Magnanime, la société Decaux a accordé gratuitement vingt mille jetons à l'association de homeless qui avait attaqué la ville en justice. Ces jetons, régulièrement renouvelés, éviteront que les adhérents ne s'attardent devant les palisades couvertes de graffiti. Mais c'est un peu insuffisant lorsqu'on sait que New-York compte quatre-vingt mille sans-abri.

SERGE MARTI

Nouvelles recettes pour les grandes villes

Le comité des finances locales a procédé, le 8 juillet, à la distribution de la dotation particulière de solidarité urbaine (DPSU) pour 1992, sur proposition du secrétaire d'Etat à la ville, M. François Londe. Ce concours, créé par la loi du 13 mai 1991, en même temps que la dotation de solidarité urbaine (DSU) mais devant entrer en vigueur seulement cette année, est alimenté par des départements et non des communes. Il s'élève à 147 millions de francs et concerne cent

cinquante-sept communes éligibles au titre de leur faible potentiel fiscal et du nombre de leurs logements sociaux. Dix grandes villes, qui n'avaient pu obtenir la DSU, ont ainsi bénéficié de ce qu'elles appellent un « second tour de la solidarité urbaine ». Il s'agit de Bordeaux, Aix-en-Provence, Clermont-Ferrand, Dijon, Dunkerque, Grenoble, Nancy, Rouen, Strasbourg et Toulouse, qui pourront inscrire, au total, quelques 35 millions de francs de recettes sur leur budget supplémentaire.

(Publicité)

S.N.C.F.T.

COMITÉ DES TRANSPORTS FERROVIAIRES MAGHRÉBINS C.T.F.M.

La S.N.C.F.T. est chargée, dans le cadre du C.T.F.M., de lancer un appel d'offres international portant sur la fourniture aux quatre réseaux algérien, marocain, mauritanien et tunisien de :
- Semelles en composite : AOI N° 211 462 du 1^{er} juin 1992 ;
- Entretoises : AOI N° 241 011 du 1^{er} juin 1992 ;
- Batteries d'éclairage et de démarrage : AOI N° 231 409 du 1^{er} juin 1992.

Les producteurs concernés et intéressés peuvent se procurer le cahier des charges correspondant à partir du 15 juin 1992 auprès de la Direction financière, 1^{er} étage, au 61, avenue Farhat-Hached, Tunis (Tunisie), contre le paiement de la somme de 50 000 dinars tunisiens en espèces.

Les soumissionnaires seront engagés par leur offre cent quatre-vingts (180) jours après la date limite de remise des plis. Les offres devront parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard le 14 août 1992 :

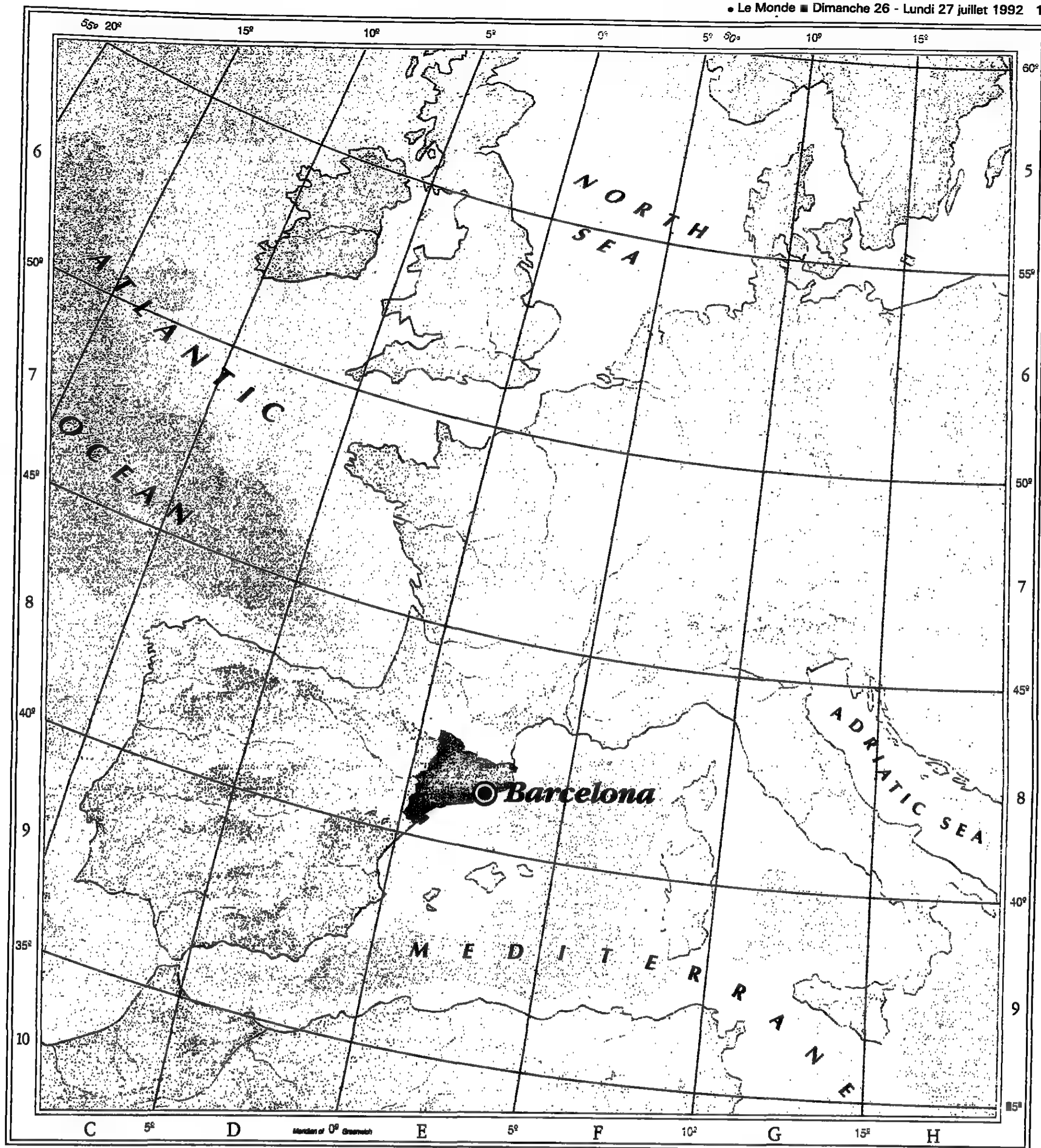
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER TUNISIENS
Bâtiment de la Nouvelle Gare de Tunis-ville
Bureau d'Ordre central
1001 - TUNIS R.P. - TUNISIE

1506 64 44

مكتبة الامارات

ES
pour

• Le Monde ■ Dimanche 26 - Lundi 27 juillet 1992 11



Jeux Olympiques Barcelona'92

EN CATALOGNE BIEN SÛR.

Barcelone se situe en Catalogne, un pays en Espagne avec une culture, une langue et une identité propres.

Un pays qui avec seulement 5 millions d'habitants a connu une croissance qui l'a transformé en l'un des moteurs de l'Europe.

Un pays où de nombreuses entreprises étrangères — européennes, nord-américaines, japonaises... — ont investi et sont en train d'investir très fortement.

Un pays qui a compris et a stimulé le

génie de Picasso, la force de Miró, l'imagination de Dalí, l'innovation de Tàpies, l'art de Montserrat Caballé et de Josep Carreras, la maîtrise de Pau Casals, l'audace de Gaudí...

Un pays qui est visité par 16 millions de personnes du monde entier chaque année, à la recherche d'un climat et d'installations touristiques, sportives et culturelles uniques.

Un pays qui a su gagner les Jeux Olympiques pour sa capitale, Barcelone.

Maintenant vous savez où est Barcelone; en Catalogne, bien sûr.



GENERALITAT DE CATALUNYA
GOVERNEMENT AUTONOME
DE LA CATALOGNE

Drapeaux

Depuis Séoul, la famille olympique a changé. Nouveaux drapeaux, nouveaux hymnes, sigles remodelés : il faut s'habituer à la nouvelle géopolitique des podiums. Sans parler des pays qui reviennent après une longue boudoirie, de ceux que l'univers sportif boycottait, qui reviennent dans le giron, ainsi que des frères ennemis qui sont réconciliés, à bout de compte, le traditionnel affrontement Est-Ouest devrait faire place à un nouveau des rivalités sportives, dont certains pays du Sud, comme le Kenya, espèrent profiter.

Le drapeau soviétique, repensé, a donné naissance à quinze nouveaux emblèmes. Les trois Pays baltes concourent en indépendance, voire à un certain esprit de revanche. L'histoire du basketball lituanien. En ce qui concerne les douze autres ex-Républiques soviétiques, qui forment l'équipe unifiée (CEI + Géorgie), les victoires dans les épreuves individuelles récompensées d'un lever de drapeau personnalisé. Dans les disciplines olympiques, le drapeau de l'hymne olympique qui a été retenu. Autant dire que les nostalgiques du marteau de la faucille ont peu de chances de les revoir : le Kazakhstan et le Tadjikistan ont leur propre drapeau. Certains hymnes d'autre par arrivés au CIO sous forme d'enregistrements inédits. «Haurasamant, il y avait la parole», soupire-t-on au Comité olympique.

A Barcelone, on risque de courir pour Beethoven. L'hymne à la joie, imposé par l'Union soviétique (le Monde du 24 juillet), a également été adopté par l'Afrique du Sud, rentrée en grâce après trente-deux ans d'absence. Lors de la cérémonie de lever de drapeau de la République d'Afrique du Sud a présenté une variante de l'emblème olympique, les cinq anneaux sont soulignés par des traits de couleur, la foule, la Namibie, devenu indépendante, son entrée dans la famille.

Autre retour, après absence volontaire, celui de Cuba, qui avait jugé bon de poursuivre le boycottage des Jeux de Los Angeles jusqu'à Séoul, de Madagascar, de Seychelles, du Nicaragua, de l'Éthiopie, de l'Albanie et de la Corée du Nord. Malgré la dramatique pénurie qui règne à La Havane, les Cubains entendent montrer au Goliath américain, David socialiste peut tenir. Deux semaines plus tard, il abandonne son projet après une manifestation hostile devant le Parlement. «Une des plus grandes décisions de ma vie a été prise quand je n'ai plus rendu compte que la vie publique en Espagne était achevée».

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Une médaille d'or sur la poitrine de Jean-Pierre Papi, le plus jeune des champions du monde de la marche du podium pour Florence Arthaud, les honneurs olympiques pour Miguel Indurain? Pourquoi pas? Michael Jordan, Jim Courier, Steffi Graf viennent goûter à l'aventure olympique. Mais le moissonner l'or, l'argent à la clé? Curieux paradoxe : une compétition qui ne devait à l'origine

PROFESSIONNALISME : la participation des milliardaires du sport

L'effort gratuit des hommes d'argent

Cela fait huit ans que les «pros» grossissent les rangs olympiques. Venu en démonstration à Los Angeles en 1984, les joueurs de tennis font désormais partie intégrante de leur tour du monde gratuit.

Los Angeles, Séoul, ce n'était rien. C'est Barcelone qui fera du jeu professionnel le cœur du jeu. Barcelone, jalon d'un chemin d'un après, pour symboliser les étoiles de l'équipe de basketball américaine. Déjà membre de l'équipe victorieuse des Jeux de Los Angeles, Michael Jordan était alors universitaire. Aujourd'hui, il est le joueur le mieux payé du circuit professionnel américain (environ 4 millions de dollars en 1992, soit près de 20 millions de francs) et débute en héros de l'équipe de Chicago Bulls, vainqueur du championnat de la plus riche ligue professionnelle de basketball (NBA), ligue professionnelle de basketball américaine. Avec Magic Johnson et les dix autres professionnels, le «dream team» est le favori incontesté du tournoi.

«Les Jeux olympiques doivent accueillir les meilleurs sportifs du monde dans les sports. Or, à

l'exception de quelques disciplines, seuls les professionnels peuvent aller au-delà des performances en entraînant six ou sept heures par jour», explique Philippe Chatrier, membre du Comité international olympique (CIO) chargé de la programmation olympique. L'objectif des Jeux est clair, ils doivent faire de l'audience, les grands championnats du monde, réjouir des centaines de millions de téléspectateurs à travers le monde et satisfaire les sponsors qui fournissent des millions de dollars de financement universelle en espérant des retombées commerciales exponentielles.

Amateurs

Même en rapportant pas de médaille d'or au pays — ce qui semble peu probable — l'équipe américaine de basket-ball aura déjà rempli son contrat. Les exploits promettent un effet de plus sur les Jeux, la discipline olympique du moment, assurément encore un peu plus la notoriété et le prestige de vêtements de sport qui a

offert un succès à Michael Jordan. Certains billets pour la rencontre États-Unis-Croatie du 27 juillet, qui promet d'être le plus beau des matchs éliminatoires du tournoi, auraient été vendus 12 000 francs au marché noir, qualifié de prix «très officiel» de 150 francs. Le même jour, le tir à l'arc, la troisième discipline olympique par le nombre de médailles distribuées, aura sans doute eu l'écho le plus discret.

La professionnalisation est l'une des révolutions de l'ère Samaranch. En 1981, le Comité international olympique (CIO) a permis aux professionnels de participer aux Jeux olympiques, un «avant» doit être précisé par sa fédération nationale, après le consentement de la fédération internationale de football, par exemple, même si les joueurs de plus de vingt-trois ans. C'est ainsi que les Jeux

sont privés des grands noms du football : la flamme olympique aurait risqué de griller le prestige de la Coupe du monde. La Fédération internationale de cyclisme professionnel boude également les Jeux, «pour protéger» l'intégrité de ses propres épreuves.

Les amateurs risquent de devenir de plus en plus rares. Le CIO tient en effet à limiter le nombre des athlètes sélectionnés pour les Jeux d'Atlanta à dix mille comme à Séoul et à Barcelone. «Pour endiguer la croissance, il faut élever les quotas de sélection ou réduire le nombre des disciplines olympiques à la baisse», explique Philippe Chatrier chargé du recrutement des athlètes. Les conclusions seront présentées à Paris en septembre 1994. Il faudra donc toujours plus pour les premiers, toujours plus pour les autres, pour les seconds. Et le CIO, qui en a besoin, doit préserver un équilibre fragile. Rien ne dit que l'esprit olympique n'est pas soluble dans la stratégie de

BÉNÉDICTE MATHIEU

Le triomphe de Samaranch

de notre envoyé spécial

Son triomphe personnel a été plus particulièrement catalan. La publication récente de deux livres (1) a fait resurgir un passé franquiste que le président du CIO avait réussi à faire oublier, jusqu'à ce qu'un biographe publié dans l'édition internationale du *Who's who*. Dans une Catalogne bien décidée à rester fidèle au gouvernement de Front populaire du 1936, ce fils d'un industriel textile avait déserté l'armée républicaine, où il avait été enrôlé à dix-huit ans, pour rejoindre l'organisation de jeunesse de la Phalange qui soutenait Franco.

Après la victoire du généralisme, Juan Antonio Samaranch, homme d'ambitions et de compromis sous des manières de courtisan, a su mener en parallèle une ascension méthodique dans les milieux du sport et de la politique : membre du Comité olympique espagnol (1953), conseiller municipal de Barcelone, puis conseiller régional à la Diputación (Parlement) de Catalogne (1954), membre de la Commission nationale pour le sport (1956), membre du CIO (1966), délégué de l'éducation physique des sports au gouvernement (1967-1971), président de la Diputación (1972-1977), vice-président du CIO (1974), «Je suis quelqu'un qui a appartenu à l'Union nationale pour une question de génération», dira-t-il plus tard.

La route de l'ascension a été rude. Au début, il a dû braver la violence de l'ascension soutenue par le *Movimiento*. En prévision des premières élections démocratiques depuis quarante ans, Juan Antonio Samaranch a été élu en 1977 la constitution d'un parti politique : Concordia catalana, «pour un futur, une renouveau au passé». Deux semaines plus tard, il abandonne son projet après une manifestation hostile devant le Parlement. «Une des plus grandes décisions de ma vie a été prise quand je n'ai plus rendu compte que la vie publique en Espagne était achevée».

Voix africaines

Dans un souci de transition pacifique vers la démocratie, le nouveau gouvernement espagnol cherche un arrangement avec le président du Parlement catalan. Juan Antonio Samaranch accepte, le 17 juillet 1977, jour de son cinquante-septième anniversaire, le poste d'ambassadeur à Moscou, ville désignée pour recevoir les Jeux de 1980. Déjà confronté à des difficultés d'organisation de cet événement, le gouvernement soviétique accueille avec empressement le premier vice-président du CIO. Ce dernier a déjà à la ceinture le mandat de la présidence d'achèvement des Jeux.

Grâce au soutien de Dussler, patron d'Adidas et membre très influent du mouvement sportif, Juan Antonio Samaranch a pu compter sur la plupart des voix des membres du CIO, en plus de celles des Soviétiques et de leurs alliés. L'in-

tervention soviétique en Afghanistan, fin 1979, risque pourtant de ruiner ses projets. Le gouvernement espagnol s'aligne sur Jimmy Carter qui a boycotté les Jeux. L'ambassadeur d'Espagne propose, sans succès, sa démission. Il rentre à Madrid et réussit à convaincre le Comité national olympique de ne pas suivre la recommandation de son gouvernement. Le 17 juillet, le jour même, il est triomphalement élu à la présidence du CIO.

Le CIO fonctionne alors comme un club anglo-saxon dont les membres sont cooptés. Sa seule prérogative consiste à désigner les quatre ans les villes qui accueillent les Jeux. A force de célébrer la pureté de l'amateurisme et de pourchasser les marchands du stade, l'Américain Avery Brundage, qui avait refusé de remettre les médailles du ski alpin aux Jeux de Grenoble (1968), a laissé un CIO financièrement exsangue et endeuillé par l'attentat palestinien de 1972. Lord Killanin, assisté, impuissant, au boycottage de Moscou, le déficit colossal du Canada a découragé les candidatures, qui limitent à celle de Los Angeles en 1984.

Très vite, Juan Antonio Samaranch comprend que la survie du CIO passe par deux objectifs : donner une image politique internationale et le doter de moyens financiers pour assurer son indépendance. Contrairement à ses prédécesseurs qui géraient le CIO à distance, il s'installe à Lausanne pour exercer ses fonctions à plein temps. Afin de faire face à l'ampleur de la tâche qui l'attend, il s'entourer d'amis ou de conseillers de grande valeur : Samuel Pizar, un avocat international qui a été entré à la Maison Blanche, à l'Élysée, l'homme d'affaires Anselmo Lopez ou le banquier Fernando Ribá.

Un financement diversifié

En même temps, le CIO profite de l'essor des télévisions pour faire des Jeux de télévision. A Barcelone, source de revenus de 625 millions de dollars (soit 30 % de plus qu'à Séoul) et portent ces rentrées à 935 millions de dollars pour 1992 si on ajoute les Jeux d'hiver d'Albertville. Pour éviter une dépendance excessive vis-à-vis de la télévision, le CIO cherche de nouvelles sources de financement. Horst Desser, qui a créé l'ISL en association avec Deutscher, la plus grosse agence de publicité japonaise, parvient au nom de l'efficacité, à convaincre les comités nationaux olympiques de céder leurs droits d'exploitation aux Jeux au CIO. En mars 1985, il signe avec Juan Antonio Samaranch le premier contrat TOP (The Olympic Program) pour Séoul qui regroupe neuf grandes entreprises et verse au CIO plus de 100 millions de dollars pour associer leur image à celle des Jeux olympiques.

Le deuxième TOP rapporte 170 millions de dollars aux Jeux

d'Albertville et de Barcelone. Au cours de l'actuelle olympiade (1988-1992), le CIO a recueilli 1,9 milliard de dollars dont il a conservé environ 7 % et distribué le reste aux comités d'organisation des Jeux, aux fédérations nationales olympiques et aux fédérations sportives internationales. Le trésor du CIO, qui ne dépassait pas 100 millions de dollars au départ d'Avery Brundage, atteint à la fin des Jeux de Barcelone les 253 millions, dont 47,7 millions en actifs investis et le reste en propriétés foncières.

Pour perpétuer la prééminence du CIO sur le mouvement sportif, Juan Antonio Samaranch a multiplié ses efforts dans deux directions : l'amélioration du spectacle des Jeux et la coopération au sein de son assemblée des principaux dirigeants sportifs. «Les Jeux olympiques ne maintiendront leur prestige et ne survivront au XXI^e siècle que s'ils accueillent les meilleurs sportifs», affirme-t-il. Après avoir fait adopter le mot d'ordre de la Charte olympique de 1981, il a permis aux milliardaires du tennis et du basketball d'intégrer les Jeux (lire l'article de Bénédicte Mathieu).

Pouvoirs

En obligeant les membres du CIO à prendre leur retraite à soixante-cinq ans, Juan Antonio Samaranch a pu faire coopter trente-neuf nouveaux membres en huit ans, dont le riche Mexicain Mario Vasquez Rana, président de l'Association des fédérations nationales olympiques (ACNO), et les présidents des principales fédérations. En revanche, il a fait entrer l'Italien Primo Nebiolo, ancien président de la Fédération internationale d'athlétisme, le premier sport olympique, avant même d'être élu. Son ambition démesurée et le caractère des tricheries constatées aux championnats du monde en 1987 l'ont vu éliminé par les membres du CIO.

Tremplin catalan

de notre envoyé spécial

«Les Catalans sont fiers de leur gouvernement», dit Juan Antonio Samaranch, le président du CIO. S'il y a une fierté, c'est celle de la région catalane, c'est celle qu'il a méritée. L'auteur de ces propos tranchés, prononcés le 23 juillet, n'est autre que le leader indépendantiste de la gauche républicaine catalane, Angel Colom. Ils n'ont rien de surprenant, la part de ce radicalisme qui les JO n'est pas une tribune inespérée qu'il compte exploiter. Mais il n'est pas le seul.

La double page de publicité parue dans la presse internationale, dont le Monde, avait provoqué des grimaces de la part des Espagnols. Payée par la généralité de Catalogne, elle indiquait, au moyen d'une carte, Barcelone comme dans «un pays» qui s'appelle «la Catalogne», sans, sur, le mot Espagne, une culture, une

langue et une identité propres. Le pouvoir central a répliqué que l'Etat avait, pour plus de la moitié, participé au financement des JO.

Le président du gouvernement autonome catalan, Jordi Pujol, s'est étonné des critiques formulées sur cette campagne par la presque totalité des partis politiques, et a affirmé qu'il s'agissait d'une campagne de criminalisation du nationalisme catalan. Le maire socialiste de Barcelone, Pasqual Maragall, a, de son côté, fait remarquer que les Jeux sont bien évidemment ceux de Barcelone, mais que personne ne peut les approprier : «Les Jeux appartiennent à l'humanité tout entière».

Un pacte avait d'ailleurs été conclu, le 4 juin dernier, entre les deux hommes, par lequel chacun s'engageait à ne pas utiliser l'événement comme tribune politique. Cet accord prévoit que le drapeau catalan, le *senyera* (quatre bandes sur fond d'or), flotte sur les sites olympiques et que

l'hymne de la Catalogne, *El Segadors* (moissonneurs), soit joué lors de la cérémonie d'ouverture. Tout a failli être en cause lors de l'arrivée à la flamme olympique à Ampurias, où un bannière «Freedom for Catalonia» avait été déployée. Les parcours de la flamme en Catalogne ont également été marqués par des incidents provoqués par les indépendantistes qui ont déployé à plusieurs reprises un immense drapeau de cette région autonome.

Pour Jordi Pujol, il ne faut pas écarter le fait que la Catalogne, à la fois, est une région autonome et une langue officielle des Jeux. Le prince Felipe, qui participe aux JO, a été accueilli, lors de son installation, en catalan. Il a répondu d'un sourire.

MICHEL BOLE-RICHARD

Dépité par ses échecs, Primo Nebiolo a dû accepter d'organiser ses championnats du monde de football et de tennis pour concurrencer les Jeux et tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans, ce qui n'est pas pour le tournoi de football. Le menace était, cette fois, plus grave. Juan Antonio Samaranch a été obligé de «pouvoir spécial» pour l'imposer enfin au CIO au mois de 1992. Depuis, sous la présidence de Juan Antonio Samaranch, le CIO a permis à Juan Antonio Samaranch de réorganiser les Jeux et de tenter de rattraper une plus large part des médias de télévision. Il envisageait même d'interdire la participation aux Jeux de plus de vingt-trois ans,

Avignon

Invités par l'Association française d'action artistique, deux auteurs québécois sont venus à Avignon

tellement, éclate le printemps... Quoi qu'il ■ soit, nous n'avons pas la même histoire. Quand on me parle du « régime de Vichy » par exemple, je pense ■ l'eau minérale.

» Avignon nous a permis de rencontrer d'autres auteurs, on verrait que ça donnera. Nous avions entendu parler du Festival, naturellement, mais c'est sur place que nous nous sommes rendu compte de son importance. Il est plus important que ceux de Toronto, de Chicago. Auparavant, nous avions été invités à Limoges aux Franco-phonies, oh, semble-t-il, il n'y a pas d'auteurs français. Nos pièces étaient présentées par des Belges.

■ Le répertoire québécois est en deuil de naître. Les créations sont nombreuses, mais pauvres par rapport aux vôtres. Ainsi, au

des meilleurs, le coût d'un décor tourne autour de 150 000 francs — des francs, oui, pas des dollars. Le jury qui accorde les bourses tient compte de la valeur artistique des

projets et de leur budget. Les auteurs répètent six semaines sans être payés, touchent environ 600 francs par représentation, et n'ont pas de droit aux allocations de chômage. Ils doivent être syndiqués ou bien obtenir une autorisation des syndicats. Tout est **libre** au théâtre. Le marché est plus ouvert au cinéma et à la télévision. Mais la plupart sont obligés d'avoir des jobs à côté. Nous forçons nous sur le modèle américain. Dans le style de jeu également, très marqué par le « stalinisme » de l'Actor's Studio. Comme parcut, la télévision a failli tuer le spectacle vivant. En

tout cas, elle a réveillé les gens. Nous avons trente-deux chaînes, dont certaines interactives, avec des émissions programmées pour que l'on puisse intervenir, comme avec un jeu vidéo. Dernièrement, le public a beïssé, la cause des prix des places. Il a été question de taxer les spectacles comme l'alcool et le tabac, il 27 %. Les protestations ont été unanimes, et le gouvernement a dû reculer.

« Ce que nous espérons ? Des échanges. Pas seulement des visites de festivals. Des projets commençant à se monter dans ce sens, qui tiennent sur la durée. Mais peut-être bien que notre hiver s'effraie les Européens. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

L'UNEDIC, premier mécène de France

De l'Odéon à Avignon, le conflit des intermittents du spectacle a mis en évidence les inéquités de toute une profession, attachée à son régime d'assurance-chômage. Mais, au-delà des motivations de principe pour la défense de la culture, les enjeux réels du dossier ont souvent été ignorés par les principaux intéressés.

Depuis qu'un accord est intervenu pour la reprise générale d'activité, le chômage dans la nuit du 17 au 18 juillet (le Monde date 19-20 juillet), les intermittents du spectacle ont enfin la confirmation de ce qui était dans l'ordinaire acquis, malgré les soupçons entretenus par le syndicat CGT. Leur système particulier d'indemnisation a pas été modifié et ne le sera pas avant le 30 septembre, date prévue dans le précédent accord du 5 décembre 1991 pour la révision des hautesse annexes à 10. Si les intermittents ont pour les aides complémentaires, leurs indemnités sont désormais soumises à une dégressivité, calculée en fonction de la durée de contribution.

Cela ne suffit sûrement pas à rassurer toute une profession qui, depuis trois ans, sait que le traitement spécifique dont elle bénéficie est fortement critiqué, voire menacé. Au sein de la commission spéciale constituée pour procéder à un examen, des propositions ont été exprimées qui limiteront nécessairement les avantages accordés jusqu'à présent. Tour à tour, M. Jean Kaspar (le Monde du 17 juillet), M. Martine Aubry et la CNFP ont d'ailleurs tracé des contours des règles futures qui pourraient être décidées.

dûs aux intempéries. Certes, personne ne nie que les interruptions du spectacle entraînent une réponse appropriée, les périodes d'inactivité pouvant être plus longues que celles de l'exercice effectif de leur profession. Tout le monde admet que ces risques sont aléatoires et, plus encore, que ces secteurs sont sans doute structurellement déficitaires, et donc économiques.

A chaque instant, la culture connaît le risque d'être évincée, et ce, par ceux qui, majoritairement, les intermédiaires sont faiblement indemnifiés. Malgré les avantages dont ils profitent, exceptionnels au regard du commun. Et, pour toutes ces raisons, les professionnels acceptent des dérogations. Mais, pour autant, est-il logique d'aboutir à un mode de fonctionnement qui fait de l'UNEDIC le premier mécène des arts et des lettres ?

Le décideur a quand on sait que selon des décomptes réalisés sur l'année 1991, les 537 millions de cotisations payées par les professions du spectacle correspondent à 2 350 millions de cotisations payées par le régime d'assurance-chômage.

Une situation à comparer aux 20 milliards de déficit cumulé sur les deux dernières années, pour 2,5 millions de chômeurs indemnisés, qui entraînent, on vient de le voir, l'augmentation des mesures d'économie et de réformes.

Une première clarification s'impose. Au-delà d'un certain seuil, définir, l'UNEDIC ne peut supporter seule le poids financier. À la fois

d'une profession aux modes de fonctionnement si particuliers, et l'équilibre économique d'une activité si hautement spécifique. Alimenter par les cotisations des salariés et des employeurs, les fonds de l'assurance chômage ne seraient-ils affectés pour une mission d'intérêt général ne devrait plutôt revenir à la collectivité nationale, et donc à l'impôt ? bonne logique, il faudrait admettre que la défense de l'ordre culturel et la protection des artistes font partie des obligations des pouvoirs publics, non des valeurs communes, et que ceux-ci doivent en assumer la charge. Les cotisations sont donc une forme de contribution à une tâche d'intérêt général ; mais parler des « tâches de sélection ou de reconnaissance, cela reviendrait à créer le label d'« artiste d'Etat ».

Dans la pratique, aussi, le système en vigueur révèle ses effets pervers qui ne font qu'ajouter à l'impersonnalité réciproque. Par la force de l'habitude, les intermittents vivent dans le dispositif un moyen de rémunération, une assistance avec un droit de tirage, quand les partenaires socialisent en termes de mutualisation d'un risque. De même, les employeurs du spectacle, à l'instar de ceux de la culture, ont leurs obligations et leurs budgets en tenant compte de l'apport des ASSÉDIC, alors que, droit, les allocations de chômage sauraient faire partie des éléments de gestion.

C'est ainsi que naissent des ex-
Les durées officielles de travail su-
concentrées et calculées dans
limite des 507 heures, la valeur d'
cachet pouvant être de 5,6 heures
de de 12 heures. Les représentati-
on les temps de tournage sero-
prises en compte, et pas les répé-

tion ou les repérages. Par suite, la valeur du salaire de référence annuel, qui détermine en pourcentage le montant de l'allocation versée. Or, plus, et dans un document interne, l'UNEDIC constate que, en additionnant les jours indemnisés et le nombre de jours en équivalence d'heures d'activité, on arrive « souvent », par ce moyen, à un total supérieur aux jours de l'année. Par exemple, « 5 cachets isolés, soit 660 heures d'affiliation, équivalent à 117 jours, alors que 310 jours auront pu être indemnisés dans l'année ».

Résumons, ou a vu se créer des officines qui proposent aux dirigeants d'entreprises de spectacles, dont la rétribution, d'«optimiser» les capacités fournies par l'UNEDIC. Souvent des employeurs ne versent pas les cotisations dues, et particulièrement les professionnels occasionnels qui sont les collectivités locales et autres organisateurs de manifestations étoniques. Enfin, et cela est mieux connu, la réglementation profite beaucoup aux vedettes, y compris à l'audiovisuel, dont les cachets royaux sont rassemblez.

Enfin, les salariés, les travailleurs sociaux, hors saison, entre deux tranches de chômage, font le

Mais ces velléités habiles de réglementation, qui ont abouti à un détournement des objectifs d'origine ont également des conséquences **néfastes** pour les professions libérales. L'abus de l'intermittence comme mode pour tous, employeurs et salariés, a provoqué une baisse de l'emploi stable et, de fait, « induit une aggravation de la précarité. Ce d'ailleurs en évoquant ces travers qu'un M^e Aubry, ministre du travail, a proposé l'ouverture de discussions sur les conditions de travail.

ALAIN LÉBAUDY

ALAIN LÉBAUBI

Mariages

- M. et M^{me} Jean RICHARDSON,
Le Fédéral OWHADI
et M^{me} OWHADI-RICHARDSON,
heureux d'annoncer à leurs
amis et amis le mariage de leur petit
fils,
OWHADI,
avec
M^{me} Valérie LEPÊTRE,
juillet 1992, à Montpellier.

Le **docteur Guillon**,
enseignant à la faculté de
médecine de Nantes,
mari,
deux enfants,
la famille,
de la part du docteur de
Colette GUILLON,
Hazard,
le 1^{er} juillet 1992, à
ans, l'espérance de
rection.
le religieux
ardi juillet, à 10 heures,
Saint-Nicolas

— Les **membres** Corréard,
M^{me} **de** Saint-Pierre,
présidente d'union de l'Association,
la formation E. Saint-Pierre-J. Co
réard,
Et tous les **membres** de l'association
(dont le but est de présenter les **membres**
pour réaliser l'unité intérieure et
pouvoir vivre dans l'Amour véritable)
le regret de l'absence part du rappel
Dieu le mercredi 8 juillet 1992 de

Jacqueline CORRÉARD,
qui, pendant 15 années, par ses écrits, ses cours, ses conseils, a été une véritable référence et d'un noir à nombreuses reprises.

Jacqueline Corrêard, les dimanches 26 juillet et 13 septembre, à 10 h 30, à l'église Saint-Joseph, Epinette.

Cette œuvre tient lieu de faire-part.

Association de la Résistance E. Saint
Pierre-J. Corréard,
94, rue des Moines,
75017 Paris.

- M^{me} Yves Decourt,
son épouse,
Marie et Clara,
ses filles,
M. et M^{me} Bernateis,
sa mère et son beau-père,
M. et M^{me} Decourt,
son père ■■■ belle-mère,
Jacques, Pierre, Michel, Gullian
et Juliette,
■■■ frères et sœurs ■■■
■■■ familles Decourt, Alexander
Boucaud, Pilaro, Gilli et Martinelli

DECOURT,
professeur ■ danse,

Le service religieux ■■■■■
lundi 27 juillet, à 15 h 45, en l'égl

L'inhumation aura lieu au cimetière nouveau de Saint-Germain-en-Laye dans la sépulture de famille.

41, rue ■■■ Fourqueux,
■■■■ Saint-Germain-en-Laye.

CARNET DU MONDE

**Renseignements :
40-65-29-94**

M. Georges CLÉMENT,
ancien élève de l'école polytechnique,
de l'ordre de Mérite
de guerre 1939-1945

La cérémonie religieuse a été célébrée à l'église de Rives, le samedi 15 h 30.

- Pierre-Frédéric BOYÉ

Que ceux qui l'ont pensent l

- Il y a [] le [] juillet 1989

François PIGEAUD

Quelqu'un qui l'ont connu

Comité : direction : Jacques Lescaume, gérant
Jacques Lemaire, président
Bruno Frappart
à la rédaction
Jacques Guie
à la gestion
Robert Jacobert
secrétaire général

Membres :
■ Colombians
■ jacksons au directeur
■ à la rédaction

Vues :
■ Jacques Malina
■ Thomas Ferenczi
■ Philippe ■
■ Jacques-François ■

Daniel ■
■ relations internationales

Autres directeurs :
■ Benne Mény (1962-1968)
■ Jacques Faroux (1968-1982)
■ Lawrence (1982-1986)
■ ■ (1986-1997)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE PALGIERUE
75001 PARIS CEDEX 15
TEL. 01 42 26 25 25
FAX 01 42 26 25 25
ADMINISTRATION
40-68 ZS 99
N° 100 000 000

ADMINISTRATION :
1. PLACE MURIEL BELLEVU-MÉNY
■ N° 100 000 000
■ SÉNIE CEDEX
■ 92100 CLAMART
Téléphone 48 30 00 10

كندا 24 جويلية

ÉCONOMIE

• Le Monde • Dimanche 26 - Lundi 27 juillet 1992 17

BILLET

Un format de compromis ?

Un seul satellite pour deux normes : le compromis qui s'ébauche actuellement pour la télévision directe sur le satellite Télécop 2A prend des allures de cohabitation. Un « bouquet » de sept chaînes thématiques du câble (jeunesse, sport, documentaire, etc.) parrainé par Canal + serait exploité en Secam, la norme terrestre actuelle. En échange, Canal + participerait à la mise en place de plusieurs chaînes diffusées en D2 MAC, et au nouveau format d'écran 16/9 que seule cette norme autorise.

Les partisans de ce compromis - qui suppose encore des accords complexes sur la répartition de la facture, et sur les engagements réciproques - y voient le moins mauvais moyen de sortir de l'impasse actuelle et d'accélérer la pénétration de ce format du futur. Pour eux, peu importe la norme, c'est le format qui compte, qui créera le marché et fera vendre des téléviseurs fabriqués par Philips ou Thomson. Et si d'aventure la stratégie européenne vers la télévision haute définition s'affaiblissait, ces téléviseurs 16/9 pourraient toujours s'adapter à d'autres normes, qu'il s'agisse du PAL-Plus terrestre allemand ou des futures normes numériques en chantier aux États-Unis.

Ainsi présenté comme une façon de ne pas léser l'avenir, ce compromis serait aussi une façon de ne pas s'aliéner Canal +, dont l'expérience en matière de programmes est vitale. Les dirigeants de la chaîne cryptée ne cachent plus leurs doutes sur l'avenir du D2 MAC, très critiqué hors de France. Il est vrai que les trois « piliers » de la politique européenne d'évolution progressive sont fragiles : une directive qui ne prend vraiment effet qu'en 1995, un « memorandum of understanding » qui ne contraint pas juridiquement ses signataires professionnels, un plan de soutien communautaire encore sans crédits.

Mais la diffusion en Secam a pour Canal + d'autres avantages que de limiter le risque technologique. En y associant ses propres décodeurs Synter, la chaîne cryptée limite aussi son risque commercial. En ajoutant le contrôle des chaînes payantes par satellite à sa concession de service public terrestre, Canal + conforte une position de « guichetier » de la télévision payante qui restera quasi inébranlable même quand la concurrence s'ouvrira sur ce marché, vraisemblablement grâce au câble.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Commandes de biens durables : hausse de 2,3 % en juin. - Les commandes de biens durables aux entreprises américaines ont fait un bond de 2,3 % en juin, effaçant la baisse de 2,2 % accusée en mai (chiffre révisé), a annoncé, vendredi 24 juillet, le département du commerce. Les experts tablaient plutôt sur une hausse de 1 %.

FRANCE

• Consommation : légère baisse en juin. - La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé légèrement en juin (de 0,4 %), chiffre égal au recul de mai. Dans le secteur des biens durables, la consommation progresse d'environ 1,7 % en raison de la reprise de la radio-télé-télévisé. Dans l'habillement, elle baisse fortement pour le deuxième mois consécutif (-3,8 %, après -2,7 % en mai).

La recrudescence des faillites

La loi sur les défaillances d'entreprises est accusée d'avoir des « effets pervers »

Le nombre de mises en redressement judiciaire a progressé de 31 % au premier semestre à Paris pour un passif en hausse de 50 %. Des voix s'élevaient, de plus en plus nombreuses, pour dénoncer « les effets pervers » de la loi Badinter de 1985 sur les défaillances d'entreprises.

Les juges du tribunal de commerce de Paris ont pris sous une avalanche de faillites d'entreprises : il y a quelques jours, pour la première fois, ils ont enregistré 100 déclarations de cessations de paiement en une seule matinée. Au premier semestre, le tribunal a mis 2 683 entreprises en redressement judiciaire, soit 31 % de plus qu'au cours des six premiers mois de 1991. Dans le même temps, le montant des passifs a augmenté de 50 % (compte non tenu de la Cinq). Le passif moyen, qui était de 800 000 francs il y a encore deux ans, atteint désormais 2 millions de francs.

Face à cette explosion, les milieux patronaux et bancaires font pression sur la chancellerie pour obtenir une modification de la loi Badinter de 1985 sur les défaillances d'entreprises, accusée d'avoir des « effets pervers » (Le Monde du 16 mai). Depuis 1970, le nombre de défaillances progresse sur un rythme de 10,3 % l'an en France. Mais, depuis cinq ans, le mouvement s'accroît (13,3 % de hausse par an). Sur la France entière, 52 965 entreprises ont déposé leur bilan l'an passé, à comparer avec 28 202 en 1986 et... 8 979 en 1973.

Ces chiffres alarmistes doivent être relativisés par l'accroissement du nombre d'entreprises (de 1 % à 1,5 % l'an depuis 1973). En outre, le taux de défaillance (nombre de défaillances/nombre d'entreprises) s'est élevé à 1,64 % en 1991 contre 0,97 % en 1986 et 0,35 % en 1973. Ce qui place la France en tête des pays développés (0,9 % en Grande-Bretagne, 0,5 % aux États-Unis, 0,4 % en Allemagne, statistiques à manier avec prudence vu l'hétérogénéité des données). Analysant les causes de ces évolutions en France, mercredi 22 juillet, la BNP avance plusieurs hypothèses, mais conclut, elle aussi, à une remise en cause de la loi de 1985 : « Au total, les nouvelles dispositions juridiques des années 1984-1985 expliqueraient environ la moitié de la progression du nombre de défaillances de 1986 à 1991 (14 000 sur une progression totale de 26 540). »

Les causes structurelles

En effet, la BNP réfute l'argument selon lequel la grande cause des défaillances est la fragilité financière des entreprises. Selon elle, ce critère a été valable jusqu'en 1984 seulement. Depuis, la relation de cause à effet est plus incertaine. Elle cite également les cycles conjoncturels, qui n'ont qu'une « influence limitée », privilégiant au contraire les composantes structurelles.

Ainsi, elle note que le dépôt de bilan devient « un recours en voie de banalisation » : le chef d'entreprise répugnerait moins que par le passé à y recourir car « l'opprobre autrefois attaché à la faillite s'est atténué ». La nouvelle législation a rendu sa situation personnelle « beaucoup moins inconfortable » : il « conserve ses pouvoirs à proportion inverse de ceux de l'administrateur pendant la période de la procédure », alors qu'auparavant il était soit déseigné, soit assisté d'un syndic ; « Les sommes ou les biens récupérés pendant la période suspecte (NDLR : d'observation) sont affectés à la trésorerie de l'entreprise et non plus à la masse des créanciers qui ne possèdent plus la personnalité morale » ; « Les créances sont éteintes, payées ou non payées, à l'issue de la procédure ». Finalement, « il n'y a plus de poursuite possible des créanciers contre le chef d'entreprise, sauf fraude ou faillite ».

■ Deux membres de la CDCA interpellés à Périgueux. - Deux membres de la Confédération de défense des commerçants et artisans (CDCA), scissionniste du CID-Unati, jugé trop mou, ont été interpellés dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 juillet à Périgueux, à la suite de dégradation commises au siège de la CORPA (Caisse organique de retraite du Périgord-Agenais). Selon la police, environ 150 manifestants, de retour de Clermont-Ferrand, ont fracturé la porte d'entrée de la CORPA, renversé du matériel informatique, dégradé locaux intérieurs et brûlé des dossiers de retraite.

personnelle». Résultat : alors qu'avant 1986 le redressement judiciaire intervenait rarement sur dépôt de bilan du dirigeant, c'était le cas pour 56 % d'entre eux en 1989.

Est remise en cause aussi la grande vogue de la création d'entreprise, grand mythe du milieu des années 80 encouragé à coups d'avantages fiscaux. Ceux-ci, explique la BNP, « élèvent artificiellement et provisoirement la rentabilité » de l'entreprise nouvelle qui tombe de haut une fois passée cette période euphorique. Le taux de mortalité des jeunes entreprises s'en trouve élevé de deux à cinq ans. Ces entreprises nouvelles sont extrêmement fragiles : dans leurs deux et trois premières années d'existence, le taux de disparition culmine à 4,04 % contre une moyenne de 1,47 %.

La poussée actuelle des faillites reflète ce phénomène : « Au cours de la période 1984-1989, les créations nouvelles ont fortement progressé. Cette évolution a été à l'origine d'une augmentation des défaillances de 1986 à 1991 plus importante que ne l'indique la tendance pluri-décennale. » La BNP estime que le flux de surdéfaillances qui en a résulté a évolué entre un minimum de 13 500 en 1985 et un maximum de 18 300 en 1991, soit une hausse de 4 800 représentant près d'un cinquième de la progression des défaillances au

cours de cette période. Néanmoins, la mode du « tous chefs d'entreprise » est passée et le nombre de créations baisse (on est passé de 224 000 en 1989 à 189 000 en 1991). En conséquence, l'impact sur le nombre de faillites devrait s'atténuer.

Dernier facteur expliquant le boom actuel, les délais de paiement en France. La BNP rappelle une étude récente de l'UFB-Localba selon laquelle un cinquième des faillites provient de la défaillance des clients et celles du CEPME, un dixième.

Finalement, les services d'études de la banque prévoient une nouvelle progression des défaillances de 10 % en 1992, inférieure à ce que constate le tribunal de commerce de Paris pour les six premiers mois. Sur l'ensemble du territoire, leur nombre a accusé une hausse de 17,1 % au premier trimestre (comparé aux trois premiers mois de 1991) et de 8,1 % sur la moyenne de 1991. L'an prochain, la combinaison de l'amélioration de la solvabilité et le recul des surdéfaillances des jeunes entreprises devrait entraîner un ralentissement des faillites. En concluant pourtant que « la persistance de la tendance empêcherait toute stabilisation ».

FRANÇOISE VAYSSÉ

Le gouvernement néerlandais ayant donné son feu vert

Accord à l'arraché pour la reprise de Fokker par Dasa

LA HAYE

de notre correspondante

Après cinq mois de négociations difficiles, la reprise par le complexe industriel allemand Dasa (Deutsche Aerospace) du fabricant d'avions néerlandais Fokker semblait, vendredi 24 juillet, avoir trouvé une issue définitive. Les négociations avaient pourtant failli échouer à la mi-juillet alors que l'État néerlandais, qui possède 31,6 % des actions de Fokker et se trouve ainsi être le plus gros actionnaire de l'entreprise, avait intervenu pour déclarer que le plan d'accord jusqu'à présent établi était insuffisant. Le premier ministre, M. Ruud Lubbers, avait lui-même laissé entendre, le 14 juillet, que sans une amélioration de l'accord le gouvernement s'opposait à la fusion, ce qui avait provoqué de vives critiques de la part de Dasa.

Le nouvel accord de principe sur lequel les trois parties ont mis fin aux négociations, le 24 juillet, a sensiblement amélioré la position de Fokker au sein du futur conglomérat européen d'entreprises d'aviation. Si Dasa obtient 51 % des actions de Fokker, l'État néerlandais pour sa part, grâce à un fonds d'aide financière, gardera une influence sur les décisions importantes concernant le développement de Fokker. Aussi, 49 % de la valeur ajoutée des avions de 65 à 130 sièges fabriqués par Fokker seront versés au compte de l'entreprise néerlandaise. Les activités d'as-

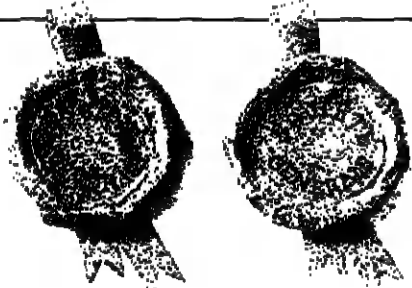
semblage de ces avions, actuellement fabriqués par Fokker, resteront aux Pays-Bas. Mais les Néerlandais n'ont pu obtenir de garanties en ce qui concerne le turbopropulseur Fokker 50 qui devra subir la concurrence d'appareils semblables de l'Aérospatiale et Alenia, qui font, elles aussi, partie du holding. Enfin, le droit de veto de huit ans sur les décisions importantes concernant Fokker, auquel le gouvernement néerlandais tenait tant, a, devant le refus catégorique du président de Dasa, été rabaisé à trois ans. Le prix de la reprise n'a pas encore été fixé, mais il est probable qu'il tournera autour de 3 milliards de francs. - (Hollande)

■ Land Travel en liquidation. - La compagnie britannique Land Travel, spécialiste des voyages en bus sur le continent (notamment en Autriche et en France), a été placée en liquidation vendredi 24 juillet, cinquante mille personnes environ, qui ont déjà réservé leurs vacances, tentent de retrouver leurs fonds. Deux mille cinq cents voyageurs, déjà sur le continent, essayaient de rentrer chez eux vendredi soir, une fois connue la liquidation. Land Travel, basée à Bath (sud-est du pays) n'est pas membre de l'association des agents de voyages britanniques et les touristes bloqués à l'étranger n'ont aucun recours, à présent un porte-parole de cette association.

Reservez dès maintenant

QUANTOR.

POUR VOTRE P.E.A., UNE GAMME DE PLACEMENTS QUI VOUS PERMET DE DOSER PERFORMANCE ET PROTECTION DU CAPITAL. DE TOUTE FAÇON, NOUS NOUS ENGAGEONS SUR LES DEUX.



Demain, avec le lancement du Plan d'Épargne en Actions (P.E.A.), vous pourrez investir en actions françaises dans un cadre fiscal très avantageux.

Dès aujourd'hui, la Société Générale lance Quantor, pour vous permettre de construire un P.E.A. répondant à vos objectifs de performance et de sécurité.

Avec la gamme Quantor, votre P.E.A. complètera davantage :

• D'avantage parce qu'avec les placements Quantor, la Société Générale s'engage doublement : sur une performance indexée sur la hausse de la Bourse (mesurée par l'indice CAC 40) et sur la protection de votre capital en cas de baisse.

• D'avantage aussi puisque c'est vous qui dosez le dynamisme de votre P.E.A. en choisissant ou en panachant, selon vos objectifs, Quantor Sécurité, Quantor Équilibre et Quantor Performance.

Vous bénéficiez des avantages liés à ces fonds sur votre capital d'origine, hors droits d'entrée, dès la fin de la 5^e année, puis à tout moment et à votre convenance jusqu'à la fin de la 8^e année.

Votre P.E.A. peut aussi accueillir des investissements directs en actions françaises, en Sicav et FCP actions... Renseignez-vous auprès de l'un de nos conseillers.

Pour être sûr de profiter des conditions actuelles de la gamme Quantor, réservez dès maintenant votre P.E.A. dans l'une de nos agences.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

ÉCONOMIE

Pour se protéger
contre les OPA rampantes

BSN va limiter les droits de vote de ses actionnaires

Le conseil d'administration de BSN, numéro un de l'agroalimentaire français, soumettra à une assemblée générale extraordinaire, en septembre, une modification des statuts, aux termes de laquelle un actionnaire ne pourra exercer en assemblée plus de 6 % du total des droits de vote s'il détient des actions à vote simple, et 12 % pour tenir compte des votes doubles. Cette disposition viserait à empêcher un actionnaire de détenir au moins 90 % du capital.

En clair, cela veut dire que M. Antoine Riboud, président et fondateur de BSN, anxieux de sauvegarder l'indépendance de cette « cathédrale », estime maintenant que le danger des offres publiques d'achat (OPA) a changé. Il y a dix ans, le groupe valait 17 milliards de francs en Bourse, était donc vulnérable à une OPA totale, et M. Riboud avait créé Gemofim, un « club des amis de BSN » prêt à intervenir pour souscrire 20 % du capital, en riposte à une attaque extérieure. Aujourd'hui, le même groupe vaut 66 milliards de francs et un attaquant devrait payer près de 100 milliards de francs pour réussir : c'est beaucoup... Mais pour utiliser cette potentialité exceptionnelle que représente, pour un groupe mondial, BSN, véritable « porte » de l'Europe agroalimentaire, il suffit de lancer une OPA rampante avec l'acquisition de 15 % à 20 % du capital, suffisants pour devenir un « actionnaire de référence » et imposer ses vues.

D'où la modification des statuts qui interdira ce genre d'OPA, à l'imitation des mesures analogues prises chez Lafarge, Alcatel-Alsthom, en accord avec l'article 177 de la loi sur les sociétés et avec l'agrément de la Commission des opérations de Bourse. Selon l'originalité, la clause échappatoire des 90 % dans une seule main, qui autorise l'OPA totale.

F. R.

M. Marc Brailion affirme avoir vendu le groupe RMO

M. Marc Brailion jette l'éponge. Pressé par la levée de la caution de son pool bancaire, le patron du groupe d'intérim grenoblois RMO s'est résigné à céder la totalité de ses parts. Il vient d'annoncer avoir signé un protocole de vente de RMO avec un repreneur dont il n'a pas révélé l'identité. Il s'agit d'une société de service française extérieure au secteur du travail temporaire.

Cette cession n'est pas encore effective. Plusieurs réserves figurent dans le protocole de vente. La transaction doit aussi recevoir l'avis des banques. Ces dernières sembleraient disposées à couvrir les salaires de juillet des 14 000 intérimaires de RMO, a indiqué M. Brailion. Numéro cinq du travail temporaire en France, RMO a terminé son exercice 1991 sur une perte de 61 millions de francs pour un chiffre d'affaires consolidé dans l'intérêt de 1,93 milliards de francs. Surtout, les fonds propres du holding RMO SA ne s'élevaient plus qu'à 14 millions de francs.

M. Brailion avait évoqué à plusieurs reprises (le Monde des 20 mars et 22 juillet) l'arrivée de mystérieux investisseurs basés à Luxembourg et à Londres dans le capital de RMO SA dont il est resté l'unique actionnaire. Dans un communiqué, jeudi 23 juillet, la fédération CFDT des services, jugeant la situation « scandaleuse », réclame la mise en œuvre de la garantie financière pour les intérimaires et les salariés de RMO qui n'ont pas été payés.

Paribas : appel à la grève pour le 27 juillet. L'intersyndicale CFDT, CFSC, FO et SNB-CGC a lancé un appel, vendredi 24 juillet, pour une grève de l'ensemble du personnel des agences de la banque Paribas, le 27 juillet. Elle entend ainsi protester contre le plan social présenté par la direction, et qui sera examiné par le comité central d'entreprise le 28 juillet. Selon elle, ce plan « ne permet pas d'éviter les licenciements ». L'intersyndicale voudrait que soient réellement favorisés « les congés créés d'emprunt pour tous et les congés de conversion », et assure que « ces deux mesures garantissent le retour en cas d'échec, dans un délai qui permettrait que des postes soient devenus vacants ».

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 20 AU 24 JUILLET 1992

PARIS

Les illusions perdues

INDICE CAC 40

- 3,77%

Les semaines se suivent et se ressemblent à la Bourse de Paris dont le ressort semble bel et bien cassé. En moins de deux mois, les valeurs françaises ont effacé l'ensemble des gains accumulés au cours du premier trimestre. Et après une nouvelle baisse de l'indice CAC 40 d'un vendredi à l'autre de 3,77 %, la place française affiche depuis le début de l'année un recul de 1,76 %.

Les espoirs de reprise de la croissance économique, d'amélioration de la rentabilité des entreprises et de baisse des taux d'intérêt, se sont envolés les uns après les autres. Si la première semaine avait pu donner l'illusion d'une reprise de l'activité aux Etats-Unis et en Europe, la quasi-stagnation des derniers mois a mis un terme à toutes les prévisions optimistes. « Le marché a perdu toutes ses illusions », explique un gestionnaire de fonds. « Il en est devenu sans consistance, friable à force d'attendre un soutien qui ne vient de nulle part, ni des marchés de taux, ni de Wall Street et encore moins de Tokyo », ajoute-t-il.

Conséquence, la liquidation du mois boursier de juillet, qui est intervenue le vendredi 24, est une des plus mauvaises des deux dernières années avec une perte de 8,50 %. Il faut remonter au mois d'août 1990 et à l'invasion du Koweït par l'Irak pour trouver une liquidation plus délavable avec, il est vrai, un plongeon de près de 22 %.

Le coup de grâce a, en fait, été porté à la Bourse de Paris en fin de semaine dernière par la décision prise le 18 juillet par la Bundesbank de relever son taux d'escompte. « C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », estime un banquier. Passé le moment de surprise initial, l'ensemble des marchés, de changes, de taux et d'actions, ont brutalement accusé le coup. Car la hausse des taux allemands a deux conséquences : elle réduit à néant tout espoir de baisse rapide du loyer de l'argent en Europe et en France, de fait elle éloigne encore un peu

plus une reprise économique qui joue les Ariéziennes.

Enfin, les incertitudes politiques, aux Etats-Unis sur les résultats de l'élection présidentielle et en France avec le référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht, sont venues brouiller un peu plus les anticipations des investisseurs.

Scénario catastrophique

Dans un tel contexte, la séance du lundi 20 juillet a commencé comme un scénario catastrophe. Dans la foulée des baisses du vendredi 17 juillet, l'ensemble des places financières a continué à réagir brutalement à la hausse des taux allemands. En début de journée, certains professionnels ont été jusqu'à évoquer une « psychose de krach », Paris, à l'image de l'ensemble des marchés européens et asiatiques, a perdu au plus fort de la tempête 3,7 %, il a fallu une intervention massive des banques centrales pour soutenir le dollar pour que les Bourses se redressent. Après un ultime sursaut, le marché parisien limitait ses pertes en clôture à 1,88 %.

Le lendemain, mardi 21 juillet, la Bourse a tenté de retrouver ses esprits dans un environnement international redevenu plus calme. Mais une extrême prudence était toujours de mise et, après avoir ouvert en hausse, le marché est reparti à la baisse, victime du faible volume des transactions, d'opérations d'arbitrage avec l'indice et de la défiance de petits actionnaires. En clôture, la perte s'établissait à 0,30 %.

Après la relative accalmie de mardi, le mercredi 22 juillet s'est de nouveau traduit par de fortes baisses et de mauvaises nouvelles. A commencer par le relèvement du taux d'intervention de la banque d'Espagne (de 12,45 % à 12,75 %) et l'annonce d'une progression de la masse monétaire allemande de 8,7 % en juin. Une confirmation que la croissance monétaire outre-Rhin reste très supérieure aux objectifs de la Bundesbank de 5,5 % sur l'année. Après

s'être maintenu autour de 1 % de repli en début de séance, le CAC 40 a cédé jusqu'à 2,34 % avant de se reprendre un peu et d'abandonner 2 % en fin de journée.

Jeudi 23 juillet, la reprise technique tant attendue se produisait enfin et, à l'issue d'une journée indécise, l'indice CAC 40 parvenait à gagner 0,41 %, après sept séances consécutives de baisse. Pas de quoi provoquer pour autant, cette petite hausse était essentiellement la conséquence d'arbitrages à la veille de la liquidation du mois boursier de juillet. Les déclarations optimistes faites la veille par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, sur RTL, ne semblaient pas avoir eu beaucoup d'influence sur les boursiers. M. Bérégovoy avait notamment appelé « les responsables des marchés financiers au sang-froid, car la situation économique de la France est saine ». « Il n'y a aucune raison pour que la Bourse baisse et pour que nous ne trouvions pas dans les mois qui viennent les moyens à nouveau d'agir sur les taux d'intérêt, compte tenu de nos performances économiques », avait-il ajouté.

Pour la dernière séance de la semaine, vendredi 24 juillet, la Bourse de Paris réussissait à nouveau à limiter la casse et, après avoir été en baisse tout au long de la journée, terminait inchangée en clôture. Une relative performance compte tenu de l'annonce de la baisse de 0,4 % en juin en France de la consommation des ménages et de la confirmation de l'inertie de l'activité économique.

A noter enfin que la BNP a déposé un projet d'offre publique d'achat (OPA) sur les actions de la Compagnie du crédit universel dont elle détient actuellement 92 % du capital. Le prix proposé est de 430 francs par action. Ces actions sont négociées sur le marché au comptant de la Bourse de Paris. La société Financière Saint Dominique a également déposé un projet d'OPA sur les actions de la société Initiative et Finance, cotée au second marché, au prix unitaire de 145 francs.

ERIC LESER

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 juillet 1992
Nombre de contrats : 208 794 environ

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93
Premier.....	106,18	106,42	106,82	
+ haut.....	106,16	106,46	106,82	106,90
+ bas.....	105,56	105,88	106,30	106,90
Dernier.....	105,66	105,98	106,40	106,90
Compensation.....	105,66	105,98	106,40	106,82

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	17-7-92	20-7-92	21-7-92	22-7-92	23-7-92
RM.....	2 819 811	2 746 326	1 859 941	3 881 002	2 980 914
Comptant.....	9 323 869	21 820 762	23 312 014	13 161 421	13 176 552
R. et obl. Actions.....	148 256	104 747	115 482	90 668	932 338
Total.....	12 291 936	24 671 835	25 287 437	17 133 091	17 089 804

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	105,8	102,1	102	100,3	100,7
Françaises.....	105,8	102,1	102	100,3	100,7
Etrangères.....	104	93,1	94,2	92,7	92,3

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	20-7-92	21-7-92	22-7-92	23-7-92	24-7-92
Indice gén.....	486,6	484,7	481,5	476,9	476,4

(base 100, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40.....	1 767,90	1 762,67	1 727,49	1 734,56	1 734,62
--------------------	----------	----------	----------	----------	----------

Le Monde DOSSIERS

FRAUDES, ESCROQUERIES, SUPERCHERIES

« Les clés de l'info »

Au sommaire : la protection du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe des Sept, le drame de la Bosnie...

TOKYO

Au plus bas depuis six ans

INDICE NIKKEI

- 6,3%

La Bourse de Tokyo a plongé cette semaine à son niveau le plus bas depuis le 17 avril 1986, alors que persistaient les craintes d'une nouvelle dégradation des bénéfices des sociétés durant le second semestre de l'année fiscale en cours.

L'indice Nikkei a fini la semaine à 15 497,79 points, cédant 1 050,28 points, soit un recul de 6,3 % par rapport à la semaine précédente, où le Nikkei avait perdu 235,65 points. Le marché est resté extrêmement instable, le Nikkei passant deux fois cette semaine au-dessus et en-dessous de la barre des 16 000 points.

Selon un opérateur du Crédit Lyonnais Securities Japan, « ce plongeon de la Bourse est dû principalement à la faible croissance de la masse monétaire et aux sombres perspectives - bien qu'attendues - de bénéfices des sociétés lors du second semestre de l'année fiscale en cours ».

Déjà choquée par l'annonce, le 17 juillet, de la progression de 0,9 % de la masse monétaire en juin par rapport à juin 1991 (contre une hausse de 1,1 % en mai), la Bourse de Tokyo a plongé, lundi 20 juillet, de 4 % en réaction à la déprime générale sur les taux d'intérêt au niveau international, après la hausse du taux d'escompte allemand. Les perspec-

tives hésitantes sur la croissance économique, tant au Japon qu'aux Etats-Unis, ont également renforcé la morosité des investisseurs. Reprise mardi, dans un marché à la recherche de bonnes affaires (+0,74 %), l'amélioration de courte durée puisque le Nikkei chutait mercredi de 2,9 %, atteignant son plus bas niveau depuis six ans et trois mois.

Nouveau rebond jeudi, où l'indice clôturait en hausse de 3,2 %. Selon les opérateurs, les investisseurs ont été encouragés par les propos du premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, selon lesquels le gouvernement et le Parti libéral au pouvoir (PLD) vont tenir une réunion d'urgence pour discuter des moyens de soutenir la Bourse. Le marché a enregistré une nouvelle baisse vendredi (-3,4 %), indifférent aux mesures qu'allait prendre le gouvernement lors de la réunion d'urgence qui devait se tenir. Indices du 24 juillet : Nikkei, 17 497,79 (c. 16 548,07) ; Topix, 1 204,55 (c. 1 271,10).

	Cours 17 juil.	Cours 24 juil.
Ajinomoto.....	1 270	1 140
BridgeStone.....	1 120	1 090
Canon.....	1 330	1 260
Fuji Bank.....	1 370	1 270
Honda Motors.....	1 300	1 150
Mitsubishi Electric.....	1 300	1 200
Mitsubishi Heavy.....	540	505
Sony Corp.....	4 100	3 850
Toyota Motors.....	1 500	1 418

NEW-YORK

Une certaine résistance

INDICE DOW JONES

- 1,38%

Le recul des Bourses européennes et japonaise, déclenché par la hausse des taux d'intérêt allemands et la faiblesse de l'activité économique dans les principaux pays industrialisés, ont donné le ton à Wall Street cette semaine. Si la grande Bourse new-yorkaise a plutôt mieux résisté à l'accumulation de mauvaises nouvelles que la plupart des autres places financières, l'indice Dow Jones s'inscrit tout de même vendredi à 2 285,71 points, en baisse de 45,93 points (1,38 %) d'une semaine sur l'autre.

La hausse du taux d'escompte allemand il y a une semaine, qui a pesé sur le dollar, a également déstabilisé Wall Street, mais l'intervention concertée des banques centrales pour soutenir le billet vert lui a permis de se remettre progressivement.

Les incertitudes sur l'issue de l'élection présidentielle américaine, quelque peu apaisées par le retrait de M. Ross Perot de la campagne, ont tout de même contribué à inciter les investisseurs à la prudence. Ils ne semblent pas d'ailleurs avoir beaucoup réagi au discours,

devant la commission bancaire du Sénat, de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, qui a déclaré que la reprise de l'économie américaine sera modeste dans les prochains mois, tout en étant suffisante pour faire baisser significativement le chômage en 1993.

Indice Dow Jones du 24 juillet : 2 285,71 (c. 2 331,64).

	Cours 17 juil.	Cours 24 juil.
Alcoa.....	73 3/4	72 1/4
AT&T.....	44 1/2	43 1/8
Bell.....	40 1/4	39 3/4
Chase Man. Bank.....	26 3/8	25
De Post de Houston.....	49 5/8	49 1/8
Eastman Kodak.....	42 1/8	41 5/8
Exxon.....	62 1/8	62 3/8
Ford.....	44 3/4	44
General Electric.....	77 1/2	74 3/4
General Motors.....	40 3/4	39 1/4
Goodyear.....	65 3/4	63
IBM.....	95	92 5/8
ITT.....	64 3/4	65
Mobil Oil.....	63 7/8	64
Pfizer.....	76 3/4	75 3/8
Schlumberger.....	62 5/8	63 7/8
Toshiba.....	63 1/8	63 3/8
UAI Corp. (ex-Allegis).....	116 1/8	111 1/8
Union Carbide.....	12 7/8	13 3/4
United Tech.....	61	57 7/8
Westinghouse.....	17 1/8	16 3/8
Xerox Corp.....	71 3/8	72 1/2

LONDRES

Nouveau recul

- 2,2 %

La Bourse de Londres a désormais effacé tous les gains réalisés depuis le début de l'année, reculant pour la neuvième semaine consécutive dans un climat d'incertitude sur l'état de l'économie britannique et de montée des tensions internationales en ex-URSS et l'Irak. Sans compter les autres facteurs d'inquiétude, avec, d'un côté, les conséquences du relèvement du taux d'escompte allemand et, de l'autre, la chute record de la Bourse de Tokyo.

Du coup, l'indice a évolué en dents de scie tout au long de la semaine. L'indice Footsie des cent valeurs principales recule finalement de 2,2 % sur la semaine, perdant 54,7 points pour terminer à 2 377,2 points, son niveau le plus bas depuis le 23 décembre 1991.

Indices « FT » du 24 juillet : 100 valeurs 2 377,20 (c. 2 431,90) ; 30 valeurs 1 789,10 (c. 1 852,10) ; mines d'or 93,10 (c. 94,00) ; fonds d'Etat 89,19 (c. 89,33).

	Cours 17 juil.	Cours 24 juil.
Allied Lyons.....	6,15	6,13
BP.....	1,99	2,06
BTR.....	4,44	4,22
Cadbury.....	4,88	4,65
De Beers.....	11,12	11,12
Glaxo.....	5,28	5,03
GUS.....	19,63	19,63
ICI.....	11,57	10,94
Reuters.....	11,65	10,07
RTZ.....	5,45	5,47
Shell.....	4,71	4,59
Unilever.....	9,48	9,28

FRANCFORT

Fort chute

- 5,42 %

A l'image de la plupart des places financières mondiales, la Bourse de Francfort a beaucoup souffert cette semaine, perdant plus de 3 % en cinq jours, en réaction à la hausse de taux directeur allemand et à la chute du dollar. L'indice DAX a terminé la semaine à 1 610,42 points, en recul de 5,42 % par rapport à vendredi dernier et l'indice Commerzbank a reculé, lui, de 6 %, à 1 807,27 points.

Le marché a particulièrement souffert lundi, alors que le dollar froissait son niveau record à la baisse, en dessous de 1,45 mark. Le DAX a ainsi perdu 3,11 % en une seule séance.

Après la forte baisse des cours des derniers jours, la banque West LB s'attend à une réaction technique à la hausse. Les valeurs classiques, comme les industrielles, particulièrement mises sous pression, devraient profiter de la reprise.

Indice DAX du 24 juillet : 1 610,42 points (c. 1 702,66).

	Cours 17 juil.	Cours 24 juil.
ARL.....	184,50	173,50
BASF.....	231,50	213,10
Bayer.....	273,50	259,40
Commerzbank.....	251	238
Deutschebank.....	483	442,50
Hochtief.....	245	225,50
Karstadt.....	613	584,00
Mannesmann.....	282,30	271
Siemens.....	649,10	621,50
Volkswagen.....	371	348,00

150 000 000

24 de 150

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La situation s'aggrave

La situation s'est considérablement aggravée ces derniers jours sur le marché international des capitaux. Le compartiment de l'économie a subi une crise si profonde que d'aucuns craignent qu'il ne s'en remette jamais vraiment. Il n'est en tout cas pas question d'y mettre, pour l'instant, de nouveaux emprunts, pas plus d'ailleurs qu'en lire ou en pesetas. Les banques ont beau faire valoir la montée impressionnante du niveau de l'intérêt des emprunts libellés dans ces monnaies, elles ne réussissent pas à allécher les investisseurs. Ceux-ci, déçus par les incertitudes de la construction européenne, retrouvent de vieux réflexes et se tournent vers des solutions moins rémunératrices, mais qu'ils jugent plus sûres. Le deutchmark, en particulier, figure parmi les monnaies de placement les moins affectées par les difficultés du moment. Cette devise bénéficie d'ailleurs d'une publicité nouvelle que lui fournissent certains des plus prestigieux emprunteurs du monde.

Deux organisations supranationales, dont le crédit est particulièrement apprécié, viennent de faire part de leurs intentions de lever des fonds en marks. La Banque mondiale envisage de lancer un emprunt de type planétaire dont les caractéristiques lui permettront de se placer sur tous les continents à la fois. De telles opérations ont déjà été émises en dollars et en yen, mais aucune n'a encore vu le jour dans une monnaie européenne. De son côté, la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) a décidé d'ajouter le mark à la liste des devises dans laquelle elle pourra émettre des titres de créances ou des obligations dans le cadre d'un programme de bons à moyen terme. Ce n'est pas un hasard si ces projets sont dévoilés actuellement. L'accès au marché allemand des capitaux va être facilité au début du mois prochain grâce à différentes mesures de libéralisation prises par la Banque centrale de Francfort.

Le compartiment de l'eurofranc français ne dispose, malheureusement, d'aucun appui nouveau de nature technique qui pourrait attirer l'attention sur lui et l'aider à surmonter ces difficultés qui, pour l'essentiel, sont dues à l'incertitude suscitée par le référendum du 20 septembre. Le ton était si négatif qu'aucune nouvelle euro-emis-

sion n'a vu le jour durant la semaine qui vient de s'achever. Pour ce qui est des emprunteurs français, il n'y a guère eu qu'une société du groupe Peugeot à solliciter un marché étranger ces derniers jours. L'opération, d'un montant de 500 millions de francs luxembourgeois, est d'une durée assez courte, d'un peu plus de trois ans, ce qui a contribué à sa réussite. L'emprunt est placé sous la direction du Crédit européen, qui en a arrêté les conditions de façon à procurer aux investisseurs un rendement de 8,72 % l'an. Les obligations, libellées en francs luxembourgeois, sont normalement acquises par des particuliers qui font confiance aux signatures qui leur sont familières et qui, dans la conjoncture actuelle, ne sont pas prêts à s'engager à long terme.

France Télécom en évidence

Un autre débiteur français vient de se mettre en évidence : France Télécom, dont la dernière transaction en francs suisses a été introduite en Bourse vendredi 24 juillet. Le prix auquel les obligations se sont négociées dans les premiers échanges correspond à un rendement de 7,01 %. Les spécialistes n'ont pas manqué de comparer ce taux à celui de 7,11 % que rapportait alors le dernier emprunt de la Confédération suisse, une affaire de 500 millions de francs d'une durée de neuf ans. La comparaison est certes très floue pour le débiteur français, dont c'était le premier emprunt étranger, mais, d'une façon générale, les spécialistes voient dans ce succès la marque d'une possible renaissance du compartiment suisse. Ce dernier a été une des grandes victimes des projets d'Union économique et monétaire en Europe, qui font attendre une convergence des taux de rendement liée aux différents devises de notre continent. Comme les taux suisses sont plus bas que les autres, beaucoup considéraient qu'ils ne pouvaient que monter pour rejoindre ceux du mark. Cette perspective apparaît actuellement moins précise qu'il y a quelques mois, et l'amélioration du comparatif suisse pourrait bientôt attirer d'autres investisseurs français de qualité à lever des fonds dans cette monnaie.

Par ailleurs, l'attention s'est portée sur le marché des euro-warrants où la Société générale déploie une

activité remarquable. Cette banque a émis la semaine passée en deutchmark et en francs français des bons qui permettent de profiter de l'évolution des cours de change de la Bourse, telle que la reflète l'indice CAC 40, d'une action, celle de la compagnie d'assurance AXA, et du niveau de l'intérêt à long terme. Pris isolément, le montant de chacune de ces transactions, calculé à leur prix d'émission, est plutôt faible pour l'ensemble du marché. Mais, si on en fait le total, on arrive à des volumes très importants. Ensemble, les dernières émissions de la Société générale atteignent près de 950 millions de francs français.

Des instruments très sensibles

L'animation extraordinaire du marché des warrants s'explique par l'incertitude et la volatilité actuelles des marchés financiers. Ce sont des instruments très sensibles qui répercutent, en les multipliant de beaucoup, les mouvements de l'indice ou du cours auquel ils se rattachent. On peut s'en servir soit pour spéculer, soit pour se protéger contre une évolution donnée. Certaines opérations sont toutefois recherchées dans quelques pays pour d'autres raisons. En Allemagne, par exemple, les gains que les investisseurs peuvent en retirer ne sont pas impossibles, à condition que leurs détenteurs aient conservé les warrants pendant six mois au moins. Certains investisseurs profitent de la situation pour lever des fonds à des conditions très avantageuses. Le Conseil de l'Europe a ainsi lancé, par l'intermédiaire de la banque Trinkaus & Burkhart, une série de bons de deux ans de durée dont le prix de remboursement est lié au change. La transaction est scindée en trois tranches qui sont vendues ensemble et qui sont ainsi construites qu'elles devraient rapporter 8,44 % l'an. Ce gain sera assuré si le dollar à l'échéance se situe entre 75 pfennigs et 3,50 marks. Si la devise américaine devait être sortie de cette plage, l'investisseur ne retrouverait que sa mise initiale. Un placement normal, d'une durée de deux ans, rapporterait de toute façon beaucoup plus, environ 9,50 %. Mais il n'y aurait pas moyen de se soustraire à l'impôt.

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

Les lourdeurs du coton

« La campagne 1991/1992 qui s'achève (au 1^{er} août) sera la plus grosse récolte de tous les temps, avec 20,84 millions de tonnes. Ce chiffre est supérieur de 8 % à celui de la campagne précédente (1990/1991) ». Dans sa page de conjoncture publiée par la toute nouvelle - et bienvenue - publication *Coton et Développement* (1), le directeur général adjoint de la Compagnie cotonnière, M. Gérard Estur, explique avec clarté la situation d'un marché aujourd'hui encombré, après deux saisons de prix attractifs.

Sur le marché à terme de New-York, les cotations avaient reculé de 44 % entre mai 1991 et janvier 1992, passant de 94 à 53 cents la livre. Elles sont depuis lors légèrement remontées, pour s'établir fin juillet autour de 63,5 cents la livre sur la première échéance de livraison, à savoir octobre. Une remontée conjoncturelle qui tient à une

certaine raréfaction des fibres de belle qualité, ainsi qu'à des difficultés d'évacuation des cotons en Asie centrale.

La cause principale de la chute des cours est le déséquilibre apparu entre la production et la demande. La forte augmentation de l'offre tient à la fois à l'extension de 2 % de la superficie plantée et surtout à l'accroissement de plus de 8 % du rendement moyen. « Ce déséquilibre pour la première fois la barre des 600 kilos de fibre par hectare », note M. Estur. Une progression observée pour l'essentiel en Chine, aux États-Unis et au Pakistan. La récolte devrait toutefois diminuer de 3 % dans les dix pays africains producteurs de la zone franc, en raison des conditions climatiques défavorables qui ont amoindri les rendements.

L'Afrique francophone devrait enregistrer sa deuxième récolte historique (après celle de 1990/1991) avec un volume attendu de 344 000 tonnes. « Avec 500 000 tonnes exportées, soit 7,7 % des échanges internationaux de coton brut, la zone franc prise dans son ensemble se classe au troisième rang mondial derrière les États-Unis et l'Ouzbékistan », écrit le responsable de la Compagnie cotonnière.

Le marasme de la filature

Quant à la consommation mondiale, elle devrait, avec 18,65 millions de tonnes, se situer en deçà de 10 % (2 millions de tonnes) de la production. Une situation qui reflète le ralentissement économique mondial et, plus particulièrement, le marasme de la filature. Les industries de transformation détiennent des réserves élevées qui pèsent en aval sur le marché. En amont, les stocks de fibre sont eux aussi très importants. « Au 1^{er} août, affirme M. Estur, les stocks mondiaux devaient faire un bond de 32 % par rapport à l'an dernier à la même date, passant de 7 millions à 9,2 millions de tonnes ». Avec un stock de report représentant près

de six mois de consommation - dont un tiers sera détenu par la Chine - le marché risque de connaître une léthargie persistante. D'autant que les prévisions pour août 1993 font état d'une nouvelle augmentation des stocks.

Outre l'amenuisement des débouchés industriels du coton, ce marché connaît d'autres handicaps non négligeables. D'abord la pression exercée par les producteurs de l'ex-URSS, à savoir principalement l'Ouzbékistan (deuxième second producteur mondial), mais aussi le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Azerbaïdjan. Leurs cotons « sont offerts à des prix défiant toute concurrence en Europe occidentale mais aussi en Extrême-Orient », observe M. Estur, le débouché traditionnel de la filature à l'Est ayant, à son tour, connu l'effondrement. Dès lors, le volume mondial des exportations s'est accru pendant cette campagne de 31 % (progressant de 5 millions à 6,5 millions de tonnes). La Chine serait redevenue exportatrice nette et les ventes pakistanaïses à l'étranger ont bondi de 70 %.

Autre élément perturbateur, les subventions que les États-Unis versent à leurs exportateurs de coton pour maintenir leur rang dans les échanges mondiaux. L'aide de Washington pour 1992 représente 1,8 milliard de dollars et contribue à déstabiliser les cours. Enfin, la fibre naturelle continue de subir la concurrence des fibres synthétiques. Dans ce contexte, l'avenir est jugé « basé » par les professionnels, qui s'inquiètent aussi de la viabilité des filières africaines. « On peut craindre que les résultats de toutes les filières coton de la zone franc soient décevants, à moins d'un net raffermissement du dollar », conclut M. Estur. Quant à la reprise espérée de la consommation, elle est tributaire d'une reprise économique mondiale qui tarde à se redresser.

ÉRIC FORTORINO

(1) Revue trimestrielle, n° 2 Juin 1992, 13, rue de Monceau, 75008 Paris.

DEVICES ET OR

Le dollar sous surveillance

Une sacrée semaine, marquée par les interventions massives des banques centrales pour stopper la chute du dollar, engagé dans une spirale baissière qui se nourrissait d'elle-même ! Lundi matin, en effet, la devise américaine, déjà très épuisée la semaine précédente par le relèvement du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne, qui l'avait fait glisser sous la barre des 5 francs, continuait de s'enfoncer. Elle tombait de 4,95 francs à 4,90 francs et, surtout, de 1,47 DM à 1,45 DM, à deux doigts de son plus bas cours historique jusqu'en 11 février 1991 à 1,4430 DM. La chute paraissait irrésistible, les détenteurs de dollars se hâtant de s'en débarrasser, et les spéculateurs jouant à la baisse en vendant à découvert.

Trop c'était trop, et ce même lundi, en début d'après-midi, treize banques centrales firent donner l'artillerie lourde, achetant des dollars par centaines de millions. Elles intervenaient à deux reprises dans ce même après-midi, trois même pour la Réserve fédérale des États-Unis, et parvenaient à faire remonter le « billet vert » à plus de 5 francs et de 1,48 DM. Par la suite, les cours oscillèrent entre 5 francs et 5,08 francs et entre 1,48 DM et 1,50 DM. La devise américaine fut un peu soutenue par les déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, suivant lesquelles « l'économie américaine ne bénéficierait pas d'une poursuite de la baisse du dollar ». Ensuite, l'annonce, vendredi après-midi, d'une progression de 2,3 % des commandes américaines de biens durables en juin, contre 2,2 % en mai, au plus haut niveau depuis juin 1991, alors que les analystes s'attendaient qu'une augmentation de 1 % seulement, a

fait du bien. Ajoutons-y la tension croissante dans le golfe Persique et une évolution plus favorable de l'inflation en Allemagne (voir ci-dessous) et l'on trouvera les éléments nécessaires à une stabilisation du dollar aux environs de 1,50 DM.

« Un canotier sur une jambe de bois »

Toutefois, de nombreux opérateurs estiment que les interventions des banques centrales, même si elles se renouvellent, ne seraient qu'un canotier sur une jambe de bois. Pour eux, un écart de taux d'intérêt de 6,5 % entre les taux à court terme sur le dollar et sur le mark reste absolument « dissuasif et destructeur ». Rien ne peut y résister. Les détenteurs de devises américaines jugent la rémunération insuffisante. Quant à la spéculation, si elle veut jouer le dollar à la hausse, il lui faut vendre des marks, qu'elle empruntera très cher, pour acheter une devise qui rapporte beaucoup moins : l'opération est trop perdante. Donc tant que les taux d'intérêt allemands seront aussi élevés, il n'y a rien à faire pour le dollar, assure-t-on dans les milieux financiers internationaux. Au sein du système monétaire européen, le ralentissement de l'inflation dans le Land de Hesse a renforcé le mark, notamment aux dépens des monnaies faibles du SME, lire et peseta, que les banques centrales des pays concernés ont dû soutenir en relevant leur taux directeur (voir en rubrique « Marchés monétaires et obligataires »).

En début de semaine, la devise italienne est tombée, une nouvelle fois, à son cours plancher au sein du SME. La Banque d'Italie a l'in-

tention d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour défendre la lire, à savoir ses réserves et le renchérissement des taux d'intérêt. Quant à l'Espagne, elle s'apprête à entrer dans une période d'austérité pour réduire les dépenses publiques, avec un programme comportant des augmentations d'impôts. Le ministre de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, a dressé un panorama plutôt sombre de l'économie, excluant une reprise avant 1994.

Quant à la livre sterling, elle est tombée en queue du système monétaire européen. Le premier ministre, M. John Major, a de nouveau exclu toute « évaluation comparative » de la livre sterling, comme cela était la règle « dans les années 60 et 70 ». « A l'avenir, nous devons ajuster nos coûts à notre taux de change plutôt qu'à l'inverse », a-t-il assuré. Nous sommes dans le mécanisme de change du SME et nous y resterons.

A Paris, le franc s'est un peu raffermi vis-à-vis du mark, dont le cours, toutefois, reste supérieur à 3,37 francs. La réapparition d'un déficit commercial (951 millions de francs) a un peu pesé sur les cours, mais pour M. Dominique Strauss-Kahn, ministre du commerce extérieur et de l'industrie, ce léger déficit traduit une reprise de la consommation et des investissements, les importations ayant davantage progressé (8 %) que les exportations (3 %). C'est un point de vue que les mois prochains devront infirmer ou confirmer.

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 20 JUILLET AU 24 JUILLET 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
London	—	1,9035	9,5994	2,5231	2,2095	58,709	3,2131	2157,61
—	—	1,9090	9,6428	2,5906	2,2509	58,7535	3,2156	2163,53
New-York	—	1,9035	19,1124	75,4717	67,2495	3,2475	39,2417	6,08881
—	1,9090	19,1124	75,4717	67,2495	3,2475	39,2417	6,08881	6,08881
Paris	—	9,5994	5,8728	—	37,8189	327,5112	—	4,4283
—	9,6428	5,8728	—	—	37,8281	328,7533	—	4,4570
Zurich	—	2,5231	1,3750	26,3839	—	39,1856	4,2844	78,4953
—	2,5906	1,3800	26,4510	—	39,4665	4,3412	79,3708	1,1789
Frankfurt	—	2,2095	1,8976	25,6897	113,2264	—	4,8317	58,0924
—	2,2509	1,9035	25,6571	111,7737	—	4,8523	58,6998	1,3177
Bruxelles	—	58,709	30,84	6,4110	23,7755	26,7397	—	18,2781
—	58,7535	30,13	6,0930	23,0362	26,6088	—	—	18,2717
Amsterdam	—	3,2131	1,6880	136,7167	2,7296	113,5715	6,7241	—
—	3,2156	1,6991	133,4815	1,767824	112,7807	6,7292	—	8,499198
Milan	—	2157,61	113,50	225,7899	85,2717	782,7730	36,7542	671,5847
—	2163,53	119,50	224,3690	848,2416	788,8919	36,8378	672,8320	—
Tel-Aviv	—	242,89	127,69	25,0820	96,3089	1,13748	75,9942	6,112572
—	247,97	124,69	25,19717	95,2594	95,72572	1,13504	75,9095	6,112301

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 juillet, 3,9537 F contre 3,9686 F le vendredi 17 juillet 1992.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Etat de choc

Cela ne s'arrange pas du tout sur la place de Paris, où la météo reste très mauvaise, avec des rendements à nouveau en hausse, un MATIF et une Bourse en pleine déroute, le marché des titres libellés en écus étant totalement sinistré. Le motif ? Il est bien connu : ce sont les inquiétudes et les incertitudes sur l'issue du référendum français sur la ratification du traité de Maastricht, le relèvement du taux d'escompte allemand la semaine dernière, et la crainte d'un relèvement du taux Lombard de la Bundesbank à l'automne, nourrie par l'annonce d'une augmentation de 8,7 % de la masse monétaire M3 en RFA pour le mois de juin, après 8,8 % en mai, en rythme annuel, en total désaccord avec l'objectif de 3,5 %-5,5 % fixé en début d'année et confirmé la semaine dernière.

Ajoutons-y le report aux calendes grecques de la baisse des taux à court terme tant espérée, que beaucoup repoussent au printemps prochain, plus le relèvement du taux directeur de la Banque d'Espagne, et on se s'ennuie pas de voir le cours de l'échéance septembre sur le MATIF s'enfoncer encore un peu plus, passant de 106,08 à 105,66 après 105,26, au plus bas depuis sept mois.

Les rendements ont encore monté, à 9,04 % sur l'OAT à 10 ans, contre 8,97 % il y a huit jours et 8,78 % il y a quinze jours, et les rendements à court terme sont désormais supérieurs à 10 % : des taux « suicides » pour une économie française bien « molle », et un immobilier en pleine crise.

Quant au contrat écu 10 ans, sur le MATIF, c'est l'horreur. Vendredi, son cours est tombé jusqu'à 101,78 pour finir à 102,35, contre

108,30 juste avant le « non » au référendum danois, le 3 juin. Le rendement de l'OAT 10 ans en écus est désormais de 9,65 %, contre 8,30 % le matin du 2 juin. La rumeur courait même, vendredi après-midi, que les « teneurs de marchés » et spéculateurs en valeurs du Trésor, qui doivent assurer la liquidité et les transactions sur l'OAT en écu, avaient jeté le gant jusqu'à lundi, rumeur qui fut infirmée, mais dont l'apparition donne une idée de l'état où se trouve un marché dopé, jusque-là, par l'espoir d'une convergence des rendements élevés sur les titres italiens et espagnols vers les rendements plus bas des pays « sages » (RFA, France).

« Signaux positifs »

Faut-il, toutefois, jeter le bébé avec l'eau du bain ? Beaucoup d'analystes ne le pensent pas. A Paris, M. Eric Tazebarnad, adjoint au chef des études économiques et financières de la banque Indosuez, s'il exclut toute baisse des taux d'intérêt directs de la Bundesbank avant le printemps prochain, estime très peu probable un prochain relèvement du taux Lombard de la banque centrale, les craintes à ce sujet lui semblant aussi peu justifiées que les anticipations optimistes qui prévalaient auparavant (et que l'on nourrit un peu rue de Bercy - NDLR). Il perçoit des « signaux positifs » depuis quelques semaines du côté des politiques salariales et budgétaires, et estime que l'activité se ralentira plus que prévu en 1993, ce qui permettra un ralentissement progressif du rythme de croissance de la masse monétaire. En début de semaine, M. Johann Gaddum, l'un des

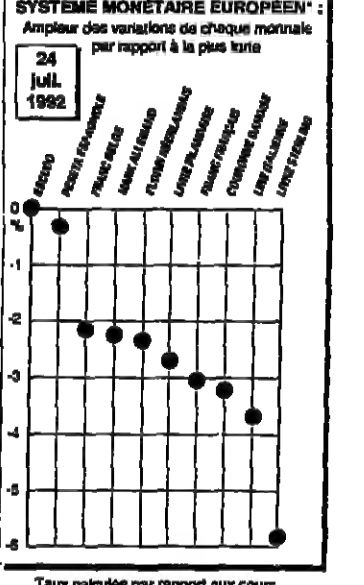
directeurs de la Bundesbank, a déclaré que le coefficient de réserves obligatoires des banques, très élevé en RFA, jusqu'à 12 % des dépôts, pourrait être abaissé « quand la conjoncture sera propice à un assouplissement de la politique monétaire », s'est-il hâté de préciser.

« Un ralentissement de l'inflation »

Quant à M. Norbert Walter, économiste en chef à la Deutsche Bank, il prédit un ralentissement de l'inflation, juge que la Bundesbank a eu tort de relever son taux d'escompte, et estime qu'il y aura « une baisse des taux en Allemagne avant la fin de l'année ».

Apparemment, ce n'est pas l'avis de M. Lothar Müller, président de la banque centrale de Bavière, administrateur, à ce titre, de la Bundesbank et chef de file de la tendance « dure » (l'inflation, c'est le diable !). Dans un entretien à notre confrère *la Tribune*, il fait remarquer que les taux allemands sont « relativement bas, et pas supérieurs à la moyenne européenne ». C'est, tout de même, une belle hypocrisie, car si les taux français, néerlandais et belges sont au niveau actuel, un record en « réel », c'est-à-dire hors inflation, c'est bien parce qu'ils doivent s'aligner sur les taux allemands. A Paris, si le marché était libre de décrocher de celui de Francfort, le taux de l'argent à court terme devrait être compris entre 5 % et 6 % contre 10 % actuellement. Un suicide, avons-nous dit.

FRANÇOIS RENARD



Révélé par « le Point »

Le réquisitoire du procureur général dans l'affaire Grégory innocente Christine Villemain

« Attendu qu'il ne résulte pas de l'information charges suffisantes à l'encontre de Christine Villemain d'avoir commis le crime d'assassinat dont elle a été inculpée, requiert qu'il plaise à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris de relaxer Christine Villemain. » Telle est la conclusion du réquisitoire définitif du procureur général de Paris, M. Jean Stéfani, dans l'affaire Grégory, dont le Point du 25 juillet a publié l'essentiel. Selon toute probabilité, Christine Villemain, la mère de l'enfant âgé de quatre ans, découvert le 16 octobre 1984, mort, pieds et poings liés, flottant sur la Volange à six kilomètres du domicile familial de Lépanges (Vosges), devrait être relaxée en septembre par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. S'il s'agit des conclusions du procureur général, ses magistrats rendront un non-lieu en faveur de Christine Villemain, plus de sept ans après son inculpation, le 5 juillet 1985, pour l'assassinat de son propre fils.

La justice s'appareille donc à refaire le dossier de l'affaire Grégory sur un mystère : sans coupable désigné, l'enquête fut d'abord confiée à la gendarmerie nationale par le premier juge d'instruction, un jeune magistrat à peine sorti de l'école de la magistrature, M. Jean-Michel Lambert. Lettres et appels

phoniques anonymes d'un mystérieux « corbeau » amènent les enquêteurs à orienter leurs recherches vers l'entourage familial de Christine Villemain où la modeste réussite professionnelle du père de Grégory, Jean-Marie Villemain, semble jalouse. Bernard Laroche, cousin germain de Villemain, est inculpé d'assassinat et écroué le 5 novembre 1984. A sa sortie de prison, il est assailli, le 29 mars 1985, d'un coup de fusil par Jean-Marie Villemain. Désormais confiée à la police judiciaire, l'enquête désigne alors un second suspect : désignée comme le « corbeau » par un rapport d'expertise, Christine Villemain est inculpée d'assassinat le 5 juillet 1985. Placée sous contrôle judiciaire après dix jours de détention, elle ne retrouvera son époux que fin 1987, à sa sortie de prison.

Aucun mobile n'a été découvert

Le 23 avril 1986, le juge Lambert obtient sa mise en disponibilité « pour raisons personnelles ». Le 9 décembre 1986, la cour d'appel de Paris décide de renvoyer Christine Villemain devant la cour d'assises des Vosges. Le 17 mars 1987, l'arrêt de renvoi est cassé et le dossier confié à la cour d'appel de Dijon où il sera instruit succes-

sivement par deux magistrats, M. Maurice Simon, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon, jusqu'en septembre 1990, puis M. Jean Martin, son successeur. Déjà, en octobre 1989, M. Simon avait fait savoir à la presse que « l'hypothèse la plus probable » était l'innocence de Christine Villemain.

Le procureur général est arrivé aux mêmes conclusions, soulignant que l'emploi du temps de Christine Villemain, le jour du crime, « rend impossible l'accomplissement du crime par la mère ». « On cherche vainement dans cette affaire, poursuit le magistrat, le moindre élément sérieux pouvant permettre de la mère de la jeune victime aurait pu agir sous l'effet d'une impulsion, d'un acte de violence, ayant pu la conduire à assassiner son enfant, à moins d'admettre, ce qui serait un non-sens, qu'il s'agit d'une femme atteinte d'un déséquilibre mental profond. Aucun mobile n'a été découvert pouvant permettre d'imputer le crime à Christine Villemain. » Le procureur général reconnaît l'échec de la justice dans cette affaire où elle fut particulièrement maladroite, soulignant qu'« en l'état, force est de constater que l'information n'a pas permis de découvrir l'auteur, ou les auteurs, de l'assassinat de Grégory Villemain ».

Les inscriptions universitaires

Tous les bacheliers d'Ile-de-France devraient être inscrits selon leurs vœux

Les nouveaux bacheliers d'Ile-de-France seront inscrits à l'université dans la filière de leur premier ou deuxième choix, a indiqué vendredi 24 juillet M. Daniel Bloch, directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'éducation nationale et de la culture. Les traitements observés depuis le début des inscriptions universitaires, le 9 juillet, n'ont concerné qu'un nombre limité de bacheliers, moins élevé que les années précédentes.

Les files d'attente devant les universités ont été évitées, grâce au système de recensement automatisé des vœux des élèves (RAVEL) par Minitel, créé en 1987 et rendu obligatoire en 1990. Sur les 74 388 nouveaux titulaires du baccalauréat général et technologique de la

région parisienne, soit 2 663 de plus qu'en 1991, 2 000 étaient inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur de leur choix à la mi-juillet. Ils avaient rempli des richesses d'attente et peuvent désormais obtenir des renseignements complémentaires concernant leur discipline (1). « 95 % d'entre eux connaissent leur affectation à la fin du mois de juillet », a précisé M. Bloch. Les autres seront fixés au plus tard début septembre.

Le directeur des enseignements supérieurs s'est attaché à démontrer que 5 378 places supplémentaires seront ouvertes à la rentrée 1992 dans l'enseignement supérieur public - 1 030 dans les instituts universitaires de technologie, 1 990 dans les sections de techniciens supérieurs, 1 076 dans les classes préparatoires aux grandes écoles,

1 381 en DEUG, 150 en DEUST et 251 dans des filières universitaires « nouvelles ». Les problèmes rencontrés proviennent du fait que la demande des nouveaux bacheliers ne correspond pas exactement à cette offre. Ainsi, 2 000 places supplémentaires sont aujourd'hui nécessaires en droit pour répondre aux souhaits des futurs étudiants, et 500 en psychologie. En revanche, le nombre d'inscriptions a sensiblement baissé en culture et en communication, en administration économique et sociale. Les effectifs pour les filières de lettres modernes et de géographie sont loin d'être saturés.

Les capacités d'accueil de certaines filières ont donc été augmentées et des réorientations conseillées. « Tous seront inscrits », a martelé M. Bloch. La priorité est donnée à la filière choisie, des

transferts entre universités pouvant intervenir tout au long du processus. Les moyens de transport. Enfin, les lycéens qui n'avaient indiqué qu'un seul choix sur le système RAVEL devaient obtenir satisfaction.

M. A.

(1) Droit, sciences économiques, administration économique et sociale (AES), mathématiques appliquées aux sciences sociales (MASS) : Rectorat de Paris, division des études et de la vie universitaire, 1, rue Victor-Cousin, 75003 Paris. Tél : 40-46-21-87 ; 40-46-21-91 ; 40-46-21-95.

Lettres, langues et sciences humaines : Rectorat de Créteil, division de l'enseignement supérieur, 4, rue Georges-Enesco, 93010 Créteil. Tél : 49-81-63-53 ; 49-81-63-54.

Sciences : Rectorat de Versailles, division de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2, esplanade Grand-Siècle, 78011 Versailles. Tél : 30-83-44-63.

Après la mise en liquidation de La Cinq

Accord entre les producteurs de cinéma et Hachette

Les producteurs de cinéma qui avaient passé des accords de coproduction avec La Cinq, avant sa mise en liquidation judiciaire, ont conclu, vendredi 24 juillet, un accord de remboursement de leurs créances avec Hachette, ex-opérateur de la chaîne. Cet accord est identique à celui qui a été signé début juillet avec les producteurs audiovisuels : il prévoit un remboursement des créances à hauteur de 70 % sur une facture globale d'environ 26 millions.

Un dossier demeure cependant en suspens, celui des ventes de droits de diffusion cinématographiques, qui sera examiné en septembre. Autre litige non réglé, celui qui oppose Hachette à AB Productions. Cette

société de production audiovisuelle et surtout sa filiale Animage représentent le plus important contentieux financier entre Hachette et les producteurs audiovisuels. M. Jacques Peckine, président de l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA), qui a mené les négociations avec Hachette, a annoncé que l'USPA assignerait en responsabilité Hachette au début de la semaine prochaine. Le président du tribunal de commerce de Paris, M. Michel Rouger, a annoncé que le collège des experts, nommé par le tribunal afin d'examiner « d'éventuelles fautes » dans la gestion de La Cinq, rendra son rapport le 6 octobre.

En redressement judiciaire

Le Parc océanique Costeau autorisé à poursuivre son activité jusqu'au 30 septembre

Le tribunal de commerce de Paris a autorisé, vendredi 24 juillet, le Parc océanique Costeau (POC), implémenté à l'intérieur du Forum des Halles, à Paris, à poursuivre ses activités jusqu'au 30 septembre. Cette décision a été prise en attendant l'élaboration d'un plan de cession. Un homme d'affaires libanais d'origine syrienne, M. Salah Salhab, déjà actionnaire du parc, serait seul sur les rangs.

Ce parc a accueilli près de 460 000 visiteurs par an, alors qu'il en avait fallu 800 000 pour rembourser les prêts des banques. Il a déposé son bilan le 16 juillet 1991 et a été mis en redressement judiciaire le 24 juillet de la même année.

EN BREF

M. Pasqua (RPR) : « scandaleux ! ». Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, qui était de passage à Nice, vendredi 24 juillet, a évoqué le procès des responsables de la transfusion sanguine : « Il s'agit tout à fait de scandale, car seuls sont considérés comme responsables, dans cette affaire, des fonctionnaires qui qu'il leur place dans la hiérarchie. Il faut que l'on sache la vérité, le gouvernement était-il au courant ? Quels ministres étaient-ils ? », a-t-il déclaré. Selon l'ancien ministre de l'intérieur « cette affaire ébranle le gouvernement qui était en place à l'époque ».

NOUVELLE-CALÉDONIE : cinq inculpations après l'assassinat d'un gendarme. - Cinq jeunes de Calédonie, âgés d'une vingtaine d'années, originaires de la même tribu, ont été arrêtés après la mort du gendarme Thierry Fernandez, mortellement blessé d'un coup de fusil, mercredi

La préparation des élections législatives

L'armée libanaise reprend le contrôle des sièges des anciennes milices

Au moment même où il fixait les dates des élections législatives, le gouvernement a fait investir, vendredi 24 juillet, par l'armée, plusieurs bâtiments occupés par les ex-milices des différentes factions impliquées dans la guerre civile.

BEYROUTH

de notre correspondant

La « Quarantaine », quartier général à Beyrouth des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a été investi dans la nuit du 24 au 25 juillet par l'armée. La nuit précédente, alors qu'ils étaient en cours d'évacuation, les locaux de la station de télévision qui contrôle la milice avaient déjà subi le même sort.

Le gouvernement libanais a décidé de récupérer les bâtiments publics occupés, à la faveur de la guerre, par les différentes milices. Ces appropriations de locaux étaient tellement « anormales » que le problème de leur occupation n'avait même pas été soulevé depuis la fin de la guerre, il y a près de deux ans. Ce n'est qu'il y a quatre-vingt heures que leur récupération a été enfin décidée, et exé-

cutée. « Provocation et tentative d'étouffer la liberté d'information », a aussitôt affirmé le chef des Forces libanaises, M. Geagea, dont la chaîne de télévision, LBC, est de loin la plus suivie du Liban et qui, en pleine période de préparation des élections législatives, constitue un enjeu d'importance pour l'opposition au gouvernement. La LBC a immédiatement procédé au transfert de ses équipements dans d'autres locaux, d'où elle a repris ses émissions.

Les deux bâtiments récupérés sur les Forces libanaises ne sont pas les seuls à avoir subi le même sort. D'autres locaux, occupés par Amal, l'ex-milice chiite de M. Nabih Berri, le PSP, ex-milice druze de M. Walid Joumblatt, et le Hezbollah ont été investis par l'armée dans la banlieue sud de Beyrouth, dans le Chouf et à Baalbek.

Mais c'est la récupération des deux bâtiments des ex-Forces libanaises qui a fait le plus de bruit. M. Geagea ne s'est pas privé de souligner que la liste des biens publics à récupérer, établie par le gouvernement, ne comportait aucune des possessions de l'Etat. Le palais de l'émir Bechir et le palais de l'émir Amin, à Beiteddine, restent ainsi tous deux aux mains du PSP de M. Joumblatt.

« Provocations » affirme l'opposition chrétienne à propos de la convoca-

tion des électeurs, pour les législatives, les 23, 30 août et le 30 septembre prochains. La décision a été prise malgré la grève totale observée dans le pays chrétien, pour protester contre les conditions d'organisation du scrutin. Malgré ces contestations, plusieurs partis ont cependant annoncé qu'ils participeraient au scrutin. C'est le cas du PSP de M. Joumblatt, qui avait pourtant vivement critiqué la façon dont les élections étaient organisées.

LUCIEN GEORGE

Cinq « casques bleus » blessés par une explosion. - Cinq membres fidèles de la Force interarmées des Nations unies au Liban (FINUL) ont été blessés, vendredi 24 juillet, dans le sud du pays par une bombe qui a déchaîné leur véhicule. L'engin était dissimulé sur la route reliant Tyr à Naqoura où se trouve le quartier général de la FINUL. Cet attentat a eu lieu quelques heures après l'intervention de l'aviation israélienne contre deux places fortes du Hezbollah pro-iranien, dans le secteur de Jabal Safi, au nord de la « zone de sécurité » occupée par Israël (nos dernières éditions du 25 juillet). - (AFP, Reuters)

Reculant sur plusieurs points importants

Le gouvernement italien amende son programme de privatisations

ROME

de notre correspondant

Le gouvernement de M. Giuliano Amato a décidé, jeudi 23 juillet, de revoir sa copie sur les privatisations. Les deux super-holdings d'entreprises publiques prévus par le décret du 13 juillet (le Monde du 14 juillet) sont morts avant même de voir le jour. Le gouvernement garde pour l'instant le contrôle direct des grandes entreprises d'Etat jusqu'à leur transformation en sociétés par actions.

Le nouveau décret contient une autre importante variation : toutes les entreprises d'Etat comme l'IRI (institut pour la reconstruction industrielle), l'ENI, l'ENEL et l'INA et qui, en attendant, resteront sous la tutelle du Trésor. En éliminant le passage

de la création des deux super-holdings, l'un pour l'industrie, l'autre pour les finances, le gouvernement s'engage à présenter directement, dans les mois qui viennent, un plan de réorganisation du secteur public.

L'objectif reste celui de ramener dans les caisses de l'Etat 4 000 milliards de lires (18 milliards de francs) en 1992, entre « cessions de parts d'activité et branches d'entreprises, fusions et incorporations », comme l'annonce le ministre du budget, M. Franco Reviglio, qui dément qu'avec la révision du plan l'objectif des privatisations s'éloigne dans le temps. « Les deux super-holdings prévus », a-t-il expliqué, « auraient dû préparer le plan de réorganisation que le ministère du Trésor s'apprête maintenant à faire directement, sans passage intermédiaire. » Mais il sera difficile au gouvernement d'offrir les titres des sociétés par actions pour encaisser de l'argent, d'autant que les abattements fiscaux prévus dans le décret du 13 juillet pour les acheteurs d'actions ont été éliminés. - (Interim)

La réunion des pays créanciers à Paris

La Zambie obtient un allègement de 50 % de sa dette

Les représentants des pays créanciers de la Zambie, réunis jeudi 23 juillet à Paris, lui ont accordé un allègement de moitié de sa dette publique. La dette extérieure de la Zambie (publique et privée) s'élève encore à 6,5 milliards de dollars (32 milliards de francs), contre 8 milliards de dollars (40 milliards de francs) en décembre 1991. Elle reste l'une des plus importantes des pays d'Afrique sub-saharienne.

Le dispositif retenu prévoit trois options pour la réduction de cette dette. Les créanciers peuvent choisir

d'annuler la moitié des échéances dues au titre des prêts et crédits non concessionnels (à taux non préférentiels) couverts par le rattachement.

Ils peuvent aussi consolider à un taux d'intérêt concessionnel (préférentiel) de manière à réduire de 50 % les paiements, avec une durée de remboursement également de vingt-trois ans. Dernière possibilité : les créanciers consolident la dette au taux du marché avec une durée de remboursement de vingt-cinq ans cette fois, dont seize ans de grâce.

sans délai d'une réunion tripartite - Etat, employeurs et salariés - sur l'emploi précaire, notamment celui des jeunes. Après la CFE-CGC et la CPDT, la CFTC est la troisième organisation syndicale à participer à l'accord intervenu le 18 juillet (le Monde daté 19-20 juillet). Toutefois, « compte tenu de la complexité et de l'importance des enjeux », elle n'avait pu répondre, comme prévu, le 20 juillet.

Le général américain Powell commandeur de la Ligion d'honneur. - Le chef d'état-major interarmées américain, le général Colin Powell, a reçu, vendredi 24 juillet, à Washington, la croix de commandeur de la Légion d'honneur des mains de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major français des armées. Cette distinction a été attribuée en reconnaissance du rôle joué par le général Powell dans le renforcement des liens militaires franco-américains. - (AFP)

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

VI. - Sérapis, l'idole suppliciée... 2
ÉTRANGER
Le secrétaire général de l'ONU juge excessive la part prise par la crise yougoslave... 3
Italie : les obsèques du juge Borsellino... 3
Veille de scrutin au « Japon de l'avenir »... 3
Le conflit entre Bagdad et l'ONU, 4
Variations latino-américaines : VI... 4
- Vivre avec la dette... 4
Euras-Unis : M. Bush pourrait choisir un autre collègue que M. Quayle... 6
« Loin des capitales » : Fanatismes en pays hostiles... 6

POLITIQUE

La campagne publicitaire du gouvernement pour le référendum du 20 septembre suscite des protestations... 7
Les socialistes de la Réunion se disent abandonnés par la direction nationale du PS... 7
Le contentieux franco-canadien sur la pêche... 7
Livres politiques : « Vues sur la mer et la montagne », par André Laurens... 7

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris... 8
Tour de France : « La troisième marche »... 9
Défense : les armées « recrutent » des collégiés de renseignement... 9
JEUX OLYMPIQUES
Les XXII^e Jeux olympiques d'été : l'effort gratuit des hommes d'argent ; le retour des Africains du Sud ; la nouvelle génération de coureurs kényans ; les triathlons courent toujours... 12 et 13

HEURES LOCALES

• Martin, le plantigrade développement • Les Sanisettes à l'assaut de New-York... 10
CULTURE
Avignon : Galliot se perd dans sa recherche des grands mythes... 14
Descartes : quand le philosophe de la raison se prend à vouloir rêver... 14
Invités par l'Association française d'action artistique, deux auteurs québécois sont venus à Avignon... 15
Le conflit des intermittents du spectacle : l'UNEDIC, premier mécène de France... 15
ÉCONOMIE
La loi sur les défaillances d'entreprises est accusée d'avoir des « effets pervers »... 17
Pour se protéger contre les OPA rampantes, BSN va limiter à 6 % les droits de vote d'un actionnaire... 18
Revue des valeurs... 18
Crédit, changes, grands marchés... 19

COMMUNICATION

Accord entre les producteurs de cinéma et Hachette... 20
Services
Abonnements... 7
Carnet... 15
Météorologie... 9
Mots croisés... 16
Télévision... 15
Spectacles... 16
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM
Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »
Le numéro du « Monde » daté 25 juillet 1992 a été tiré à 472 090 exemplaires.

150 000 000